



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 11 DÉCEMBRE 1920.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 11TH DECEMBER, 1920.

ERRATA

TARIF DES HONORAIRES DES AVOCATS

Il s'est glissé quelques erreurs dans la publication de ce tarif, le 4 décembre. Voici ce que l'on devra lire :

Page 2568, article 34, version française, lire .60 au lieu de .00.

Page 2568, article 35, version française, lire 5.00 au lieu de 5.000.

Page 2569, article 18b, version anglaise, 2^{ème} classe, lire 1.00 au lieu de 10.0.

Page 2571, article 25, version anglaise, 4^{ème} classe, lire 35.00 au lieu de 25.00.

Page 2574, article 46, version française, 2^{ème} paragraphe, 4^{ème} classe, lire 4.00 au lieu de 4000.

Page 2575, article 49b, version anglaise, 4^{ème} classe, lire 4.00 au lieu de 3.00.

Page 2576, article 65, version française, dernière ligne de la section 1, lire \$200 au lieu de \$1200.

Page 2577, article 64-2, version anglaise, 1^{ère} classe, lire 35.00 au lieu de 45.00.

Page 2584, version française, lire 21, "Honoraire général d'enquête", au lieu de 31.

Page 2585, article 25, version anglaise, lire "if settled after the articles, etc.", au lieu de "if settled the article, etc."

ERRATA

TARIFF OF ADVOCATES' FEES.

A few errors were made in the publication of the above tariff in the issue of the *Official Gazette*, of the 4th December instant. Read :

Page 2568, article 34, French version, .60 instead of .00.

Page 2568, article 35, French version, 5.00 instead of 5.000.

Page 2569, article 18b, English version, 2nd. class, 1.00 instead of 10.0.

Page 2571, article 25, English version, 4th. class, 35.00 instead of 25.00.

Page 2574, article 46, 2nd. paragraph, French version, 4th. class, 4.00 instead of 4000.

Page 2575, article 49b, English version, 4th. class, 4.00 instead of 3.00.

Page 2576, article 65, last line of section 1, French version, "Lorsque le montant réclamé est moins de \$200" instead of \$1200.

Page 2577, article 64, 2nd. paragraph, English version, 35.00 instead of 45.00.

Page 2584, French version, 21 "Honoraire général d'enquête", instead of 31.

Page 2585, article 25, English version : If settled after the articles, etc., instead of "If settled the articles, etc."

Page 2585, article 27, version anglaise, 1ère ligne, 2ème paragraphe, lire "In case of contestation of the claim made under the Lacombe Law", au lieu de "In case of contestation of the claim under the Lacombe Law".

Page 2586, article 42, version française, 1ère classe, lire .50 au lieu de 2.50.

Page 2586, article 46, version française, 2ème classe, lire 4.00 au lieu de 4000.

Page 2586, article 51, version française, 4ème classe, lire .25 au lieu de 2.5.

Page 2585, article 27, 1st. line of 2nd. paragraph, English version : In case of contestation of the claim made under the Lacombe Law, etc., instead of : In case of contestation of the claim under the Lacombe Law, etc.

Page 2586, article 42, French version, 1st. class, .50 instead of 2.50.

Page 2586, article 46, French version, 2nd. class, 4.00 instead of 4000.

Page 2586, article 51, French version, .25 instead of 2.5.

COPIE DU TARIF

Les commandes pour copies du tarif seront remplies vers le 14 décembre. On voudra bien inclure un chèque ou mandat poste de .50 cts à l'ordre de l'Imprimeur du Roi avec la commande.

4541

COPIES OF TARIFF

Copies of the tariff will be ready for delivery on or about the 14th. December instant. Single copy, .50. Send cheque or money order, payable to the King's Printer, with every order.

4542

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 75c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.

LS A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

4269

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips 75 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS-A. PROULX,

King's Printer.

Government House.

4270

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

C. FITZPATRICK

[L. S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,—SALUT.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India :—

To Our Well-Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,
GREETING.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le ONZE JANVIER prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé, chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce SIXIÈME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt et de Notre règne le onzième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne
en chancellerie à Québec,
3995-46-10 L.-P. GEOFFRION.

Bills privés, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 28 décembre 1920 et présentés avant le 1er février 1921; les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 21 janvier et reçues avant le 26 janvier 1921, et les rapports des comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 15 février 1921.

Québec, le 6 novembre 1920.
Le greffier,
3993-46-10 L.-P. GEOFFRION.

Lettres patentes

"Ed. Lacroix, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuvième jour de novembre 1920, constituant en corporation : Charles Lacroix, marchand de bois, Daquam, Alfred Morin, mesureur de bois, Sainte-Marie, Herménégilde Groleau, explorateur, Saint-Philibert, Adélard Gilbert, notaire, Saint-Georges-Est, Beauce, dans les buts suivants :

Acquérir et assumer, à titre d'affaire en exploitation, l'industrie actuellement exercée à Saint-Georges, dans le comté de Beauce, dans la province de Québec par ledit Ed. Lacroix, ainsi que la totalité ou aucune partie de l'actif et du passif du propriétaire de cette industrie y compris la

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the ELEVENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this SIXTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty and in the eleventh year of Our Reign.

By command,
L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.
3996-46-10

Private bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 28th December, 1920, and introduced before the 1st February, 1921; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 21st January and received before the 26th January, 1921; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 15th February, 1921.

Quebec, 6th November, 1920.
L.-P. GEOFFRION,
3994-46-10 Clerk.

Letters patent

"Ed. Lacroix, Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1920, incorporating : Charles Lacroix, lumber merchant, Daquam, Alfred Morin, lumber culler, Sainte-Marie, Herménégilde Groleau, prospector, Saint-Philibert, Adélard Gilbert, notary, Saint-Georges East, Beauce, for the following purposes :

To acquire and take over as a going concern the business presently carried on at Saint-George in the county of Beauce, in the province of Quebec, by the said Ed. Lacroix, together with the whole or any part of the assets and liabilities of the owner of said business including the whole

totalité de la propriété foncière, des tenements boisés, concessions forestières, droits de coupe, d'estacade ou autres, des mines, gisements miniers et droits de fouille, forces hydrauliques, scieries et leurs machines, usines et outillages comprenant tous les chevaux ou autres animaux, toutes voitures et choses connexes, faisant partie ou servant en rapport avec les opérations forestières ou usinières de l'industrie du dit Ed. Lacroix, dans l'industrie minière ou aucune autre industrie par lui exercée, aussi tous les droits attachés et accessoires, et dans ce but, conclure et remplir tous les arrangements dont conviendra le propriétaire, aux conditions et stipulations que l'on croira les plus avantageuses tant pour la corporation que pour le propriétaire ;

Faire affaires comme manufacturiers, commerçants, exportateurs et importateurs de billes, bois de charpente, de construction, de pulpe, de bois de pulpe, papier, produits et sous-produits du bois et de la pulpe ainsi que de toutes les choses dans la fabrication desquelles entre le bois ; exercer aussi l'industrie de manufacturiers et meuniers, trafiquer des marchandises d'un caractère général, construire et exploiter sur des terrains que possède ou contrôle la compagnie, pour les fins industrielles, corporatives, des chemins de fer, tramways et leurs accessoires ;

Construire, bâtir ou autrement acquérir, posséder, exploiter, entretenir et gérer des usines et fabriques de confection et production de la pulpe mécanique et chimique, de la pulpe, du papier, du carton, des substances à papier, de tous et de chacun de leurs ingrédients, produits ou composés, de tous les articles et substances confectionnées avec aucun des matériaux précités, qui y servent ou y sont utiles, aussi manufacturer, acheter ou autrement acquérir, trafiquer de, et vendre tous lesdits articles ainsi que toutes les autres substances, tous autres produits ou dérivés, et généralement exercer l'industrie et le commerce du bois de pulpe, de la pulpe sulfurée et du papier, sous toutes leurs formes ;

Construire, ériger, établir ou autrement acquérir, posséder, entretenir et exploiter des usines et fabriques pour la fabrication du bois de charpente, de construction, de pulpe et de tous les articles susceptibles d'être confectionnées avec les produits forestiers, aussi acheter, vendre et fabriquer des bois de charpente, de construction, de pulpe ainsi que des produits forestiers en général et aussi de tous articles qui en sont manufacturés, et faire toutes choses qui sont nécessaires ou se rattachant à l'exercice de l'industrie forestière, sous toutes ses formes ;

Acquérir par achat, bail, concession, licence, échange ou par un autre titre légal, vendre et trafiquer des droits de coupe, tenements, boisés et concessions forestières, lopins de bois, bois debout ou coupé, forces hydrauliques, lots de grève, bien-fonds, droits de passage et autre propriété immobilière et mixte qu'on estimera utile, nécessaire, ou avantageux à l'exercice de toutes les opérations de la compagnie ou d'aucune d'icelle ;

Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir des mines, droits miniers et gisements métalliques ou aucun intérêt en iceux, aussi explorer, exploiter, exercer, développer et faire valoir, concasser, fouiller, excaver, extraire, fondre, calciner, épurer, traiter, fusionner, manipuler et préparer pour le marché des substances minérales ou métalliques de toutes sortes ; construire, actionner, entretenir, améliorer, gérer, exploiter, contrôler et activer des outillages miniers, des moulins, usines métallurgiques, fabriques, boutiques, manufactures de produits chimiques, installations et autres structures se rattachant

of the real estate, wooded tenements, timber concessions, timber licenses, booms and other rights, mines, on beds and miner's certificates, water-powers, saw-mills and the machinery thereof, shops and equipment including horses or other live stock, all vehicles and their accessories, forming part or used in connection with the lumbering or manufacturing operations of the business of said Ed. Lacroix, in the mining or any other business carried on by him, also all incidental and accessory rights, and to that end, to enter into and carry out all arrangements agreed upon by the owner, on such terms and conditions as may be deemed most advantageous both for the corporation and the owner ;

To carry on business as manufacturers, dealers, exporters and importers in logs, lumber, timber, pulp, pulp wood, paper and products and by-products of wood and pulp, and all things into which wood enters or forms a part, and to carry on the business of general manufacturers and millers and to deal in general merchandises ; to construct and operate on the lands owned or controlled by the company, for industrial or corporative purposes, railways, tramways and the accessories thereof ;

To construct, erect, or otherwise, acquire, own, operate, maintain and manage mills and factories for the manufacture and production of mechanical and chemical and ground wood, pulp, paper, carboard, paper materials and any and all ingredients or products or compounds thereof and any and all articles and substances made from any of the aforesaid materials, or used or useful in connection therewith, and to manufacture, purchase or otherwise acquire, to deal in and sell all the said articles and all or any other substances, products or by-products thereof, and generally to carry on the business of manufacturing and dealing in wood pulp, sulphite and chemical pulp and paper in all its branches ;

To construct, erect, establish or otherwise acquire, own, maintain and operate mills and factories for the manufacture of timber, lumber, pulp wood, and any and all articles capable of being manufactured from the products of the forest, and to buy, sell and deal in timber, lumber, pulp wood and products of the forests generally and all articles manufactured therefrom or in connection therewith, and to do all matters and things necessary or incidental to the carrying on of the business of lumbering in all its branches ;

To acquire by purchase, lease concession, license, exchange, or other legal title, and to sell and deal in timber licenses, timber lands and limits, wood lots, standing timber, cut timber, water power lots, real estate, right of way, and such other immoveables and mixed property as may be found useful, necessary or expedient in the conduct of all or any of the operations of the company ;

To buy, take on lease or otherwise acquire mines, mining rights and ore beds or any interest therein, also prospect for, exploit, exercise, develop and turn to account, crush, explore, dig for, raise, smelt, roast, refine, treat, melt, handle and prepare for market mineral or metal substances of all kinds ; to construct, operate maintain, manage, exploit, control and work mining equipment mills, steel plants, factories, shops, manufactories of chemical products, installations and other structures directly or indirectly attached to or deemed requisite by the company for the success of its mining operations, also contribute, to

directement ou indirectement, au, ou que la compagnie estime appropriées au succès de ses opérations minières, aussi contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à aucune telles opérations ;

Construire, bâtir ou autrement acquérir, administrer, entretenir, exploiter, louer, céder à bail, vendre et aliéner toutes bâtisses, magasins, entrepôts, usines, dépôts, bureaux, pensions, hôtels, résidences, campements, chantiers, caches, écuries de louage et autres structures qui peuvent être nécessaires ou avantageuses à l'exercice de l'industrie de la compagnie, comprenant le pouvoir de bâtir, construire et établir, entretenir ou surveiller, aider à construire, bâtir et établir, entretenir, gérer des écoles, clubs et les autres bâtiments qui seront considérées nécessaires ou avantageux à l'usage des employés de la corporation et à d'autres, aussi les exploiter, louer, vendre ou autrement en disposer ;

En rapport avec l'industrie corporative, exercer le commerce de marchands et négociants généraux de fournitures et marchandises de toute nature, faire affaires aussi comme cultivateurs, commerçants de toutes espèces de denrées de la ferme, de laiterie et du jardin ;

Acheter, bâtir, construire ou autrement acquérir, posséder, fréter, entretenir, exploiter, gérer, faire naviguer et utiliser des bateaux à vapeur et autres, des barges, bacs et vaisseaux ;

Acheter ou autrement acquérir, trafiquer et disposer d'actions ou intérêts en iceux, aussi bâtir, exploiter, acquérir, entretenir et exploiter des quais et des entrepôts, agir comme agents d'expédition ;

Construire, entretenir, altérer, faire, posséder et exploiter sur la propriété que détient ou contrôle la compagnie, aussi sur la propriété adjacente à icelle, tous réservoirs, barrages, écluses, canaux de moulins et autres débouchés, travaux, améliorations, estacades, écluses, forces hydrauliques, aqueducs, puits, fossés, canaux, quais, glissoires, jetées, routes, rouleaux à billes, ainsi que d'autres structures et travaux qui peuvent être nécessaires et avantageux ; aussi produire, générer, développer et créer de l'énergie destinée à aucuns tels travaux, et la transmettre et distribuer par aucuns procédés quelconques aux fins de la compagnie ou autres, vendre et aliéner aucun pouvoir ou les droits à l'usage d'aucune partie de la propriété précitée en faveur d'autres personnes, aux conditions jugées judicieuses ; pourvu cependant, que la vente, la distribution ou la transmission de l'énergie hors les terrains de la compagnie reste régie par les règlements locaux et municipaux y relatifs ; et cette industrie sera exercée uniquement sur le territoire qu'arrose ou qui est adjacent à la rivière Chaudière et à ses tributaires, dans les comtés de Frontenac, Beauce, Dorchester et Lévis, et sur le territoire qu'arrose ou qui est adjacent à la rivière Daaquam dans les comtés de Bellechasse et Montmagny ;

Etablir, entretenir, et exploiter à l'usage de la compagnie, de ses employés, locataires et autres, un service de protection contre l'incendie, un service d'aqueduc, un service d'éclairage électrique ou au gaz, et passer relativement à ces services les contrats jugés nécessaires ou judicieux, soit pour disposer de l'excédent soit pour un autre objet, sauf la réglementation locale ou municipale ; pourvu que ce commerce extérieur aux terrains de la compagnie soit exercé uniquement dans le territoire mentionné au paragraphe immédiatement précédent ;

Conclure des arrangements avec une ou plusieurs municipalités dans les limites desquelles ou adjacentes auxquelles sont les usines de la com-

subsidize or otherwise assist or take part in any such operations ;

To erect, build or otherwise acquire, manage, maintain, operate, lease, let, sell, and alienate, all such buildings, stores, warehouses, shops, depots, offices, boarding-houses, hotels, dwellings, houses, camps, shanties, caches, livery stables, and other erections as may be necessary or expedient in the conduct of the company's business, including the power to build, construct and establish and maintain or conduct or to aid in building, constructing and establishing clubs and such other buildings as may be deemed necessary or advisable for the use of the employees of the company and others, and to operate, lease, sell or otherwise dispose of the same ;

In connection with the business of the company to carry on the business of general storekeepers and dealers in supplies and general merchandise and to carry on business as farmers, dealers in dairy, farm and garden produce, of producers of all kinds ;

To purchase, build, construct or otherwise acquire, own, charter, maintain, operate, manage and use, steam and other boats, barges, scows and vessels ;

To buy or otherwise acquire, deal in and dispose of shares or interests, therein, also build, operate, acquire, maintain, and exploit wharves and warehouses, act as shipping agents ;

To construct, maintain, alter, make, own, and operate on property owned or controlled by the company and on property adjacent thereto, all such reservoirs, dams, flumes, race and other ways, works improvements, booms, sluiceways, water powers, aqueducts, wells, ditches, canals, wharves, slides, piers, roadways, log rolls and other erections and works as may be necessary and expedient and to produce, generate, develop and create power from any such works, and the same to transmit and distribute by any means whatever for the purpose of the company, or otherwise and to sell and dispose of any power, or the rights to use any portion of the aforesaid property, to others upon such terms as may be deemed expedient, provided however, that any sale, distribution or transmission of power beyond the lands of the company, shall be subject to local and municipal regulations in that behalf ; this business shall be uniquely carried on in the territory watered by and adjacent to the Chaudière river and its tributaries, in the counties of Frontenac, Beauce, Dorchester and Lévis, and in the territory watered by and adjacent to the Daaquam river in the counties of Bellechasse and Montmagny ;

To establish, maintain and operate for the use of the company, its employees, tenants, and others, a fire protection service, water service, electric light service and power or gas service, and to make such contracts with respect to the same as may be found necessary or advisable either for the disposal of the surplus or otherwise subject to local and municipal regulations ; provided that this business beyond the lands of the company be uniquely carried on in the territory mentioned in the immediately preceding paragraph ;

To enter into arrangements with any municipality or municipalities within which the adjacent to which the company works are located, or

pagnie ou avec leurs habitants, pour encourager le progrès municipal, y aider, ou contribuer de la manière jugée judicieuse ; conclure aussi, avec aucunes autorités, municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir ; et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Fonder et sustenter, aider à fonder et sustenter des associations, institutions, fonds et commodités propres à profiter aux employés et aux ex-employés de la compagnie, à ses prédécesseurs en affaires, aux dépendants ou parents de ses personnes, accorder des pensions et allocations faire des paiements d'assurance, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables ou de bienveillance, pour aucune exposition, aucun objet d'utilité publique ou générale ;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui semblera directement ou indirectement propre à profiter à la compagnie ;

Exercer aucune industrie, manufacturière ou autre, qui peut être exercée directement ou indirectement, en rapport avec les objets de la compagnie, ou qui peut lui être avantageuse ou profitable, aussi, manufacturer, acheter, louer ou autrement acquérir des machines, ainsi que tous appareils nécessaires ou utiles à l'industrie corporative, et les vendre, louer et autrement en disposer ;

Emettre des récépissés, négociables ou autres, relatifs à des marchandises emmagasinées chez la compagnie ; prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune personne, société ou corporation avec laquelle la compagnie pourra avoir des relations d'affaires ;

Aider et sustenter au moyen de bonis, avance de deniers ou autrement, avec ou sans garantie, des colons réels ou intentionnels sur aucun terrain appartenant à la compagnie ou par elle vendue, ou dans le voisinage de ces terrains, et généralement encourager la colonisation de ces terres ;

Solliciter, garder, enregistrer, louer, acquérir ou détenir ou vendre, louer ou autrement aliéner et accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir des brevets d'invention, améliorations ou procédés, des marques, noms de commerce et choses semblables nécessaires ou avantageuses à aucun des objets de la compagnie ;

Prélever ou aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou autres valeurs, ou autrement aucune autre compagnie et corporation, surveiller ou exécuter aucun contrat assumé par aucune telle compagnie ou corporation, ou par une ou plusieurs autres personnes, avec lesquelles la compagnie peut se trouver en relations d'affaires ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autres déterminée ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature aucune propriété de la compagnie, et spécialement aucunes actions, débentures ou obligations, d'aucune autre corporation, lui appartenant ou dont la compagnie peut disposer ;

Acquérir par achat, ou autrement, les actions

with the inhabitants thereof, for the encouragement of municipal improvement, and to assist therein or contribute thereto in such manner as may be deemed advisable ; to enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any such arrangements, rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights privileges and concessions ;

To establish and support, or aid in the establishing and support of associations, institutions, funds and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company, or its predecessors in business, or the dependants or connections of such persons, and to grant pensions, and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public or general object ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

To carry on any business whether manufacturing or otherwise which may be carried on, directly or indirectly, in connection with the purposes of the company or which may be beneficial or profitable thereto, also to manufacture, purchase, lease, or otherwise acquire machinery and any and all apparatus necessary or useful in connection with the business of the company and to sell, lease or otherwise dispose of the same ;

To issue receipts, negotiable or otherwise, for merchandise stored with the company ; to loan money to, guarantee the contracts of or otherwise assits any person, firm or corporation with whom the company may have business relations ;

To aid and assist by way of bonus, advances of money or otherwise, with or without security, settlers or intending settlers upon any land belonging to or sold by the company or in the neighborhood of such lands, and generally to promote the settlement of such lands ;

To apply for, maintain, register, lease, acquire and hold or to sell, lease, or otherwise dispose and grant licenses in respect of or otherwise turn to account, any patents of invention, improvements or processes, trade marks, trade names, and the like, necessary to or beneficial for any of the purposes of the company ;

To raise, and assist in raising money for, or to aid by way of bonus, loan, promise, endowment, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to manage and perform any contract undertaken by any such company or corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations ;

To invest the moneys of the company, not immediately required, in such manner as may from time to time be determined ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To distribute amongst the shareholders of the company in kind any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any other company, belonging to the company, or which the company may have power to dispose of ;

To acquire by purchase or otherwise, the shares

d'aucune autre compagnie, exerçant une industrie totalement ou partiellement semblable à l'industrie que la compagnie présente est autorisée à exercer, ou autrement acquérir et assumer aucune autre entreprise et industrie entièrement ou partiellement semblable à celle de la corporation, avec son outillage, son fonds de commerce, son achalandage, ses franchises et valeurs de toutes espèces, ainsi que son passif, exercer aussi aucune autre industrie qui semblera propre à être convenablement exercée en rapport avec aucun des objets précités, ou susceptibles directement ou indirectement, d'accroître la valeur ou de faciliter la réalisation des biens, droits ou entreprises de la corporation, ou de les rendre profitables ;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public, peut accorder et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs, à en solder les frais, charges et impenses nécessaires ;

Vendre ou autrement en disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie estimera convenable, et spécialement pour des actions, débiteures ou obligations d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblable à ceux de la présente corporation ;

Emettre des actions libérées, obligations, débiteures ou autres titres de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucuns biens ou droits, qu'on pourra acquérir, des services rendus, du travail fait pour la compagnie, en paiement ou à l'acquisition d'une dette et obligation de la compagnie ;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus, ou à être rendus, en faisant souscrire, aidant à faire souscrire, ou en garantissant la souscription d'aucunes actions du capital corporatif, d'aucunes débiteures, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie, dans ou à l'occasion de la formation ou de l'organisation de la compagnie ou dans la gestion de ses affaires ;

S'amalgamer, faire aucune convention relative au partage de bénéfice à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre, avec aucune personne, société ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou auquel elle peut se livrer, ou à aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, aussi avancer de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société ou compagnie, et souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions et obligations d'aucune telle compagnie et les vendre ou autrement les négocier ;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront, pour et au nom de la compagnie, d'aucune procédure ou action ;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achats et exposition d'œuvres,

of any other company carrying on business in whole or in part similar to the business which this company is authorized to carry on, or otherwise to acquire and undertake any other undertaking and business similar in whole or in part to that of the company, together with its plant, stock in trade, good will, franchises and assets of all kinds, and liabilities and to carry on any other business which may seem capable of being conveniently carried on in connection with any of the above objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value or undertaking ;

To apply for, secure, acquire by assignment and to exercise, carry out and enjoy charter, license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof ;

To sell, or otherwise dispose of the undertaking of the company or of any part thereof, for such consideration as the company may deem proper, and in particular the shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part-payment for any property or rights which may be acquired by or for any services rendered, or for any work done for the company, or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

To amalgamate with or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to advance money to guarantee the contracts of and otherwise assist any such person, firm or company, to take or otherwise acquire and hold shares and securities of any such company and to sell or otherwise deal with the same ;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the law of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit ;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of

d'art ou intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons ;

Vendre améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie ;

Faire toutes les choses qui autorisent les présentes ou aucune d'icelles, soit seuls, soit conjointement avec d'autres, comme facteurs ou agents ;

Exercer aucune industrie autre que celle précitée que la compagnie croira propre à être convenablement exercée, en rapport avec la susmentionnée ou aucune partie d'icelle, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie, ou de les rendre profitables ;

Construire une ligne de chemin de fer privé ou de tramways pour communiquer des propriétés qui appartiendront à la compagnie au chemin de fer existant, mais seulement sur la propriété de la compagnie ;

Si quelqu'un des actionnaires veut vendre ses actions dans la présente compagnie, en tout ou en partie, il sera obligé de les offrir aux autres actionnaires de la compagnie qui auront droit de les acheter au même prix qu'un autre acheteur sérieux, au prorata des parts déjà possédées par les autres actionnaires, et si quelqu'un des autres actionnaires ne veulent pas les acheter, ceux d'entre eux qui voudront les acheter auront ce droit, toujours au prorata des parts qu'ils posséderont déjà dans ladite compagnie, sous le nom de "Ed. Lacroix, Ltée", avec un capital total de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera, à Saint-Georges-Est, comté de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de novembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
4401 C.-J. SIMARD.

"Menjobagues Lumber Co., Ltd."

Avis est donné que, en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de novembre 1920 constituant en corporation : Joseph Hildege Desroches Louis-Joseph Dostaler, notaires, publics, Auguste Desilets, Edward Asselin, avocats, et Imelda Verville, sténographe, tous de la cité de Grand'Mère, aux fins suivantes :

Se livrer à l'industrie forestière et à toutes les transactions connexes ;

Acheter, vendre, cultiver, préparer pour le marché, manipuler, importer, exporter et trafiquer du bois de charpente, du bois de toutes les sortes ainsi que de tous les produits forestiers ;

Couper, flotter et transporter du bois, pour le compte de la compagnie, ou par contrat, pour aucune autre personne ou compagnie ;

Acquérir par licence, bail, achat ou autre titre toutes concessions forestières, des terres à bois, lots, droits du coupe, de passage ou d'autres biens immobiliers estimés nécessaires à ces fins ;

Bâtir sur ces dites propriétés immobilières des maisons, moulins, campements ou d'autres structures nécessaires ou convenant aux mêmes fins ;

Revendre, louer ou transférer lesdites propriétés immobilières, bâties ou concessions ;

Faire affaires comme propriétaires de moulins à scie ;

art or interest by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others, or as factors, agents, trustees, contractors or otherwise ;

To carry on any business other than the above which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with the foregoing or any part thereof, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To construct a private railway or tramway to communicate from the properties owned by the company to an existing railway, but only on the company's property ;

If any of the shareholders wishes to sell his shares in the present company, he shall first offer them to the other shareholders of the company, who may buy them at the same price as any serious buyer, at the prorata of the shares already held by the other shareholders, and if any of the other shareholders do not want to buy them, those willing to buy them may do so, always at the prorata of the shares they already own in the said company, under the name of "Ed. Lacroix Ltée", with a capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred (\$100.00) each.

The chief place of business of the company, will be at Saint-Georges-Est, county of Beauce.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,
4402 Assistant Provincial Secretary.

"Menjobagues Lumber Co., Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of November, 1920, incorporating : Joseph Hildege Desroches, Louis Joseph Dostaler notary publics, Auguste Desilets, Edward Asselin, advocates, and Imelda Verville, stenographer, all of the city of Grand'Mère, for the following purposes :

To deal in lumber and make all incidental transactions ;

To buy, sell, grow, prepare for market, manipulate, import, export, and deal in timber, wood of all kinds and all products of the forest ;

To cut, float and transmit timber for the company itself or by contract for any other person or company ;

To acquire by license, lease, purchase or other title all limits, timberlands, lots, rights to cut timber, rights of way or other immoveable property deemed necessary for the same purposes ; To build up on said immoveable property all houses, mills, camps or other buildings necessary or suitable for the same purposes ;

To re-sell, lease or transfer said immoveable property, buildings or limits ;

To carry on business as saw-mills proprietors ;

Acquérir ou disposer des machines ou accessoires nécessaires à l'exercice des opérations de la compagnie ;

Acheter, construire ou autrement acquérir des bateaux à vapeur ou autres, les faire naviguer sur les rivières, lacs et cours d'eau de cette province ;

Acquérir, bâtir et entretenir sur la propriété que possède ou contrôle la compagnie les réservoirs, barrages, canaux d'écoulement, glissoires et autres exutoires, usines, améliorations, estacades, biez, forces hydrauliques, aqueduc, puits, fossés, canaux, quais, glissades, pontons, chemins, rouleaux à billes et structures qui seront nécessaires et appropriés ;

Produire et générer de l'énergie mécanique à l'usage de ces usines, aux fins de la compagnie ;

Emettre des actions libérées, des débentures, ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement d'aucunes obligations ou dettes de la corporation ;

Aider et sustenter aucune personne ou compagnie adonnée à la même industrie, conclure avec telle personne ou compagnie aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts ou à un genre quelconque de coopération ;

Avancer de l'argent aux entrepreneurs, commerçants ou corporations en relations contractuelles avec la compagnie ;

Placer de la manière estimée convenable les deniers disponibles de la compagnie ;

Exercer aucun commerce, fabriquer aucuns objets ou accessoires dont on peut avoir besoin aux fins de la compagnie ;

Acquérir et assumer par achat ou autrement la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne, les actions d'aucune compagnie exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer ;

Vendre les valeurs ou entreprises de la compagnie ou aucune partie d'icelles pour le prix que la corporation jugera convenable ;

Exercer séparément aucun des pouvoirs précédents, dont nul ne sera interprété comme restrictif des autres ;

Exercer tout pouvoir qui sera subsidiaire ou accessoire à celui qui constitue l'objet principal de la compagnie, sous le nom de "Menjobagues Lumber Company, Ltd."

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$500,000. Ledit capital doit être divisé en cinq mille actions de \$100.00 chacune.

Vos requérants, dans leur mémoire des conventions, ont exprimé leur désir d'inclure dans les lettres-patentes les dispositions suivantes :

a. les affaires de la compagnie seront gérées par un conseil de cinq administrateurs,

b. l'élection des administrateurs aura lieu chaque année et ces derniers seront choisis par les actionnaires, en assemblées générales de la compagnie tenues à la date qui sera fixée par règlements de la compagnie. De plus, toute vacance qui surviendra au conseil d'administration sera remplie par les actionnaires, par élection tenue à une réunion générale spéciale convoquée pour cela ;

c. les administrateurs de la compagnie, après le vote de la majorité absolue du conseil entier, édicteront de temps à autre des règlements compatibles avec la loi ou les lettres-patentes de la compagnie ;

d. les règlements de la compagnie, avant d'avoir force et effet, seront approuvés par une résolution adoptée par le vote des actionnaires représentant au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, dans une assemblée générale spéciale convoquée pour cela. Lesdits

To acquire or dispose of any machinery or accessories necessary to the conduct of the operations of the company ;

To buy, build up or otherwise acquire steam or other boats and to navigate them on rivers, lakes, and streams of this Province ;

To acquire, build up and maintain on property owned or controlled by the company on such reservoirs, dams, flumes, race and other ways, works, improvements, booms, sluice-ways water-powers, aqueducts, wells, ditches, canals, wharves slides, piers, roadways, log rolls and works as may be necessary and experiment ;

To produce and develop power from any such works for the purposes of the company ;

To issue paid-up shares, debentures, or other securities of the company in payment for any obligations or debts of the company ;

To aid and assist any person or company carrying on the same trade, to enter with such person or company into any arrangement for sharing of profits, union of interests or cooperation whatsoever ;

To advance money to contractors, traders or corporations having contracts dealings with the company ;

To invest in the way deemed, or proper, the monies of the company which are not immediately required ;

To carry on any business and produce any goods or accessories needed for the purposes of the company ;

To acquire and take over by purchase or otherwise the whole or any part of the business, property and liabilities of any person, or the shares of any company, carrying on any business that this company is authorized to carry on ;

To sell the assets or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit ;

To exercise separately any one of the foregoing powers, none of which shall be construed as limiting the terms of the others ;

To exercise every power which may be ancillary or accessory to that which forms the principal object of the company, under the name of "Menjobagues Lumber Company, Limited"

The amount of the capital stock of the company is to be \$500,000.00 The said stock is to be divided into five thousand shares of \$100.00 each.

Your petitioners in their Memorandum of agreement have set out their desire of embodying in the letters patent of the following provisions :

a. The affairs of the company shall be managed by a board of five directors ;

b. The election of the directors shall take place yearly and the directors shall be elected by the shareholders, in general meetings of the company, assembled at such date as may be fixed by the by-laws of the company. Moreover, any vacancy occurring in the board of directors shall be filled by the shareholders, by election held at a general special meeting called for the purpose.

c. The directors of the company, upon a vote of the absolute majority of the whole board, will from time to time, make by-laws not contrary to law or to the letters patent of the company ;

d. The by-laws of the company, before coming into force and effect, shall be approved by a resolution passed by the vote of shareholders representing at least two thirds in value of the subscribed stock of the company, at a special general meeting called for the purpose. Said by-laws

règlements ne seront pas amendés ou abrogés autrement que par d'autres règlements approuvés de la même manière.

Le siège social de la compagnie, sera à Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de novembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

4409

C.-J. SIMARD.

shall not be amended or appealed except by other by-laws approved in the same manner.

The head office of the company will be at the Three Rivers.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,

4410

Assistant Provincial Secretary.

**" Club des Charpentiers Menuisiers,
Locale 134 ".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de novembre 1920, constituant en corporation : James L'Espérance, Joseph-André Roy, Ernest Tisdelle, Joseph Ainey et Ernest Blais, charpentiers-menuisiers, tous de la cité de Montréal et du district de Montréal, dans les buts suivants :

Accepter, recevoir, acheter et posséder des effets mobiliers, terrains et propriétés, ainsi que des biens meubles et immeubles, les donner, vendre, aliéner, céder et transmettre, donner et accepter des obligations et autres titres et valeurs pour le paiement ou pour la garantie du paiement de toutes sommes d'argent dues par ou à la compagnie ; et d'exercer tous les autres pouvoirs qui peuvent lui être nécessaires pour l'accomplissement et l'exécution de ses obligations et de ses fonctions ;

Acquérir par achat, bail ou tout autre titre légal, et posséder, détenir, démolir, exploiter, engager, vendre, échanger ou autrement céder des biens immobiliers de toutes sortes et droits sur iceux ;

Construire sur des terrains possédés par la compagnie, ou dans lesquels elle peut être intéressée, ou sur des propriétés de ses clients des bâtisses pouvant servir à quelque usage que ce soit, et entretenir, surveiller, exploiter, vendre ou autrement disposer de toutes bâtisses possédées par la compagnie ;

Payer pour toutes propriétés, immunité, privilège, baux ou droits quelconques acquis par ou pour la compagnie et pour services rendus ou travaux faits pour elle, y compris la construction de totalité ou partie des bâtisses érigées par ou pour la compagnie, en obligations de la compagnie, ou partie en obligations et partie en actions, ou en tout ou en partie en argent ;

Acquérir des droits de propriété et des propriétés de toutes sortes, et acquérir et prendre la totalité ou partie des biens de toutes personnes, association ou corporation ayant des pouvoirs analogues à ceux de la compagnie ou de toute autre manière jugée convenable par ladite compagnie ;

Se fusionner avec toute compagnie ayant des pouvoirs analogues et des privilèges semblables à ceux de la compagnie par des engagements et des conditions pouvant être convenus ;

Placer les fonds de la compagnie dont elle n'aura pas un besoin immédiat de la manière qu'elle le déterminera de temps à autre ;

Distribuer en espèces ou autrement tous biens de la compagnie entre les membres et en particulier les actions ou obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée dans le but de se charger des biens ou engagements de la compagnie ;

Agir comme agent pour vendre, louer ou gérer ou administrer des immeubles et des biens meubles et se faire payer des commissions pour tels services ;

**" Club des Charpentiers Menuisiers,
Locale 134 ".**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of November, 1920, incorporating : James L'Espérance, Joseph André Roy, Ernest Tisdelle, Joseph Ainey, and Ernest Blais, carpenters-joiners, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To accept, receive, purchase and hold moveable effects, lands and property as well as real and personal property, and give, sell, alienate, assign and transmit same ; to give and accept bonds and other titles and securities for the payment or to guarantee the payment of any sums of money due by or to the company ; and to exercise any other powers that it may find necessary for the fulfillment of its obligations and operations ;

To acquire by purchase, lease or any other legal title, and hold, own, demolish, exploit, pledge, sell, exchange or otherwise assign immoveable property of any kind and rights in same ;

To construct upon land owned by the company, or in which it may be interested, or upon the property of its clients, buildings capable of being used for any purpose whatever, and maintain, superintend, exploit sell or otherwise dispose of any buildings owned by the company ;

To pay for any property, immunity, privilege, lease or right whatever acquired by or for the company and for services rendered to or work done for it including the construction of the whole or part of the buildings erected by or for the company, with bonds of the company or partly with bonds and partly with shares, or in whole or in part with cash ;

To acquire property rights and property of any kind, and acquire and take the whole or part of the property of any persons, association or corporation having similar powers to those of the company or in any manner deemed advisable by the said company ;

To amalgamate with any company having analogous powers and similar privileges to those of the company by the agreements and on the conditions that may be agreed upon ;

To invest the funds of the company not immediately required in the manner that may be determined from time to time ;

To distribute in specie or otherwise any property of the company among the members and particularly the shares or bonds, debentures or other securities of any other company formed for the purpose of taking over the property or obligations of the company ;

To act as agent to sell, lease, manage or administer moveable and immoveable property and to be paid commissions for such services ;

Faire des avances de deniers, donner des garanties pour les entreprises ou aider, de quelque manière que ce soit, les clients ayant des relations d'affaires avec la compagnie; acquérir et détenir des valeurs mobilières et immobilières pour dettes dues à la compagnie;

Exercer l'industrie de constructeur et entrepreneur ainsi que de fournisseur de matériaux pour les fins de la compagnie;

Emettre des actions acquittées de la compagnie en paiement de tous biens meubles que la compagnie peut ou pourra acquérir;

Rémunérer par deniers comptants ou par actions acquittées de la compagnie, tous les services qui pourront lui être rendus en plaçant ou aidant à placer ou même en garantissant le placement de telles parts du capital actions de la compagnie;

Avoir le droit de produire la lumière et la force motrice utile à sa propre exploitation et disposer de tout excédant d'icelles aux conditions déterminées par cette compagnie dans le district de Montréal;

Faire le commerce de propriétaire de journaux, imprimeurs, éditeurs, fondateurs de caractères, vendeurs de livres, périodiques et autres ouvrages littéraires;

Avoir dans la province des salles et pièces convenables, édifices et endroits; permettre l'emploi d'aucun d'iceux aux conditions jugées convenables par la compagnie, pour aucune fin publique ou privée, et en particulier pour assemblées publiques, expositions, lectures et rafraîchissements et amusements soit pour les membres de la compagnie, soit pour toute autre personne;

Faire toutes choses convenables à l'accomplissement des fins et pour atteindre les buts ci-dessus énumérés, qui pourraient profiter à la corporation, en aucun temps et généralement exercer en rapport avec les objets ci-dessus mentionnés, ou qui pourraient augmenter la valeur ou rendre profitables les biens et droits de la compagnie; les objets et les pouvoirs spécifiés et contenus dans les divers paragraphes et clauses présentes ne sont limités ni restreints, d'aucune manière, par déduction ou induction des termes de toute autre paragraphe ou clause que ce soit, sous le nom de "Club des Charpentiers Menuisiers, Locale 134", avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50,000.00); divisé en cinq mille (5000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera, à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de novembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

4403

C.-J. SIMARD.

To make advances of money, give guarantees for the undertakings or assist in any manner whatever clients having business relations with the company; to acquire and hold moveable and immovable securities for debts due to the company;

To carry on the business of builder and contractor and also supplier of materials for the purposes of the company;

To issue paid up shares of the company in payment for any moveable property that the company may or shall acquire;

To remunerate with cash or paid up shares of the company any services that may be rendered to it by the placing or assisting in placing or even guaranteeing the placing of such shares of the capital stock of the company;

To have the right to produce the light and motive power useful for its own operation and dispose of any excess thereof on the conditions determined by the company, in the district of Montreal;

To carry on the business of newspaper proprietors, printers, editors, letters-founders, sellers of books, periodicals and other literary works;

To have in the province suitable rooms and premises, structures and places; to allow the use of any of such on the conditions deemed advisable by the company for any public or private purpose and particularly for public meetings, exhibitions, lectures and refreshments and amusements either for the members of the company or for any other person;

To do anything suitable for the accomplishment of the purposes and for attaining the hereinabove enumerated objects that may benefit the corporation at any time, and generally exercise in connection with the objects hereinabove mentioned or that may increase the value of or render profitable the property and rights of the company the objects and powers specified and contained in the various paragraphs and clauses hereof are neither limited or restricted in any manner by deduction or induction from the terms of any other paragraph or clause whatever, under the name of "Club des Charpentiers Menuisiers, Locale 134", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five thousand (5000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,

4404

Assistant Provincial Secretary.

"Le Club Social des Trois-Rivières".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de novembre 1920, constituant en corporation: Alfred-N. Roy, J.-E. Campbell, J.-A. Boissonnault, contremaitres, Aurel Marineau, rentier, et Alph. Beaudry, sellier, tous de la cité de Trois-Rivières, dans les buts suivants:

Etablir et exploiter un ou des clubs pur la récréation et le divertissement et l'instruction des membres qui en feront partie, pour l'encouragement et le développement de la culture physique par les exercices, tels que la chasse, la pêche, le canotage, les jeux de golf, le tennis, les boules, les quilles, les exercices en patin, en skis, en trains,

"Le Club Social des Trois-Rivières".

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1920, incorporating: Alfred N. Roy, J. E. Campbell, J. A. Boissonnault, foremen, Aurel Marineau, annuitant, and Alph. Beaudry, saddler, all of the city of Three Rivers, for the following purposes:

To establish and operate a club or clubs for the recreation, amusement and instruction of the members forming part thereof, for the development and encouragement of physical culture through exercise such as hunting, fishing, boating, golf tennis, bowling on the green, bowling alleys, skating, skiing, sliding, and any other amuse-

en traîneaux et tous autres divertissements ou exercices, de nature à développer la culture physique ;

Avoir des salles de rafraîchissement et des salles à manger et autres accommodations pour le bénéfice des membres et de leurs hôtes, moyennant rémunération ;

Etablir des salles d'amusement de toutes sortes, des salles de jeux, salles de pool, salles de billard, salles de théâtres, vues animées, vaudeville, drames, comédies, opéras et autres amusements ;

Etablir un club pour l'instruction de ses membres et dans ce but d'étudier, faire étudier, faire discuter et discuter des questions littéraires, historiques, commerciales, sociales, d'économies politiques et de faire donner des conférences publiques sur tous ces sujets ;

Etablir, exploiter des magasins de cigares, cigarettes, tabac, bonbons, rafraîchissements, confiseries, dans les salles de club ou ailleurs ;

Acquérir, à quelque titre que ce soit, des immeubles et toutes les choses mobilières, utiles et nécessaires aux fins du club ; admettre moyennant une cotisation annuelle qui sera fixée de temps à autre par les directeurs du club, des membres qui pourront prendre part aux exercices, aux jeux, aux amusements et à toutes les réunions du club, à l'exception de celles des directeurs et actionnaires ;

Faire payer un honoraire annuel aux membres actionnaires du club ;

Faire le commerce d'immeuble en général ;

Transiger et négocier avec toutes autres compagnies faisant le même genre d'affaires et généralement faire toutes les opérations nécessaires à l'établissement de lieux d'amusement, salles de théâtre, de rafraîchissement et autres accommodations ;

S'amalgamer avec tous autres clubs ayant les mêmes objets que ceux de ce club ;

Payer pour toutes acquisitions de la compagnie ou pour services rendus à la compagnie ou requis par elle, en actions libérées de la compagnie ou partie en actions et partie en deniers comptants ;

Emprunter sur le crédit de la compagnie ;

Emettre des bons, obligations, débentures et autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, pourvu toutefois que chaque tels bons, débentures et autres valeurs ne soient pas pour une somme moindre que celle de \$100.00 ;

Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement des bons, obligations, débentures et autres valeurs et tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie ;

Emettre des actions préférentielles pour un montant de la manière et aux taux qui seront jugés et déterminés par les directeurs de la compagnie ;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie et, en particulier par émission de débentures, et d'obligations, comportant hypothèques sur biens ou partie des biens immeubles de la compagnie ;

Employer tout ou partie des fonds du club pour l'achat d'actions d'autres clubs, compagnies ou sociétés si la chose était jugée utile et profitable aux intérêts du club ;

Agir comme agent de toutes sociétés et personnes faisant le même genre d'affaire, sous le nom de "Le Club Sociale des Trois-Rivières", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00),

ments or exercises of a nature for developing physical culture ;

To have refreshment and dining rooms and other accommodations for the benefit of the members and their guests, for remuneration ;

To establish places of amusement of all kinds, halls for games, pool rooms, billiard rooms, theatrical, moving picture, vaudeville, drama, comedy, opera and other amusement houses ;

To establish a club for the instruction of its members and for such purpose to study, cause to study, cause to discuss and discuss literary, historical, commercial, social, political economy questions and have public lectures given on any of such subjects ;

To establish, operate cigar, cigarette, tobacco, bonbons, refreshment, confectionery stores, in the rooms of the club or elsewhere ;

To acquire, under any title whatever, immovables and any moveable things useful and necessary for the purposes of the club ;

To admit, by way of an annual assessment, that may be fixed from time to time by the directors of the club, members who may take part in the exercises, games, amusements and any meetings of the club, except those of the directors and shareholders ;

To have the shareholder members of the club pay an annual fee ;

To carry on the real estate business in general ;

To deal and trade with any other companies carrying on the same kind of business and generally carry on any operations necessary for the establishment of places of amusement, theatrical halls, refreshment rooms and other accommodations ;

To amalgamate with any other clubs having the same objects as those of this club ;

To pay for any acquisitions of the company or for services rendered to or required by it, with paid up shares of the company or partly in shares and partly in cash ;

To borrow upon the credit of the company ;

To issue bonds, obligations, debentures and other securities of the company and give as security or sell same for the prices and amounts deemed advisable, provided however that every such bond, debenture and other security be not for an amount less than \$100.00 ;

To hypothecate or pledge the immovables or pledge the moveable property of the company or give both these kind of securities to assure the payment of the bonds, debentures, obligations and other securities and any loans of money made for the purposes of the company ;

To issue preferred shares for an amount in the manner and at the rates that may be deemed and determined by the directors of the company ;

To contract loans and assure the repayment of same in the manner determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures and bonds bearing hypothecs on all or part of the immovables of the company ;

To employ the whole or part of the funds of the club for the purchase of shares of other clubs, companies or firms if the thing be deemed useful and profitable in the interests of the club ;

To act as agent for any firms and persons carrying on the same kind of business, under the name of "Le Club Social des Trois-Rivières", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00),

divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de novembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
4405 C.-J. SIMARD.

divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of the company, will be at Three Rivers, in the district of Three Rivers.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,
4406 Assistant Provincial Secretary.

"Queen Asbestos, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de novembre 1920, constituant en corporation : Albert Manseau, opérateur de télégraphe, Drummondville, comté de Richmond, Joseph-Alcide Martineau, chef de gare, Saint-Pacôme, comté de Kamouraska, et Louis-Edmond Charron, voyageur de commerce, de Saint-Hyacinthe, dans les buts suivants :

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais ;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux ; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celle dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphes et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741 en la manière y prescrite ;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers ;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits ;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la présente section, et les payer, au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes ;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation ;

Acquérir ou prendre en garantie des actions dans toutes autres compagnies, prendre des garanties, gages ou hypothèques et acquitter ou décharger avec ou sans paiement et faire des compromis, le tout dans l'intérêt de la compagnie ;

Emprunter et donner en garantie, par gage, hypothèque ou autre manière légale, les biens meubles et immeubles de la compagnie et émettre des

"Queen Asbestos, Limited".

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of November, 1920, incorporating : Albert Manseau, telegraph operator, Drummondville, county of Richmond, Joseph Alcide Martineau, station master, Saint-Pacôme, county of Kamouraska, and Louis Edmond Charron, commercial traveller, of Saint-Hyacinthe, for the following purposes :

To prospect and explore for mines and minerals ;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting therefrom any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; render such minerals merchantable by any means whatever ; and sell or otherwise dispose thereof ;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, minning rights, pre-emption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights, rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes ;

To build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations ;

To exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741 in the manner therein prescribed ;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen ;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products ;

To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works ;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto ;

To do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated ;

To acquire or take as security shares in any other companies, take guarantees, pledges or hypothecs and discharge or settle with or without payment and make compromises, the whole in the interest of the company ;

To borrow and give as guarantee through pledge, hypothec or other legal manner the moveable and immoveable property of the com-

bons ou débentures portant hypothèque sur tout ou partie des biens de la compagnie ;

Se consolider ou s'amalgamer avec toute autre personne, société ou compagnie ayant commerce, objet ou connaissance similaires ;

Classier les parts de la compagnie suivant qu'il sera jugé à propos par le bureau de direction de la compagnie et suivant la loi ;

Emettre, signer, endosser ou accepter tous billets, chèques, traites ou autres effets négociables ou non négociables ;

Faire toutes autres choses nécessaires ou utiles en rapport avec les fins de la compagnie et exercer tous les pouvoirs légaux nécessaires ou utiles à ces fins, sous le nom de "Queen Asbestos, Limited", avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de novembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

4411

C.-J. SIMARD.

"Laurentian Iron Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de novembre 1920, constituant en corporation : Peter Bercovitch, avocat et conseil du roi, Adolph Gardner, avocat, et James Johnston, comptable, tous de Montréal, aux fins suivantes :

Miner du minerai de fer ; exercer le commerce et l'industrie de sidérurgistes, manufacturiers et convertisseurs d'acier, propriétaires de houillères, fabricants de coke, mineurs, lamineurs, ingénieurs, manufacturiers de plaques d'étain et fondeurs du fer, de toutes manières diverses ;

Trafiquer de, manufacturer, le fer, l'acier et tous autres métaux depuis le minerai jusqu'au produit ouvré, aussi manufacturer et trafiquer de tous articles, effets, denrées et marchandises pour la fabrication desquels on se sert ou l'on peut se servir du fer, de l'acier ou d'aucune autre métal ;

Acquérir, louer ou autrement acquérir des gisements de gaz naturel, des mines, droits miniers, terrains métallifères et peuplements boisés, des concessions forestières, forces hydrauliques et aucun intérêt connexe ;

Les explorer, exploiter, exercer, ou les développer et faire valoir ;

Rechercher, broyer, extraire, enlever, creuser, excaver, fondre, calciner, épurer, traiter, amalgamer, manipuler, préparer pour le marché, acheter, vendre du gaz naturel, du bois, du minerai de toute espèce, du métal, des briques, du ciment, et des substances minérales, se livrer aussi à toutes les autres opérations métallurgiques qui peuvent paraître appropriées à aucune des opérations de la compagnie ;

Exercer aucune autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son industrie ou propre directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la corporation ;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la corporation est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant

pany and issue bonds or debentures bearing hypothec on the whole or part of the property of the company ;

To consolidate or amalgamate with any other person, firm or company having any similar business, object or knowledge ;

To classify the shares of the company as may be deemed fit by the board of directors of the company and according to law ;

To issue, sign, endorse or accept any notes, cheques, drafts or other negotiable or non negotiable instruments ;

To do any other things necessary or useful in connection with the purposes of the company and exercise any legal powers necessary or useful for such purposes, under the name of "Queen Asbestos, Limited", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,

4412

Assistant Provincial Secretary.

"Laurentian Iron Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1920, incorporating : Peter Bercovitch, advocate and King's Counsel, Adolph Gardner, advocate, and James Johnston, accountant, all of Montreal, for the following purposes :

To mine iron ore ; to carry on the trade and business of iron masters, steel makers, steel converters, colliery proprietors, coke manufacturers, miners, smelters, engineers, tin plate makers and iron founders in all their respective branches ;

To deal in and manufacture, iron, steel and all other metals from the ore to the finished product thereof, and also to manufacture and deal in all articles, goods, wares, and merchandise in which iron or steel or any other metal is or may be used ;

To purchase, lease or otherwise acquire natural gas lands, mines, mining rights, metalliferous lands and timber lands, timber limits and water power and any interest therein ;

To explore, work, exercise or develop and turn to account the same ;

To search for, crush, win, get, quarry, raise, smelt, calcine, refine, dress, amalgamate, manipulate and prepare for market, buy, sell natural gas, timber, ore, of all kinds, metal, bricks, cement, and mineral substances, and to carry on any other metallurgical operations which may seem conducive to any of the company's operations ;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes

aux objets de la compagnie, les payer en capital-actions ou autrement ;

Solliciter, acheter, ou autrement acquérir des marques et noms de commerce, brevets, licences, concessions et chose semblables conférant aucun droit limité en général, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun invent ou autre renseignement relatif à aucune invention, formule, paraissant propre à servir à aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Faire société ou aucune convention relativement au partage de bénéfices ou frais, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun négoce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun négoce ou genre d'affaire susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, et souscrire ou autrement acquérir des parts et obligations d'aucune telle compagnie, les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer ;

Vendre ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété ou des entreprises de la compagnie moyennant le prix que la corporation jugera convenable et spécialement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, fidéicommissaires ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Laurentian Iron Company, Limited", avec un fond social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de novembre 1920.

Le sous secrétaire de la province,

4413

C.-J. SIMARD.

of the company, and to pay for the same in shares of stock of the company, or otherwise ;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, formulæ, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret information as to any invention or formulæ which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ; and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, trustees, or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Laurentian Iron Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares, of one hundred dollars (\$100.0) each.

The head office of the company will at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary this nineteenth day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,

4414

Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Motors Corporation, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de novembre 1920, constituant en corporation : Joseph-Maxime Larocque, Jean Larocque, agents, Léo Grosvallet, comptable, Horace-Joseph Gagné, avocat, et Rose Gagné, sténographe, fille majeure, dans les buts suivants :

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce des automobiles et véhicules moteurs de tous genres et de leurs moteurs et accessoires ; de voitures, véhicules moteurs, engins, machines, outils, appareils et machineries de tous genres, pour l'industrie, le commerce, l'agriculture et les besoins domestiques ;

"Montreal Motors Corporation, Limited".

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of November, 1920, incorporating : Joseph Maxim e Larocque, Jean Larocque, agents, Léo Grosvallet, accountant, Horace Joseph Gagné, advocate, and Rose Gagné, stenographer, spinster, for the following purposes :

To fabricate, manufacture and deal in automobiles and motor vehicles of all kinds and the motors and accessories thereof ; carriages, vehicles, motors, engines, machinery, equipment apparatuses and machinery of every kind for industry, trade and agriculture and domestic needs ;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera utile et nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises ou l'exercice d'aucun de ses pouvoirs, et ce, en aucun temps et aussi souvent qu'elle jugera à propos, et faire lesdits emprunts aux termes et conditions, et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnables ;

Emettre en aucun temps et aussi souvent que la compagnie le jugera utile et nécessaire, des actions, obligations, débentures, stock et en disposer pour les montants et aux termes et conditions que la compagnie croira raisonnables ;

Fabriquer, manufacturer, et faire le commerce sous quelque forme que ce soit, de tout ce qui peut être l'objet de la fabrication, de l'industrie et du commerce en général ;

Acquérir, exploiter et disposer à quelque titre et de quelque manière que ce soit de tous brevets d'invention ayant rapport auxdits objets ;

Construire ou faire construire toutes bâtisses et constructions quelconques ou agir comme entrepreneur pour toutes espèces de constructions et bâtisses ;

Acquérir à quelque titre que ce soit, tout autre ou toutes autres industries, manufactures ou tous autres commerces identiques à ceux que la présente compagnie est appelée à exercer, y compris l'achalandage, good will et tout l'actif mobilier et immobilier, et ce, aux termes, prix et conditions qui pourront être convenus, et payer avec des actions acquittées, des débentures, des actions obligations débenture stock, des obligations ou autres valeurs de la compagnie toute telle acquisition ;

Faire avec toute autre ou toutes autres compagnies, personnes, associations ou sociétés, tous arrangements concernant l'exploitation, l'acquisition ou le contrôle de leur industrie, manufacture ou commerce respectifs, et contrôler, soit par l'acquisition des actions, des intérêts ou autrement, tout autre ou toutes autres compagnies, associations ou sociétés ;

Employer en tout ou en partie ses actions, fonds, débentures, obligations ou autres valeurs pour l'achat de débentures ou d'actions d'autres compagnies ou d'intérêt dans toute association ou société ;

Acquérir par achat, sur vente privée, judiciaire, publique ou toute autre échange, donation, dation en paiement ou de quelque manière et à quelques titres que ce soit, louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantie, posséder, détenir, retenir, exploiter et occuper à quelque titre et de quelque manière que ce soit tous droits ; et biens, tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meubles ou immeubles et sans aucune exception quelconque ;

Vendre, donner à bail, en nantissement, en dépôt, en garantie, en échange, en paiement et généralement aliéner, céder, transporter ou disposer de quelque manière et à quelque titre que ce soit, des droits et biens mentionnés dans la clause précédente ;

Distribuer en nature parmi ses actionnaires tous les biens de la compagnie, et, en particulier, toutes actions ou autres valeurs d'autres corporations, corps publics ou compagnie que la compagnie peut posséder ;

Emettre ou distribuer des actions acquittées et non sujettes à l'appel, obligations, obligations actions débentures stock ou autres valeurs de la compagnie et payer avec icelles pour tous services, toutes dettes et obligations de la compagnie ;

Vendre, aliéner, transporter et céder en bloc pour valable considération, qui pourra consister en actions obligations, actions, obligations dében-

To borrow any amounts which the company may think useful or necessary to borrow for the purposes of its undertaking or the carrying on of any of its powers, and that, at any time and as often as it may think proper, and to contract the said loans upon such terms and conditions and by giving such guarantees and hypothecs as the company may think fit ;

To issue at any time and as often as the company may think useful and necessary shares, bonds, debentures, stock, and dispose thereof for the amounts and upon the terms and conditions that the company may think fit ;

To fabricate, manufacture and deal in, under any shape or form whatever, everything and anything which may be the objects of manufacture, trade and business generally ;

To acquire, exploit and dispose of, under any title and in any manner whatever, all patents relating to the aforesaid objects ;

To construct or cause to be constructed any buildings and constructions whatsoever, or to act as contractor for all kinds of constructions and buildings ;

To acquire in any manner whatever any other industry or industries, manufactory or manufactories, business or businesses identical to those which the present company is authorized to operate, including the custom and goodwill, the moveable and immoveable assets, upon such terms and conditions and for such a price as may be determined, and to pay for the above in paid up shares, debentures, debenture-stock, bonds or other securities of the company ;

To enter into any arrangement with any other company or companies, person or persons, association or associations, society or societies, respecting the exploitation acquisition or control of their respective industry, factory or business and to control either by acquiring the shares and interests or otherwise, any other company or companies, association or associations, society or societies ;

To invest the whole or part of its shares, funds, debentures, bonds, or other securities in the purchase of debentures or other securities and shares of other companies or interest in any association or society ;

To acquire by purchase, at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy under any title and in any manner whatever, any rights or property both corporeal and incorporeal, moveable or immoveable, and without any exception whatever ;

To sell, give on lease, or as lien, deposit, security, in exchange and payment and generally alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph ;

To distribute in kind, among its shareholders, all the property of the company, and in particular any shares or other securities of other corporations, public bodies or companies which this company may own ;

To issue and allot paid up and non-assessable shares, bonds, debenture-stock or other securities of the company in payment of any services rendered, debts or liabilities of the company ;

To sell, alienate, transfer and assign *en bloc* for lawful consideration, which may consist of shares, bonds, debenture-stock or other securities issued

tures, stock émises par d'autres compagnies, les biens, l'actif, l'entreprise et la clientèle de la compagnie comme une exploitation en cours, as a going concern, sur un vote d'au moins les deux tiers en nombre et en valeurs; des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée convoquée pour décider de la transaction en question, sous le nom de "Montreal Motors Corporation, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent (900) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de novembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

4423

C.-J. SIMARD.

by other companies, the property, assets, undertakings and goodwill of the company as a going concern, on a vote of no less than two third in number and value of the shareholders present or represented at a meeting called to decide the transaction in question, under the name of "Montreal Motors Corporation, Limited", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred (900) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,

4424

Assistant Provincial Secretary.

"La Ligue des Citoyens de Hull aux fins de propagande antialcoolique et de sauvegarde de la Morale".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de novembre 1920, constituant en corporation : Victor Cholette, marchand, Hilaire Thérien, pharmacien, Maurice Bédard, Zéphir Lafèche, Joseph Germain, Albert Lafèche, commerçants, James T. Purcell, employé civil, Thomas Poulin, journaliste, J.-Arthur Deschênes, contre-maître, et Arthur Myre, journalier, tous de la cité de Hull, dans les buts suivants :

Combattre l'abus des boissons spiritueuses, lutter contre les progrès de l'alcoolisme et promouvoir la cause de la tempérance dans la ville de Hull, province de Québec, et ce par les moyens d'actions suivants :

a. La propagande par paroles, cours ou conférences ;

b. La propagande par les écrits ;

c. Les œuvres de tempérance ;

d. Tous les moyens légaux aux fins de combattre l'alcoolisme, y compris celui de poursuivre des délinquants commettant des infractions à la loi de prohibition ou à la loi de tempérance de Québec, et de répandre les principes et les habitudes de tempérance et de sobriété ;

Travailler à assurer, dans les sphères d'actions ressortissant du domaine public et du domaine privé, la sauvegarde de la morale, et ce par les moyens d'actions suivants :

e. La propagande par paroles, cours ou conférences ;

f. La propagande par les écrits ;

g. Les œuvres sociales ;

h. Tous les moyens légaux, y compris celui de poursuites judiciaires, aux fins de combattre toute atteinte à la morale résultant de paroles, écrits, ou actions ;

Aux fins de réaliser tels objets les pouvoirs de constituer une section centrale et des sections locales de la ligue ; de permettre l'affiliation de sociétés et organisations, sans distinction de nationalité, de croyance ou de sexe, travaillant dans un but identique à celui poursuivi par la ligue ;

D'imposer une contribution pécuniaire à toutes personnes lors de leur admission, comme membres, dans la ligue ;

De faire des règlements pour la gouverne de la ligue, de ses officiers, de ses membres ;

D'accepter tous legs, dons, subventions ou autres avantages pouvant être accordés ou pouvant échoir d'aucune source à la ligue ;

"La Ligue des Citoyens de Hull aux fins de propagande antialcoolique et de sauvegarde de la Morale".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of November, 1920, incorporating : Victor Cholette, merchant, Hilaire Thérien, druggist, Maurice Bedard, Zephir Lafèche, Joseph Germain, Albert Lafèche, merchants, James T. Purcell, civil employee, Thomas Poulin, journalist, J. Arthur Deschênes, foreman, and Arthur Myre, laborer, all of the city of Hull, for the following purposes :

To combat the abuse of alcoholic liquors, fight the progress of alcoholism and promote the cause of temperance in the town of Hull, Province of Quebec, and that by the following means of action :

a. Oral and lecture propaganda ;

b. Written propaganda ;

c. Temperance works ;

d. All legal means of combatting alcoholism, including the prosecuting of delinquents committing infractions of the Quebec Prohibition or Temperance Law, and to propagate the principles and habits of temperance and sobriety ;

To work to assure, in spheres of action under the jurisdiction of public or private authority, the safeguard of morality and that by the following means of action :

e. Oral and lecture propaganda ;

f. Written propaganda ;

g. Social works ;

h. All legal means, including prosecutions for combatting any attack on morality resulting from words, writings or actions ;

For the purposes of attaining such objects, the power to constitute a central section and local sections of the league ; to permit the affiliation of societies and organizations, without distinction of nationality, creed or sex, working to attain the same objects as the league ;

To levy a money contribution from any persons when admitted in the league as members ;

To make by-laws for the governing of the league, its officers and members ;

To accept any legacies, gifts, grants or other advantages capable of being granted or coming from any source to the league ;

De louer ou acheter tous biens meubles et immeubles en rapport avec l'administration de la corporation, de les vendre d'hypothéquer, les immeubles, sous le nom de "La Ligue des Citoyens de Hull aux fins de propagande antialcoolique et de sauvegarde de la Morale". Le montant auquel est limité l'acquisition des immeubles est la somme de dix mille piastres.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Hull, district de Hull, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de novembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

4465

C.-J. SIMARD,

"Barwick, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de novembre 1920, constituant en corporation : Richard Tuson Heneker, Henry Noel Chauvin, conseil du roi, Harold Earle Walker, Jean Martineau, avocats, et Hugh Wylie, comptable, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes :

Faire affaires comme papetiers, imprimeurs, lithographeurs, stéréotypers, électrotypers, imprimeurs-photographes, photo-lithographeurs, graveurs en creux, fabricants d'enveloppe, relieurs, fabricants de livres de comptabilité, régleurs à la machine, imprimeurs de chiffres, fabricants de papier, de sacs en papier et de livres de compte, de boîtes, manufacturiers de carton, fondeurs de caractères d'impression, photographes, fabricants et marchands de jeux de cartes, de cartes de visite, de route, de fêtes, complimentaires et de fantaisie, de valentins, marchands de parchemins, de timbres, agents de perception du timbre et autres droits, de publicité, articles, dessinateurs, fabricants d'encre, libraires, éditeurs, manufacturiers de papier, et commerçants des substances servant à la confection du papier, ingénieurs, éliénistes, marchands ou fabricants d'autres articles ou choses semblables, de nature semblable ou analogue aux précités, à aucun d'iceux, ou s'y rattachant ;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété ou du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la corporation ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions, formules ou choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non-exclusif, ou limité à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention ou formule qui paraîtra propre à servir à aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition est susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie aussi les utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou

To lease or buy any moveable and immoveable property in connection with the administration of the corporation, and to sell or hypothecate the same, under the name of "La Ligue des Citoyens de Hull aux fins de propagande anti-alcoolique et de sauvegarde de la Morale". The corporation shall not acquire immoveables exceeding ten thousand dollars in value.

The chief place of the company, will be at the city of Hull, district of Hull, province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,

4466

Assistant Provincial Secretary.

"Barwick, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteen day of November, 1920, incorporating : Richard Tuson Heneker, Henry Noel Chauvin, King's Counsels, Harold Earle Walker, Jean Martineau advocates, and Hugh Wylie, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of stationers, printers, lithographers, stereotypers, electrotypers, photographic printers, photo-lithographers, engravers, die sinkers, envelope manufacturers, bookbinders, account book, manufacturers, machine rulers, numerical printers, paper makers, paper bag, and account book makers, box makers, cardboard manufacturers, type founders, photographers, manufacturers of and dealers in playing, visting, railway, festive, complimentary and fancy cards and valentines, dealers in parchment, dealers in stamps, agents for the payment of stamp and other duties, advertising agents, designers, draughtsmen, ink manufacturers, booksellers, publishers, paper manufacturers, and dealers in the materials used in the manufacture of paper, engineers, cabinet makers, and dealers in or manufacturers of any other articles or things of a character similar or analogue to the foregoing, or any of them, or connected therewith ;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company ;

To apply for, purchase or otherwise, acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive, or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company

genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la corporation aussi prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, les vendre, détenir, rémettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer ;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la corporation, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ;

Conclure des arrangements avec une ou plusieurs municipalités dans les limites desquelles ou adjacentes auxquelles sont les usines de la compagnie, ou avec leurs habitants, pour encourager le progrès municipal y aider ou contribuer de la manière jugée judicieuse ; conclure aussi, avec aucunes autorités, municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et d'obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir ; et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Fonder et sustenter, aider à fonder et sustenter des associations, institutions, fonds et commodités propres à profiter aux employés et aux ex-employés de la compagnie à ses prédécesseurs en affaires, aux dépendants ou parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations, faire des paiements d'assurance, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables ou de bienveillance, pour aucune exposition, aucun objet d'utilité publique ou générale ;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui semblera directement ou indirectement propre à profiter à la compagnie ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété foncière et personnelle, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce, et particulièrement du terrain, des bâtiments, machines, outils et fonds de commerce ;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter, administrer, faire ou contrôler des routes, chemins, ponts, réservoirs, cours d'eau, usines hydro-électriques, quais, manufactures, entrepôts, boutiques, magasins et autres structures et commodités qui sembleront susceptibles directement ou indirectement de procurer les intérêts de la compagnie, aussi contribuer, subventionner, autrement aider ou prendre part à leur construction, à l'amélioration, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle ;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucunes telles personnes ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissaires, connaissances, mandats ou autres instruments négociables ou transférables ;

Vendre ou autrement disposer des entreprises de la compagnie ou d'aucune partie d'icelles moyennant le prix que la corporation estimera convenable, et en particulier pour des actions, débiteures ou valeurs d'aucune autre compagnie

is authorized to carry on or engage in or any transaction capable of being conducted so as directly to benefit the company ; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To take or otherwise acquire and hold, shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ;

To enter into any arrangements with any authorities municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority, any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trust and conveniences calculated to benefit employees or exemployees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade ;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, water courses, water power plants wharves, manufactories, warehouses, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof ;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in

dont les objets sont totalement ou partiellement semblable à ceux de la corporation ;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, prendre les moyens qu'on estimera bons, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons ;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres ;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Barwick, Limited", avec un fonds social de quatre-vingt dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie, sera à Montréal dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce dix-huitième jour de novembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
4439 C.-J. SIMARD.

part similar to those of the company ;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, trustees or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Barwick, Limited", with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,
4440 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est donné que "La Strathcona Fire Insurance Company" demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, de voter une loi pour amender la loi 8 Edouard VII, chapitre 122, de manière à mieux définir ses pouvoirs et à lui en accorder d'additionnels, et en particulier de manière à lui accorder le droit d'assurer contre tous dommages résultant d'accidents d'automobile, contre les dommages causés à l'occasion d'une émeute, ceux causés par la rupture de tous réservoirs à l'eau et ceux résultant d'accidents d'aéroplane, ainsi que contre les périls de la navigation et contre le vol avec ou sans effraction, ainsi que l'autorisation de garantir la fidélité des personnes occupant des charges ou emplois et d'agir comme agents représentant toutes compagnies d'assurance et autres fins.

Montréal, le 3 décembre 1920.

THE STRATHCONA FIRE INSURANCE CO.,
Le président,
J.-E. OLIVIER.
Le trésorier,
J.-E. MARCHAND.

4387—50-4

Avis est par les présentes donné que la Compagnie de chemins de fer de Québec et de l'Île d'Orléans, ayant son siège social dans la cité de Québec, s'adressera à la prochaine Législature pour étendre la durée de sa charte.

Montréal, le 6 décembre 1920.

Le procureur de la pétitionnaire,
4429—50-4 ROLAND MAILLET.

Province de Québec, district de Montréal.

Nous, soussigné, tous de la cité et du district de Montréal, sollicitent aux présentes l'introduction d'un bill privé dans l'Assemblée législative de la province de Québec, à l'effet d'obtenir la constitution en corporation du "Montefiore Hebrew Orphan's Home, de Montréal", sous le nom précité, dont les objets seront d'hospitaliser et d'entretenir les orphelins abandonnés, de surveil-

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that "The Strathcona Fire Insurance Company" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to amend the act 8 Edward VII, chapter 122, so as to better define its powers grant the company additional powers, and in particular empower the company to transact the business of general automobile accident insurance, riot insurance, water reservoir, accident insurance, aeroplane accident insurance, general marine insurance, burglary and larceny insurance, surety insurance, and to act as agents for any insurance companies and for other purposes.

Montreal, 3rd December, 1920.

THE STRATHCONA FIRE INSURANCE CO.
J.-E. OLIVIER,
President.
J.-E. MARCHAND,
Treasurer.

4388—50-4

Notice is hereby given that the "Compagnie de chemins de fer de Québec et de l'Île d'Orléans" having its head office in the city of Quebec, will apply to the next Legislature to extend the duration of its charter.

Montreal, 6th December, 1920.

ROLAND MAILLET,
4430—50-4 Attorney for applicants.

Province of Quebec, district of Montreal.

We, the undersigned, all of the city and district of Montreal, hereby make application to present a private bill before the Legislative Assembly of the Province of Quebec, for the purpose of obtaining the incorporation of the Montefiore Hebrew Orphan's Home, of Montreal, under the above name, whose object will be to give shelter and maintenance to destitute orphans,

ler leur éducation, et de porter secours d'une manière générale aux enfants sans parents, nous solliciterons aussi d'autres privilèges qui ne sont pas incompatibles avec la présente pétition.

Montréal, 20 décembre 1920.

(Signé) J.-B. MILLER,
" M. GOODMAN,
" A. COOPER,
" FRAIDA BELLINGTON,
" W. MIGICOVSKY.

Les avocats des requérants,
COHEN, GENDRON & BERNSTEIN.

4389-50-4

to supervise their education, and to give assistance in general to orphan children, and to seek other privileges which are not incompatible with the present petition.

Montreal, 20th December, 1920.

(Signed) J.-B. MILLER,
" M. GOODMAN,
" A. COOPER,
" FRAIDA BELLINGTON,
" W. MIGICOVSKY.

COHEN, GENDRON & BERNSTEIN,
4390-50-4 Attorneys for petitioners.

Avis public est aux présentes donné que l'Hôpital Général de Montréal et l'Hôpital "Western" de Montréal solliciteront de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "The Montreal General Hospital", corporation qui comprendra lesdits "Hôpital Général de Montréal et "Western Hospital of Montreal"; cette loi remplacera la loi 1 Geo. V, chap. 96, constituant en corporation ledit Hôpital Général de Montréal, ainsi que les lois 7 Geo. V, chap. 104 et 8 Geo. V, chap. 135 qui l'amendent, aussi la loi 37 Victoria chap. 40, constituant en corporation ledit "Western Hospital of Montreal" et la loi 7 Edouard VII, chap. 122 qui l'amende; accordera à ladite corporation à être constituée le droit de prendre, détenir, posséder et utiliser de la propriété immobilière et mobilière, et de la vendre, transférer, louer ou concéder; appliquera à cette corporation les dispositions de la Loi 4 Geo. V, chap. 51; accordera à cette corporation les droits, pouvoirs et privilèges convenant à une telle corporation.

Montréal, 4 décembre 1920.

Les procureurs des requérants,

MEREDITH, HOLDEN, HAGUE,
4445-50-4 SHAUGHNESSY & HEWARD.

Public notice is hereby given that the Montreal General Hospital and the Western Hospital of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate a corporation under the name of "The Montreal General Hospital", in which corporation shall be amalgamated the said "Montreal General Hospital and the said "Western Hospital of Montreal"; to replace the act 1 Geo. V, chap. 96, incorporating the said Montreal General Hospital and the acts 7 Geo. V, chap. 104 and 8 Geo. V, chap. 135 amending, the same, and the act 37 Victoria chap. 40 incorporating the said Western Hospital of Montreal and the act 7 Edward VII, chap. 122 amending the same; to grant to the said corporation to be so incorporated the right to take, hold, possess and use immoveable and moveable property, and to sell, convey, let or lease the same; to apply to such corporation the provisions of the act 4 Geo. V, chap. 51; and to grant to such corporation such rights, powers and privileges as are appropriate to a corporation of this nature.

Montreal, 4th December, 1920.

MEREDITH, HOLDEN, HAGUE,

SHAUGHNESSY & HEWARD.
4446-50-4 Attorneys for applicants.

Avis est par les présentes donné que, lors de sa prochaine session, Monsieur J.-Eddie Lamontagne, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec pour obtenir la passation d'un bill pour autoriser le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec, à lui accorder une licence nécessaire pour pratiquer sa profession de dentiste en cette province, après examen.

Montréal, 6 décembre 1920.

Les avocats et agents de J.-EDDIE LAMONTAGNE,
LEVALLEE, DESMARAIS

4447-50-4 & DESERRES.

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Mr. J.-Eddie Lamontagne, will apply for an act to authorize the college of Dental Surgeons of the Province of Quebec to grant him the necessary license to practice dental surgery in this Province, after examination.

Montreal, 6th December, 1920.

LEVALLEE, DESMARAIS

& DESERRES,
Attorneys for the applicant
4448-50-4 J.-EDDIE LAMONTAGNE.

Avis est aux présentes donné, qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, M. Wilfrid Gordon Leahy, de Montréal, sollicitera l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec, à lui accorder, après examen, la licence nécessaire à la pratique de la chirurgie-dentaire, dans la province de Québec.

Les avocats et procureurs de
de W.-G. LEAHY,

Montréal, 6 décembre 1920.

LAVALLEE, DESMARAIS &
4449-50-4 DESERRES.

Notice is hereby given that, at the next session of the Quebec Legislature, Mr. Wilfrid Gordon Leahy, of Montreal, will apply for an act to authorize the college of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to grant a license necessary to practice dental surgery in this Province of Quebec, after examination.

Montreal, 6th December, 1920.

LAVALLEE, DESMARAIS &

DESERRES,
Attorneys and agent
4450-50-4 of W.-G. LEAHY.

Avis est par les présentes donné, que lors de sa prochaine session, Monsieur Louis-Orille Geoffrion, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'un bill pour autoriser le collège des

Notice is hereby given, that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Mr. Louis-Orille Geoffrion, will apply for an act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to grant him the

Chirurgiens-dentistes de la province de Québec, à lui accorder une licence nécessaire pour pratiquer sa profession de dentiste en cette province, après examen.

Montréal, 6 décembre 1920.

Les avocats et agents de L.-Orille Geoffrion,
LAVALLEE, DESMARAIS &
4451-50-4 DESERRES.

Montreal, 6th December, 1920.

LAVALLEE, DESMARAIS &
DESERRES,
Attorneys for the applicant Louis-Orille
4452-50-4 Geoffrion:

Avis est par les présentes donné, que lors de sa prochaine session, Monsieur Ephrem Vinet, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec pour obtenir la passation d'un bill pour autoriser le collège des Chirurgiens dentistes de la province de Québec à lui accorder une licence nécessaire pour pratiquer sa profession de dentiste en cette province, après examen.

Montréal, 6 décembre 1920.

Les avocats et agents de Ephrem Vinet,
LACALLEE, DESMARAIS &
4453-50-4 DESERRES.

Notice is hereby given, that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Mr. Ephrem Vinet will apply for an act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to grant him the necessary license to practice dental surgery in this Province, after examination.

Montreal, 6th December, 1920.

LLAALLEE, DESMARAIS &
DESERRES,
Attorneys for the applicant Ephrem Vinet,
4454-50-4

Avis est par les présentes donné, que lors de sa prochaine session, Monsieur Léon Leduc, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec pour obtenir la passation d'un bill pour autoriser le collège des Chirurgiens dentistes de la province de Québec à lui accorder une licence nécessaire pour pratiquer sa profession de dentiste en cette province, après examen.

Montréal, 6 décembre 1920.

Les avocats et agents de Léon Leduc,
LAVALLEE, DESMARAIS &
4455-50-4 DESERRES.

Notice is hereby given, that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Mr. Léon Leduc will apply for an Act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to grant him the necessary license to practice dental surgery in this Province, after examination.

Montreal, 6th December, 1920.

LAVALLEE, DESMARAIS &
DESERRES,
Attorneys for the applicant Léon Leduc,
4456-50-4

Avis est par les présentes donné, que lors de sa prochaine session, Monsieur J.-A. Lacasse, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'un bill pour autoriser le collège des Chirurgiens dentistes de la province de Québec, à lui accorder une licence nécessaire pour pratiquer sa profession de dentiste en cette province, après examen.

Montréal, 6 décembre 1920.

Les avocats et agents de J.-A. Lacasse,
LAVALLEE, DESMARAIS &
4457-50-4 DESERRES.

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Mr. J.-A. Lacasse will apply for an act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to grant him the necessary license to practice dental surgery in this Province, after examination.

Montreal, 6th December, 1920.

LAVALLEE, DESMARAIS &
DESERRES,
Attorneys for the applicant of J.-A. Lacasse.
4458-50-4

Avis public est donné que la compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie, une corporation ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant la charte qui la constitue en corporation, savoir : la loi 6 George V, chapitre 77 (1916), en prolongeant le délai durant lequel il sera loisible à ladite compagnie de commencer la construction de son chemin de fer et de le terminer, et pour d'autres fins.

Montréal, 25 novembre 1920.

Les procureurs de la requérante,
DESSAULLES, GARNEAU,
4265-49-4 DESY & LORRAIN.

Public notice is hereby given that the Verchères, Chambly & Laprairie Tramways Company, a corporation having its head office at the city of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter, the Act 6 George V, chapter 77 (1916), by extending the delay during which the construction of its railway may be commenced and completed, and for other purposes.

Montreal, 25th November, 1920.

DESSAULLES, GARNEAU,
DESY & LORRAIN,
Attorneys for petitioner.
4266-49-4

Avis est par les présentes donné que Charles Lefebvre, Fabien Beauchemin, Léon Denis et autres, tous cultivateurs, domiciliés à Ville-Marie, Qué. et propriétaires d'immeubles dans les limites de la municipalité du village de Ville-Marie, comté de Témiscamingue, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'il soit passé une loi aux fins de détacher de la municipalité du village de Ville-Marie susdit, leurs fermes et certaines autres, savoir : Les lots numéros dix-sept cent soixante-sept à dix-sept cent quatre-vingt-trois

Public notice is hereby given that Charles Lefebvre, Fabien Beauchemin, Léon Denis and others, all farmers, residing at Ville-Marie, Que. and owners of immoveable property within the limits of the municipality of the village of Ville-Marie, county of Témiscamingue, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to separate from the territory of the municipality of the village of Ville-Marie above mentioned, their farms and certain others, viz : The lots of land bearing cadastral numbers one thousand seven hundred and sixty-seven to

(1767 à 1783) ; dix-sept cent quatre-vingt-huit à dix-huit cent quatre (1788 à 1804) et dix-huit cent dix à dix-huit cent dix-huit (1810 à 1818), tous inclusivement, aux plan et livre de renvoi officiels de cadastre du village de Ville-Marie susdit ; et pour annexer lesdits lots pour fins municipales à la municipalité rurale de Duhamel-Ouest, et pour autres fins.

Montréal, ce 25 novembre 1920.

Le procureur des pétitionnaires,
4277—49-4 P.-E. LEFEBVRE.

Avis est donné, par les présentes, qu'à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, une demande sera faite de la part de Léopold Lamy, cultivateur, de la cité des Trois-Rivières, demandant de ratifier et confirmer un certain contrat de vente par lui consenti à "Three Rivers Pulp and Paper Company, Limited", de propriétés qu'il a acquises en vertu du testament de Désiré Lacerte, passé devant Pierre Désilets, N. P., en la cité des Trois-Rivières, en date du 25 avril 1893, demandant, en même temps, de confirmer l'interprétation donnée à une certaine clause ambiguë du dit testament.

Daté à Trois-Rivières, ce 25ième jour de novembre 1920.

Le requérant,
4279—49-4 LEOPOLD LAMY.

Avis est par les présentes donné, que les exécuteurs-testamentaires et les légataires universels de la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte constituant ladite succession en compagnie à fonds social, sous le nom de "Succession J.-O. Villeneuve", et autres fins.

Montréal, 30 novembre 1920.

Le procureur des requérants,
4327—49-4 J.-ALEXANDRE BONIN.

Avis public est aux présentes donné que les soussignés, pour Mendel Mallek, des cité et district de Montréal, marchand, solliciteront de la Législature, à sa prochaine session, lors de la présentation du bill amendement la charte de la cité de Montréal, l'insertion d'une clause qui autorisera la cité à payer au requérant une indemnité pour dommages par lui subis comme résultat du pillage de son établissement par la foule, alors que ladite cité se trouvait sans protection, durant la grève des policiers et pompiers, en décembre 1918.

Montréal, le 29 novembre 1920.

Les procureurs du requérant,
4329—49-5 JACOBS & PHILLIPS.

Avis public est donné qu'une demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, par Dame Corinne-Herminie Beaudry, de Montréal, veuve de Rouer Roy, en son vivant avocat et conseil du Roi, et par ses enfants et petits-enfants, tous héritiers en vertu du testament de feu l'honorable Jean-Louis Beaudry, d'adopter une loi les autorisant à vendre ou autrement aliéner ou à hypothéquer les immeubles à eux légués, et pour d'autres fins.

Montréal, 1er décembre 1920.

Les procureurs des pétitionnaires,
4351—49-4 DESSAULLES, GARNEAU,
DESY & LORRAIN.

one thousand seven hundred and eighty three (1767 to 1783) ; one thousand seven hundred and eighty-eight to one thousand eight hundred and four (1788 to 1804) and one thousand eight hundred and ten to one thousand eight hundred and eighteen (1810 to 1818), all inclusive, on the plan and official book of reference of the said village of Ville-Marie ; and to annex said lots for municipal purposes to the rural municipality of Duhamel-West and for other purposes.

Montreal, 25th November, 1920.

P.-E. LEFEBVRE,
4278—49-4 Attorney for the petitioners.

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, a demand shall be made on the part of Léopold Lamy, farmer, of the city of Three Rivers, asking to ratify and confirm a certain deed of sale consented by him to the "Three Rivers Pulp and Paper Company, Limited", of properties he has acquired by virtue of the will of Désiré Lacerte, passed before Pierre Désilets, N. P., in the city of Three Rivers, on the 25th day of April, 1893, asking, at the same time, to confirm the interpretation given to a certain ambiguous clause of the said will.

Dated at Three Rivers, this 25th day of November, 1920.

LEOPOLD LAMY,
4280—49-4 Petitioner.

Notice is hereby given that the testamentary executors and the universal legatees of the estate of the Honourable J.-O. Villeneuve will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for a charter constituting the said estate in a joint stock company, under the name of "Estate J.-O. Villeneuve", and other purposes.

Montreal, 30th November, 1920.

J.-ALEXANDRE BONIN,
4328—49-4 Solicitor for petitioners

Public notice is hereby given by the undersigned, on behalf of Mendel Mallek, of the city and district of Montreal, merchant, that they will apply to the Legislature at its next session, when the bill amending the charter of the city of Montreal is presented, to have a clause inserted therein, authorizing the city to pay to the applicant indemnity for damages suffered by him as a result of the looting of his premises by a mob, when the said city was without protection, during the police and firemen's strike in December, 1918.

Montreal, 29th November, 1920.

JACOBS & PHILLIPS,
4330—49-5 Attorneys for applicant.

Public notice is hereby given that Dame Corinne-Herminie Beaudry, of Montreal, widow of Rouer Roy, in his lifetime barrister and King's Counsel, and her children and grand-children, all legatees under the will and testament of the late Honourable Jean-Louis Beaudry, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing them to sell or otherwise alienate or to hypothecate the immovable property bequeathed to them, and for other purposes.

Montreal, 1st December, 1920.

DESSAULLES, GARNEAU,
4352—49-4 DESY & LORRAIN,
Attorneys for petitioners.

Avis est par les présentes donné que "Le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke" et "Le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke" s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender la loi 40 Victoria, chapitre 23 et autres lois l'amendant, pour augmenter leur pouvoir d'emprunt et augmenter le taux de la taxe à prélever sur les biens fonds de la cité, pour les fins scolaires et autres fins.

Sherbrooke, 24 novembre 1920.

Le secrétaire-trésorier du bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke,

LEON-O. LACOMBE.

Le secrétaire-trésorier du bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke,

4337-49-4

H.-C. KING.

Avis est donné, par les présentes, que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de Nicolet" présentera un bill à la prochaine session de la Législature, pour qu'il lui soit permis d'assurer contre le feu, la foudre et le vent, ou contre le feu, contre la foudre ou contre le vent séparément.

Trois-Rivières, ce 22 novembre 1920.

Les procureurs de la compagnie.

4353-49-4 BUREAU, BIGUE & GARIEPY.

Avis public est, par les présentes, donné que "Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont" s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins d'être autorisés à emprunter une somme additionnelle de \$75,000.00 et à prélever les deniers nécessaires pour son remboursement, au moyen d'une répartition et d'une taxe spéciale sur les immeubles et à raison des immeubles appartenant à des catholiques romains ou à des compagnies comprenant des catholiques romains, dans la proportion de l'intérêt de ceux-ci, et pour autres fins.

Montréal, 30 novembre 1920.

Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont,

4355-49-4 par A.-D. RICHARD, Ptre-curé.

Avis est par le présent donné que, à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, Messieurs Paul Katz, J.P.S.C.C., marchand, Louis Birke, employé, Morris Cohen, industriel, Abraham Kohos, de la "Montreal Architectural Iron Works, Charles Brotman, gérant de fabrique, Hyman Smith, marchand, Max Plonsky, contremaître, Israel Barrer, marchand, J.-Morris Foss, contremaître, Asias Goldstein, contremaître, Petter Baker, tailleur, Jacob-Abraham, charpentier, Solomon Chaikin, contremaître, Hossias Bloomberg, ferblantier, Izzy Osnas, tourneur, Harris Pudjinsky, marchand, Abraham Dardick, tailleur, Joseph Wisotsky, tailleur, Bennie Rosenthal, tailleur, tous de la cité et du district de Montréal, demanderont l'adoption constituant en corporation eux-mêmes et ceux qui, à l'avenir, leur seront associés sous le nom de "The King Edward Benefit Association of Montreal", pour, la corporation, à être constituée, aider ses membres au cas de maladie, d'accident, d'incapacité au travail, revers de fortune et mort; pour accorder des secours, de l'assistance, de l'aide et tous autres avantages aux veufs, veuves, enfants, héritiers

Notice is hereby given that "The Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke" and "The Board of Protestant School Commissioners of the city of Sherbrooke" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of amending the Act 40 Victoria, chapter 23, and other acts amending the same, to authorize the said boards to increase the rate of the tax imposed for school purposes on real estate in the city of Sherbrooke, and augment their borrowing powers.

Sherbrooke, 24th November, 1920.

LEON-O. LACOMBE,

Secretary-Treasurer of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke.

H.-C. KING,

Secretary-Treasurer of the Board of Protestant School Commissioners of the city of Sherbrooke.

4338-49-4

Notice is hereby given, by these presents, that the "Compagnie d'Assurance mutuelle contre le feu du comté de Nicolet" shall present a bill at the next session of the Legislature, to obtain permission to insure against the fire, the lightning and the gale, or against the fire, against the lightning or against the gale severally.

Three Rivers, this 22nd November, 1920.

BUREAU, BIGUE & GARIEPY,

4354-49-4

Solicitors for the company.

Public notice is hereby given that "the Parish Priest and Church Wardens of l'œuvre et fabrique of the parish of Saint-Viateur d'Outremont" shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law empowering them to borrow an additional sum of \$75,000.00 and to raise the moneys necessary for its reimbursement by way of special assessment and taxation upon immovables and on account of immovables belonging to roman catholics or to companies comprising Roman Catholics, in proportion to the interests of the latter, and for other purposes.

Montreal, 30th November, 1920.

Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont,

4306-49-4 A.-D. RICHARD, Priest curé.

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Messrs. Paul Katz, J. P. S. C. C., merchant, Louis Birke, employee, Morris Cohen, manufacturer, Abraham Kohos, Montreal Architectural Iron Works, Charles Brotman, factory manager, Hyman Smith, merchant, Max Plonsky, foreman, Israel Barrer, merchant, J.-Morris Foss, foreman, Asias Goldstein, foreman, Petter Baker, tailor, Jacob Abraham, carpenter, Solomon Chaikin, foreman, Hossias Bloomberg, tinsmith, Izzy Osnas, wood-turner, Harris Pudjinsky, merchant, Abraham Dardick, tailor, Joseph Wisotsky, tailor, Bennie Rosenthal, tailor, all of the city and district of Montreal, who will apply for an act to incorporate them and others who may thereafter be associated with them, under the name of "The King Edward Benefit Association of Montreal", in order that the corporation to be formed may assist its members in case of sickness, accident, inability to work, reverses of fortune and death; to grant assistance and aid and confer all other benefits upon the widowers, widows, children, heirs or legatees of all members, includ-

ou légataires de tous sociétaires, y compris les funérailles et l'enterrement ; donner toute l'assistance morale et matérielle possible à ceux qui en dépendent ; établir un fonds avec lequel, sur preuve satisfaisante de la mort d'un sociétaire, on paiera aux bénéficiaires par eux nommés ou à leurs héritiers légaux, la ou les sommes déterminées par les règlements corporatifs ; procurer à ses membres tous autres avantages qui seront, de temps à autre, accordés par les règlements de l'association, avec les pouvoirs qui pourront être nécessaires pour la réalisation satisfaisante de l'objet précité, y compris le droit d'acquérir de l'immeuble.

Montréal, le 2 novembre 1920.

L'avocat des requérants,

4223—48-4

LYON-W. JACOBS.

Avis est par les présentes donné que Philippe Germain, Joseph-Jean Cloutier, tous deux notaires, de la ville de Saint-Tite, et Hormisdas Delorme, rentier, de la cité de Montréal, tous trois en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de la succession de feu William-Joseph Leduc, en son vivant marchand, de la cité et du district de Montréal, d'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi aux fins de confirmer leur nomination comme exécuteurs testamentaires, de pourvoir à leur remplacement, d'établir, définir et étendre leurs droits et pouvoirs comme tels exécuteurs testamentaires, en particulier, ceux de vendre, hypothéquer ou autrement aliéner les biens meubles et immeubles de la succession, et emprunter sur hypothèque ou autrement, d'établir et définir le mode de partage et de distribution des biens de la succession et d'approuver, s'il y a lieu, le mode de partage tel qu'établi par un acte de déclaration et de partage fait par lesdits exécuteurs testamentaires par acte passé à Montréal le 29 octobre 1920, devant M^{re} J.-A. Paquin, N. P. et généralement aux fins d'établir et de sanctionner toutes mesures jugées nécessaires ou utiles aux fins de l'exécution du dit testament.

Montréal, 1er décembre 1920.

Les procureurs des requérants,

4367—49-4

KAVANAGH, LAJOIE

& LACOSTE.

Avis public est donné que Carlyle-A. Porteous, de la cité de Verdun, district de Montréal, médecin et chirurgien, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à lui accorder une licence pour exercer la profession de médecin et chirurgien dans la province de Québec, et ce sans qu'il ait à subir les examens exigés par ledit collège, et pour d'autres fins.

Montréal, 24 novembre 1920.

Le requérant,

4231—48-4

CARLYLE-A. PORTEOUS.

Avis est par les présentes donné que les syndics de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-La-Tuque, comté de Champlain, nommés en vertu d'une ordonnance des commissaires civils pour le diocèse d'Haileybury, pour la construction d'une église et d'un presbytère dans ladite paroisse, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour obtenir l'autorisation de faire un emprunt de \$300,000 pour le paiement de telles constructions.

Québec, 24 novembre 1920.

Les procureurs des syndics,

4233—48-4

NADEAU & BELLEAU,

Avocats.

ing funeral and cemetery benefits, and to give every possible moral and material assistance to those who are dependent on them ; to establish a benefit fund out of which on satisfactory proof of the death of a member of the society, there shall be paid to the beneficiaries by them indicated or their legal heirs, such sum or sums as shall be regulated by the by-laws of the corporation, to secure to its members all other advantages which may, from time to time, be conferred by the by-laws of the association, with such powers as may be necessary for the satisfactory carrying out of the aforesaid mentioned object, including the right to acquire real estate.

Montreal, 2nd November, 1920.

LYON-W. JACOBS,

4224—48-4

Solicitor for applicants.

Notice is hereby given that Philippe Germain, Joseph-Jean Cloutier, both notaries of the town of Saint-Tite and Hormisdas Delorme, annuitant, of the city of Montreal, all three in their quality of testamentary executors of the estate of the late William-Joseph Leduc, in his lifetime merchant, of the city and district of Montreal, will apply, to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session hereof, for an act to confirm their appointment as testamentary executors, to provide for their replacement, to establish, define and extend their rights and powers as such testamentary executors, and particularly the rights to sell, hypothecate and otherwise alienate the moveable and immoveable property of the estate borrowon hypothec or otherwise, establish and define the mode of partition and distribution of the estate and approve, if deemed expedient, the mode of partition as established by the declaration and partition made by the said testamentary executors, by deed passed at Montreal, on the 29th October, 1920, before M^{re} J.-A. Paquin, N. P., and generally to establish and sanction any measures deemed necessary and expedient for the execution of said testament.

Montreal, 1st December, 1920.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,

4368—49-4

Attorneys for applicants.

Public notice is hereby given that Carlyle-A. Porteous, of the city of Verdun, district of Montreal, physician and surgeon, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of an act authorizing the College of physicians and surgeons of the Province of Quebec to grant him a license to practice medicine and surgery in the Province of Quebec, without having to pass the examinations required by the said college, and for other purposes.

Montreal, 24th November, 1920.

CARLYLE-A. PORTEOUS,

4232—48-4

Petitioner.

Notice is hereby given that the assignees for the parish of Saint-Zéphirin de La-Tuque, county of Champlain, named by the commissioners for the diocese of Haileybury, for the construction of a church and presbytery at La-Tuque, will apply to the Legislature, at its next session, for the passing of an act authorizing the raise of a loan of \$300,000 for the payment of the said constructions.

Quebec, 24th November, 1920.

NADEAU & BELLEAU,

4234—48-4

Advocates.
Attorneys for the assignees.

Avis public est au présent donné que la Banque de Montréal sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le règlement No 722 de la cité de Montréal, ainsi qu'un acte passé conformément à icelui le 12 août 1920 devant J. Beaudoin, N.P. accordant, à la dite Banque, permission aux termes et conditions y mentionnés, de construire une extension aux ponts de la ruelle Fortification, dans ladite cité, et pour autres fins.

Montréal, 24 novembre 1920.

Les avocats de la requérante,
MEREDITH, HOLDEN, HAGUE,
SHAUGHNESSY & HEWARD.
4245-48-4

Avis public est par le présent donné que la ville de Beauharnois s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte d'incorporation concernant les taxes et permis; les salles de pool, billards et vues animées, hôtels, magasins et lieu d'entretien public; taxation de certaines propriétés; les exemptions de taxes; les emprunts; les nuisances publiques, abattoirs; la Cour du recorder.

LA VILLE DE BEAUHARNOIS.

Le secrétaire-trésorier,

LEO MAYER.

Beauharnois, 15 novembre 1920. 4117-47-4

Avis est par le présent donné que Denaston Breakey, de Breakeyville, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi ratifiant son titre à partir des lots numéros 255 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, dans le comté de Lévis, et 124 du cadastre officiel du quartier Saint-Laurent, de la cité de Lévis, et aux lots numéros 121 et 122 du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la cité de Lévis.

Le procureur,

LOUIS MORIN, avocat.

Saint-Joseph-de-Beauce, 15 novembre 1920.
4173-47-4

Avis est, par les présentes, donné que les héritiers de la succession de feu John Pratt s'adresseront au Parlement de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi amendant la loi 1 Edouard VII, chapitre 94, telle qu'amendée par la loi 1, Georges V (1910), chapitre 114 et par la loi IV Georges V, chapitre 133, ainsi que la loi 51-52 Victoria, chapitre 127, telle qu'amendée par la loi VII, Edouard V, chapitre 137, afin de faire augmenter le montant des avances qui leur sont faites par ladite succession en vertu desdites lois et, autres fins.

Montréal le 10 octobre 1920.

Les procureurs des requérants,
ARCHAMBAULT ET MARCOTTE.
4175-47-4

Public notice is hereby given that the Bank of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to ratify and confirm by-law No. 722 of the city of Montreal, and a deed passed pursuant thereto on the 12th August, 1920, before J. Beaudoin, N.P., granting permission to the said Bank, subject to the terms and conditions therein set forth, to build an addition to the bridges over Fortification lane in said city and for other purposes.

Montreal, 24th November, 1920.

MEREDITH, HOLDEN, HAGUE,
SHAUGHNESSY & HEWARD,
Solicitors for applicants.
4246-46-4

Public notice is hereby given that the town of Beauharnois will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to amend its charter of incorporation respecting taxes and licenses; pool and billiard rooms and moving pictures, hotels, stores and public halls; taxation of certain properties; exemptions from taxes; loans; public nuisances, abattoirs; the Recorder's Court.

THE TOWN OF BEAUHARNOIS.

LEON MAYER.

Secretary-Treasurer.

Beauharnois, 15th November, 1920.

4118-47-4

Notice is hereby given that Denaston Breakey, of Breakeyville, will apply to the Legislature, at its next session, for the passing of an Act to ratify his title to parts of lots 255 of the official cadastre for the parish of Saint-Jean-Chrysostôme, in the county of Lévis, and 124 of the official cadastre for Saint-Lawrence ward, of the city of Lévis, and to lots 121 and 122 of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the city of Lévis.

LOUIS MORIN, advocate,

Attorney.

Saint-Joseph de Beauce, 15th November, 1920.

4174-47-4

Notice is hereby given that the heirs of the estate of the late John Pratt will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending the Act 1 Edward VII, chapter 94, as amended by the Act 1 George V (1910), chapter 114 and by the Act IV George V, chapter 133, and also the Act 51-52 Victoria, chapter 127, as amended by the Act VII, Edward V, chapter 137, so as to have the amount of the advances made to them by the said estate in virtue of the said acts increased, and other purposes.

Montreal, 10th October, 1920.

ARCHAMBAULT AND MARCOTTE,
4176-47-4 Attorneys for petitioners.

Département des affaires municipales

CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 3 décembre 1920.

PRESENT : le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Saint-Jean-de-Boischatel, dans le comté de Montmorency, le deuxième jour de novembre 1920, a fait voir à Son Honneur le

Department of Municipal Affairs

EXECUTIVE COUNCIL

Quebec, 3rd December, 1920.

PRESENT : the Lieutenant-Governor in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the village of Saint-Jean-de-Boischatel, in the county of Montmorency, on the second day of November, 1920, it hath been shewn to His

lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du Code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du village de Saint-Jean-de-Boischatel, dans le comté de Montmorency, dont la publication est prescrite par les dispositions du Code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

Le greffier du Conseil exécutif,

A. MORISSET.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Le sous-ministre des affaires municipales,

OSCAR MORIN.

Québec, 3 décembre 1920.

4415

Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the said Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only without detriment to any of the inhabitants of said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed.

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the village of Saint-Jean-de-Boischatel, in the county of Montmorency, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,

Clerk Executive Council

Published in conformity with article 131 of the municipal Code of the Province of Quebec.

OSCAR MORIN,

Deputy minister of Municipal Affairs.

Québec, 3rd December, 1920.

4416

Département de l'instruction publique

No 898-Elec.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du vingt-septième jour de novembre 1920, de nommer M. Elie Noisieux, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Joseph-de-Beranger, dans le comté de Missisquoi. 4393

203-19.

Québec, 1er décembre 1920.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 27 novembre 1920, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Frédéric, comté de Beauce, les lots Nos 24A à 27A du rang 3 ; les lots Nos 23A à 26F du rang 2 ; les lots Nos 56A à 28D du rang 1 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Frédéric, ainsi que les abouts des lots Nos 256 à 276 du rang Saint-Charles, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Jules, même comté. 4395

898-20.

Québec, 30 novembre 1920.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Templeton-Est, comté de Hull, les lots Nos 11, 12, 13 et 14 du premier rang du canton de Templeton, les lots Nos 11 et 1/2 sud des lots Nos 12 et 13 et le lot No 14 du second rang, et en plus le lot No 15 dans les premier et deuxième rangs, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de village de Templeton. 4399-50-2

No 842-Elec.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 2 décembre 1920, de nommer M. Mathias Ouellet, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Janvier, dans le comté de Terrebonne. 4441

Department of Public Instruction

No. 898-Elec.

Appointment of one school commissioner.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 27th November, 1920, to appoint Mr. Elie Noisieux, school commissioner for the municipality of Saint-Joseph-de-Beranger, in the county of Missisquoi. 4394

203-19.

Québec, 1st December, 1920.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 27th November, 1920, to detach from the school municipality of Saint Frederick, county of Beauce, the lots Nos 24A to 27A of range 3, the lots Nos 23A to 26F of range 2, the lots Nos 56A to 38D of range 1 of the official cadastre of the parish of Saint-Frédéric, and the lots opposite the lots Nos 256 to 276 of Saint-Charles range and to annex them to the school municipality of Saint Jules, same county. 4396

898-20

Québec, 30th November, 1920.

Application is made to detach from the school municipality of Templeton-East, county of Hull, the lots Nos 11, 12, 13 and 14 of the first range of the township of Templeton, the lots Nos 11 and 1/2 south of the lots Nos 12 and 13 and the lot No. 14 of the second range, and also the lot No 15 in the first and second ranges, and to erect all the above territory into a distinct school municipality, under the name of village of Templeton. 4400-50-2

No 842-Elec.

Appointment of 1 school commissioner.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 2nd December, 1920, to appoint Mr. Mathias Ouellet, school commissioner for the municipality of Saint-Janvier, in the county of Terrebonne. 4442

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné que la "North British & Mercantile Insurance Company", une compagnie d'assurance étant dûment enregistrée pour transiger des affaires d'assurance contre le feu et l'assurance vie dans la province de Québec, a maintenant changé son nom et opère sous celui de "North British & Mercantile Insurance Company, Limited".

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce sixième jour de décembre 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 4419—50-2

Avis est par le présent donné que la "Northwestern Mutual Insurance Association" a été enregistrée pour transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et de l'automobile (à l'exception de l'assurance contre les pertes par suite de blessures à la personne).

Le nom et l'adresse de l'agent en chef, dans la province de Québec, sont : M. Lapointe, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 R. S. P. Q., 1909, ce sixième jour de décembre 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 4421—50-2

Avis est par le présent donné que la "Yangtze Insurance Association, Limited" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, le et après le vingt-septième jour de novembre 1920.

Le nom et l'adresse de l'agent-chef, pour la province de Québec, sont : R.-J. Dale, édifice Coristine, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-septième jour de novembre 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 4273—49-2

Avis est par le présent donné que la "Hartford Live Stock Insurance Company" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance sur le bétail, le et après le vingt-sixième jour de novembre 1920.

Le nom et l'adresse de l'agent-chef, pour la province de Québec, sont : H.-A. Fromings, 14 rue Hôpital, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-sixième jour de novembre 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 4275—49-2

Avis est par le présent donné que le "Montreal Hebrew Orphan's Home" a obtenu un permis et a été enregistré comme une société charitable pour faire le genre d'affaires autorisé par la loi 5 Geo. V, ch. 139.

Notice is hereby given that the "North British & Mercantile Insurance Company", a duly registered company to transact the business of life and fire insurance in the Province of Quebec, has now changed its name and is operating under the name of "North British & Mercantile Insurance Company, Limited."

Given pursuant to article 6950 S. R. P. Q., 1909, this sixth day of December, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F.-L. MONCK,

Superintendent of insurance,

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec. 4420—50-2

Notice is hereby given that the "Northwestern Mutual Insurance Association" has been registered to transact, in the Province of Quebec, the business of fire insurance and automobile insurance (excluding insurance against loss by reason of bodily injury to the person).

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are : M. Lapointe, Montréal.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this sixth day of December, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F.-L. MONCK,

Superintendent of Insurance,

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec. 4422—50-2

Notice is hereby given that the "Yangtze Insurance Association, Limited" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of fire insurance, on and after the twenty seventh day of November, 1920.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are : R. J. Dale, Coristine building, Montreal.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty seventh day of November, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec. 4274—49-2

Notice is hereby given that the "Hartford Live Stock Insurance Company" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of live stock insurance, on and after the twenty sixth day of November, 1920.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are : H.-A. Fromings, 14 Hospital street, Montreal.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty sixth day of November, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F.-L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec. 4276—49-2

Notice is hereby given that the "Montreal Hebrew Orphan's Home" has been licensed and registered as a charitable association for the transaction of the kind of business authorized by Act 5 Geo. V, ch. 139.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-septième jour de novembre 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 4321—49-2

Avis est par le présent donné que le "Montreal Sheltering Home" a obtenu un permis et a été enregistré comme une société charitable pour faire le genre d'affaires autorisé par la loi 1 Geo. V (2e session) ch. 107.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-septième jour de novembre 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 4323—49-2

Avis est par le présent donné que le "Herzl Dispensary and Hospital" a obtenu un permis et a été enregistré comme une société charitable pour faire le genre d'affaires autorisé par la loi 4 Geo. V, ch. 150.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-septième jour de novembre 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 4325—49-2

Avis est par le présent donné que le permis et l'enregistrement de la "Women's Catholic Order of Foresters," société de secours mutuels extra provinciale, ayant son principal siège d'affaires dans la ville de Chicago, dans l'état de l'Illinois, l'un des Etats-Unis d'Amérique, ont été renouvelés à l'effet d'autoriser la dite société à pourvoir à la perception des primes limitée aux membres en règle et admis dans ladite société avant le premier janvier 1920.

Le nom et l'adresse du principal agent de la dite société, dans la province, sont comme suit : J.-C.-H. Dussault, C. R., Edifice Crédit Foncier, Montréal, P. Q.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce trentième jour de novembre 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 4347

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2499.

Dame Emma Baron, épouse commune en biens de André-U. Martineau, journalier, du village de Saint-Vincent-de-Paul, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit André-U. Martineau, défendeur.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty seventh day of November, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
F.-L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 4322—49-2

Notice is hereby given that the "Montreal Sheltering Home" has been licensed and registered as a charitable association for the transaction of the kind of business authorized by Act 1 Geo. V (2nd session) ch. 107.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty seventh day of November, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
F.-L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 4324—49-2

Notice is hereby given that the "Herzl Dispensary and Hospital" has been licensed and registered as a charitable association for the transaction of the kind of business authorized by Act 4 Geo. V, ch. 150.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty seventh day of November, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
F.-L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 4326—49-2

Notice is hereby given that the license and registration of the "Women's Catholic Order of Foresters," an extra provincial mutual benefit association, having its head office in the city of Chicago, in the state of Illinois, of the United States of America, have been renewed with a view to authorize the said association to provide for the collection of premiums limited to the members admitted and in good standing before January 1st, 1920.

The name and address of the chief agent of the said association, in this province, are as follows : J.-C.-H. Dussault, crédit Foncier Building Montreal, Que.

Given pursuant to the provisions of article 6950 R. S. P. Q., 1909, this thirtieth day of November, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
F.-L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 4348

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2499.

Dame Emma Baron, wife common as to property of André-U. Martineau, laborer, of the village of Saint-Vincent-de-Paul, district of Montreal, duly authorized to ester en justice, plaintiff ; vs sais André-U. Martineau, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 18 novembre 1920.

Montréal, le 6 décembre 1920.

Le procureur de la demanderesse,
4425 CHARLEMAGNE RODIER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 773.

Dame Aline Pelton, de Montréal, épouse de Edmond-Joseph Clermont, architecte, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Edmond-Joseph Clermont, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 30 novembre 1920.

Montréal, 2 décembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
4427-50-5 ARCHAMBAULT &
MARCOTTE.

Canada, province de Québec, district de Hull, Cour supérieure.

Dame Lythia Jeanvennes, épouse commune en biens de Anatole Barbeau, cultivateur, du canton de Wakefield, district de Hull, demanderesse; vs Anatole Barbeau, cultivateur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le troisième jour de décembre 1920.
Hull, 3 décembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
4487-50-5 DEVLIN & STE. MARIE.

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 5211.

Dame Alma Bilodeau, épouse de Aurèle Nadeau, cultivateur, de Sainte-Rose, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Aurèle Nadeau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19 novembre courant.

Saint-Joseph, Beauce, 24 novembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
TALBOT, BEAUDOIN & BOULIANNE.
4263-49-5

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 683.

Dame Céline Garon, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Zacharie Allaire, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs ledit Zacharie Allaire, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 27 octobre 1920.

Sherbrooke, 25 novembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
4281-49-5 O'BREADY & PANNETON.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5031. Dame Violet-Maud-Wornall, de la cité de Verdun, district de Montréal, épouse commune en biens de William-George Porter, dessinateur, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari.

Montréal, 1er décembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
PARISEAULT, ARCHAMBAULT &
4357-49-5 BRUCHESI.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 18th of November, 1920.

Montreal, 6th December, 1920.

CHARLEMAGNE RODIER,
4426 Attorney for the plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 773. Dame Aline Pelton, from Montreal, wife of Edmond-Joseph Clermont, architect, of the same place, duly authorized to take suit, plaintiff; vs said Edmond-Joseph Clermont, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause on the 30th of November, 1920.

Montreal, 2nd December, 1920.

ARCHAMBAULT & MARCOTTE,
4428-50-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Hull, Superior Court.

Dame Lythia Jeanvennes, wife common as to property of Anatole Barbeau, farmer, of the township of Wakefield, district of Hull, plaintiff; vs Anatole Barbeau, farmer, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 3rd of December, 1920.

DEVLIN & STE. MARIE,
4488-50-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 5211.

Dame Alma Bilodeau, wife of Aurèle Nadeau, farmer, of Sainte-Rose, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Aurèle Nadeau, defendant.

An action in separation of property has been instituted in this cause on the 19th day of November instant.

Saint-Joseph, Beauce, 24th November, 1920.

TALBOT, BEAUDOIN & BOULIANNE,
4264-49-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Saint Francis, in the Superior Court, No. 683.

Dame Céline Garon, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Zacharie Allaire, farmer, of the same place, plaintiff; vs Zacharie Allaire, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis.

An action in separation of property has been instituted in this cause on the 27th day of October, 1920.

Sherbrooke, 25th November, 1920.

O'BREADY & PANNETON,
4282-49-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5031. Dame Violet-Maud-Wornall, of the city of Verdun, district of Montreal, wife common as to property of William-George Porter, draughtsman, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

Montreal, 1st December, 1920.

PARISEAULT, ARCHAMBEAULT &
4358-49-5 BRUCHESI,
Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3409. Dame Marie-Blanche-Antonia Bouchard, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Jean-Alfred Bolla, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise en cette cause.

Montréal, 20 novembre 1920.

Le procureur de la demanderesse,
4211—48-5 PIERRE ARBOUR.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3409. Dame Marie-Blanche-Antonia Bouchard, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Jean-Alfred Bolla, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

Montreal, 20th November, 1920.

PIERRE ARBOUR,
4212—48-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3641.

Dame Mélina Leclerc, des cité et district de Montréal, épouse de Napoléon Desmarteaux, restaurateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Napoléon Desmarteaux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-deuxième jour de novembre 1920.

Montréal, le 24 novembre 1920.

L'avocat de la demanderesse,
4237—48-5 J.-W. JALBERT.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3641.

Dame Melina Leclerc, of the city and district of Montreal, wife of Napoléon Desmarteaux, restaurant-keeper, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Napoléon Desmarteaux, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twenty second day of November, 1920.

Montreal, 24th November, 1920.

J.-W. JALBERT,
4238—46-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2395.

Dame Marie Benoit, épouse commune en biens de Joseph Gibeault, charpentier, des cité et district de Montréal, et judiciairement autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Joseph Gibeault, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3 novembre 1920.

Le procureur de la demanderesse,
J.-OCTAVE MOUSSEAU.
Montréal, 9 novembre 1920. 4077—47-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2395.

Dmae Marie Benoit, wife common as to property of Joseph Gibeault, carpenter, of the city and district of Montreal, and judicially authorized to sue at law, plaintiff; vs Joseph Gibeault, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 3rd day of November, 1920.

Montreal, 9th November, 1920.

J.-OCTAVE MOUSSAEU,
4078—47-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3284.

Dame Frédéric-J. Aumais, née Lilas Week, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Frédéric-J. Aumais, entrepreneur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Frédéric-J. Aumais, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, et ce jour rapportée en cette cause.

Montréal, 10 novembre 1920.

Le procureur de la demanderesse,
4079—47-5 J.-EUDORE MORIER.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3284.

Dame Frederic-J. Aumais, born Lilas Week, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Frederic-J. Aumais, contractor, of the same place, and the said Mrs. Frederic-J. Aumais, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs said Frederic-J. Aumais, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, and this day returned to Court in this cause.

Montreal, 10th November, 1920.

J.-EUDORE MORIER,
4080—47-5 Attorney for plaintiff.

District de Saint-François, Cour supérieure No 718.

Dame Léona Comtois, de la cité de Sherbrooke, épouse de Arthur Vandandaigue, du même lieu, district de Saint-François, journalier, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Arthur Vandandaigue, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 9 novembre 1920, Sherbrooke.

Le procureur de la demanderesse,
4137—47-5 EMILE RIOUX.

District of Saint Francis, Superior Court, No. 718.

Dame Leona Comtois, of the city of Sherbrooke, wife of Arthur Vandandaigue, of the same place, district of Saint Francis, laborer duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Arthur Vandandaigue, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 9th of November, 1920, Sherbrooke.

EMILE RIOUX,
4138—47-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour supérieure, No 541. Blanche Brunelle, épouse de Sinaï Moreau, de la ville de Saint-Tite, district de Trois-Rivières, demanderesse; vs Sinaï Moreau, du même lieu, défendeur.

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 541. Blanche Brunelle, wife of Sinaï Moreau, of the town of Saint-Tite, district of Three Rivers, plaintiff; vs Sinaï Moreau, of the same place, defendant.

Une action en séparation de biens a été intentée, contre le défendeur, le 17 avril 1920.

Trois-Rivières, le 16 novembre 1920.

Le procureur de la demanderesse,
4141—47-5 EDGAR BOURNIVAL.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1657. Marguerite Desjardins, de Montréal, épouse de Ferdinand Sauriol, demanderesse ; vs Ferdinand Sauriol, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 11 novembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
4143—47-5 MASSON & BILLETTE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5286.

Dame Céline Lacharité, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens d'Albert Poirier, journalier, du même lieu, demanderesse ; contre Albert Poirier, du même lieu, défendeur.

La demanderesse a institué contre le défendeur une action en séparation de biens.

Les procureurs de la demanderesse,
PLANTE & PINARD.

Montréal, 8 novembre 1920 . 3999—46-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3062. Dame Julia Lefrançois, épouse commune en biens de Thomas Duchesne, entrepreneur menuisier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Thomas Duchesne, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 5 d'octobre 1920.

Montréal, le 5ième jour d'octobre 1920.

Le procureur de la demanderesse,
4025—46-5 J.-A. MOLLEUR.

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, No 322.

Dame Marie-Sophie-Albina Moisan, épouse commune en biens de François-Xavier Brousseau, commerçant à Lyster, dans le district d'Arthabaska, demanderesse ; vs ledit François-Xavier Brousseau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 9 novembre 1920.

Arthabaska, 9 novembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
4045—46-5 WALSH & POISSON.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure.

Dame Sarah Diamondstein, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Bodnoff, négociant, dûment autorisée, par jugement de la Cour supérieure, aux fins des présentes, demanderesse ; vs Samuel Bodnoff, du même lieu, négociant, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, le 10 novembre 1920.

Le procureur de la demanderesse,
4047—46-5 LOUIS FITCH.

An action for separation as to property has been instituted, against the defendant, on the 17th April, 1920.

Three Rivers, 16th November, 1920.

EDGAR BOURNIVAL,
4742—47-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1657. Marguerite Desjardins, of Montreal, wife of Ferdinand Sauriol, Plaintiff ; vs Ferdinand Sauriol, of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day against the defendant. Montreal, 11th November, 1920.

MASSON & BILLETTE,
4144—47-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Québec, district of Montreal, Superior Court, No. 5286.

Dame Celina Lacharité, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Albert Poirier, laborer of the same place, plaintiff ; against Albert Poirier, of the same place, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

PLANTE & PINARD,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 8th November, 1920. 4000—46-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3062. Dame Julia Lefrançois, wife common as to property of Thomas Duchesne, contractor, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Thomas Duchesne, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

Montreal, 5th October, 1920.

J.-A. MOLLEUR,
4026—46-5 Solicitor for plaintiff.

Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 322.

Dame Marie-Sophie-Albina Moisan, wife common as to property of François-Xavier Brousseau, trader, of Lyster, in the district of Arthabaska, plaintiff ; vs the said François-Xavier Brousseau, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 9th of November, 1920.

Arthabaska, 9th November, 1920.

WALSH & POISSON,
4046—46-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court.

Dame Sarah Diamondstein, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Samuel Bodnoff, trader, duly authorized, by judgment of the Superior Court for these presents, plaintiff ; vs Samuel Bodnoff, of the same place, trader, defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

Montreal, 10th November, 1920.

LOUIS FITCH,
4048—46-5 Attorney for plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 334.

Dame Marie-Anne Perron, de la cité et du district des Trois-Rivières, épouse commune en biens de Wellie Nault, autrefois de la cité des Trois-Rivières et actuellement de la ville de La Tuque, judiciairement autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Wellie Nault, autrefois de la cité des Trois-Rivières et maintenant de la ville de La Tuque, district des Trois-Rivières, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le 13 novembre 1920.

Trois-Rivières, 3 décembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
4407—50-5 DESILETS & FORTIER.

Dans la Cour supérieure, pour la province de Québec, dans le district de Saint-François, No. 792.

Dame Winnie-Bell Herring, épouse commune en biens de George-Jason May, du canton d'Eaton, dans le district de Saint-François, pour les fins des présentes dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; George-Jason May, du canton d'Eaton, dans le district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a, ce jour, été instituée en cette cause.

Ce 23ième jour de novembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
4331—49-5 FRASER, RUGG & MIGNAULT.

Action for separation as to bed and board

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 334.

Dame Marie-Anne Perron, of the city and district of Three Rivers wife common as to property of Wellie Nault, formerly of the city of Three Rivers, and presently of the town of La Tuque, judicially authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs Wellie Nault, formerly of the city of Three Rivers and now of the town of La Tuque, district of Three Rivers, defendant.

An action for separation as to bed and board and property has been instituted in this cause on the 13th November, 1920.

Three Rivers, 3rd December, 1920.

DESILETS & FORTIER,
4408—50-5 Attorneys for plaintiff.

Superior Court, for the Province of Quebec, in the district of Saint Francis, No. 792.

Dame Winnie-Bell Herring, wife common as to property of George-Jason May, of the township of Eaton, in the district of Saint Francis, for the purposes hereof duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs George-Jason May, of the said township of Eaton, in the district of Saint Francis, defendant.

An action for separation from bed and board has, this day, been instituted.

23rd November, 1920.

FRASER, RUGG & MIGNAULT,
4332—49-5 Attorneys for plaintiff.

Avis divers

EXTRAIT DES REGLEMENTS DE LA MAPLE LEAF ASBESTOS CORPORA- TION.

REGLEMENT NO 3.

Que les affaires de la compagnie soient administrées par son conseil de sept administrateurs.

Je, soussigné, secrétaire de la "Maple Leaf Asbestos Corporation", certifie présentement comme véridique et conforme la copie ci-haut du règlement No 3 de la "Maple Leaf Asbestos Corporation", que ledit règlement a été dûment adopté par les administrateurs de la compagnie, ratifié et approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue à Montréal, le 18 novembre 1920, et convoquée pour approuver les règlements corporatifs, par le vote unanime de la valeur totale du capital représenté par tous les actionnaires présents.

Le secrétaire,
4391 FREDERICK-R. BEVERLEY.

MARK WORKMAN INVESTMENT CORPO- RATION.

EXTRAIT des minutes de l'assemblée du conseil d'administration de "Mark Workman Investment Corporation" dûment convoquée et tenue le 1er décembre 1920.

"Résolu que la principale place d'affaires de la

Miscellaneous Notices

EXTRACT FROM THE BY-LAWS OF MAPLE LEAF ASBESTOS CORPORA- TION.

BY-LAW NO. 3.

That the affairs of the company shall be managed by a board of seven directors.

I, the undersigned, secretary of Maple Leaf Asbestos Corporation, hereby certify that the foregoing is a true and faithful copy of by-law No. 3 of Maple Leaf Asbestos Corporation, and that the said by-law was duly passed by the directors of the company and confirmed and approved at a special general meeting of the shareholders held at Montreal on the 18th day of November, 1920, and convened for the purpose of approving the by-laws of the company, by the unanimous vote of the total value of the stock represented by all the shareholders present.

FREDERICK-R. EVERBLEY,
4392 Secretary.

MARK WORKMAN INVESTMENT COR- PORATION.

EXTRACT from minutes of meeting of the board of directors of "Mark Workman Investment Corporation" duly called and held on the 1st December, 1920.

"It was resolved that the chief place of business

compagnie soit au No 126 rue Saint-Antoine, dans la cité de Montréal".

Certifié vraie copie,

Le secrétaire,
4443 S.-L. HERMAN. 4444

LE PAYS, LIMITÉE

Règlement No VII, paragraphe 1er, aux fins d'augmenter à cinq le nombre des directeurs de la dite compagnie.

1. "Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de cinq (5) membres au lieu de trois (3) membres tels que mentionnés dans les lettres patentes de la compagnie."

Je, soussigné, secrétaire de la compagnie "Le Pays, limitée", certifie sous le sceau de la compagnie que le règlement ci-dessus a été dûment adopté à l'unanimité par les directeurs de la compagnie à une assemblée tenue le sixième jour de décembre 1920, et qu'il a été ensuite dûment approuvé, sanctionné et ratifié par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie présents à une assemblée générale et spéciale dûment convoquée à cette fin et tenue le sixième jour de décembre 1920.

Le secrétaire,
4485 GUSTAVE FRANCO. 4486

MONTREAL DRIVING CLUB COMPANY, LIMITED

Copie conforme :—

REGLEMENT NO XIX

"Règlement portant de trois à cinq le nombre des administrateurs, et amendant en conséquence l'article 5 des règlements de la compagnie.

"Le premier paragraphe de l'article V des règlements de la compagnie est aux présentes amendé en substituant le mot "cinq" au mot "trois" dans la première ligne de ce règlement, et les administrateurs de la compagnie sont présentement autorisés à remplir les vacances au conseil d'administration ainsi créées en nommant des actionnaires compétents de la compagnie."

Je, soussigné, secrétaire de la "Montreal Driving Club Company, Limited", certifie par les présentes que la copie ci-haut en est une exacte du règlement No XIX des règlements corporatifs, approuvé et adopté à une réunion générale spéciale des contributeurs de la compagnie, tenue le 18 novembre 1920, et sanctionné par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie.

Le secrétaire,
4495 LÉO. DANDURAND. 4496

Avis est par le présent donné qu'à l'expiration de deux mois de la date du présent avis, C.-R. Whitehead, industriel, Geo.-M. Anderson, comptable, W.-D. Fisher, percepteur du revenu, R.-W. Louthoud, comptable, D.-L. Adams, comptable, tous de la cité et du district des Trois-Rivières, s'adresseront au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour lui demander l'émission d'un arrêté en Conseil, confirmant un acte de vente par lequel les personnes ci-dessus désignées ont acquis un lopin de terre, n'excédant pas 35 arpents en étendue, pour y établir, sur ledit lopin de terre, un cimetière et en faire usage comme site de cimetière; le tout aux fins du titre onzième, chap. 31ème, sec. 21ème des Statuts refondus de la province de Québec de 1909.

Trois-Rivières 21 octobre 1920.

Les procureurs des requérants.
3815—43-9 TESSIER, LACOURSIERE
& FORTIER.

of the Company be at No. 126 Saint-Antoine street, in the city of Montreal."

Certified a true extract.

S. L. HERMAN,
Secretary.

"LE PAYS, LIMITÉE".

By-law No. VII, paragraph 1, for the purpose of increasing to five the number of directors of the said company.

1. The affairs of the company shall be managed by a board of directors composed of five (5) members instead of three (3) members such as mentioned in the letters patent of the company.

I, the undersigned, secretary, of the company "Le Pays, limited", certify under the seal of the company that the foregoing by-law was duly adopted unanimously by the directors of the company at a meeting held on the 6th day of December, 1920, and that it was afterwards duly approved, sanctioned and ratified by the unanimous vote of all the shareholders of the company present at a special general meeting duly called for this purpose and held on the 6th day of December, 1920.

GUSTAVE FRANCO,
Secretary.

MONTREAL DRIVING CLUB COMPANY, LIMITED.

Certified extract :—

BY-LAW NO. XIX

"A by-law to increase the number of directors from three to five, and to amend article 5 of the company's by-laws accordingly.

"The first paragraph of article V of the by-laws of the company is hereby amended by replacing the word "three" by the word "five" in the first line of such by-law, and the directors of the company are hereby authorized to fill the vacancies on the board so created from among the qualified shareholders of the company."

I, the undersigned, secretary of "Montreal Driving Club Company, Limited, hereby certify the foregoing to be a true copy of by-law No. XIX of the company's by-laws, approved and adopted at a special general meeting of the shareholders of the company, held on the 18th day of November, 1920, and adopted by the unanimous vote of all the shareholders of the company.

LÉO. DANDURAND,
Secretary.

Notice is hereby given that at the end of two months from the date of the present notice, C.-R. Whitehead, manufacturer, Geo.-M. Anderson, accountant, W.-D. Fisher, collector of Revenue, R.-W. Louthoud, accountant, D.-L. Adams, accountant, all of the city and district of Three Rivers, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for the passing of an Order in Council, confirming a deed of sale, whereby the persons above designated have required a parcel of land, not exceeding 35 arpents in extent, to be held and used as a cemetery, the whole pursuant to title eleventh, chap. 3rd, section twenty first of the Revised Statutes of Quebec, 1909.

Three Rivers, 21st October, 1920.

TESSIER, LACOURSIERE
& FORTIER,
3816—43-9 Attorneys for applicants.

ERRATUM

A la page 2562, de la *Gazette officielle* du 4 décembre 1920, aux numéros 3343-44, à la quatrième ligne du dernier paragraphe, lisez : l'année mil neuf cent vingt de l'ère chrétienne et de Notre règne la onzième année, au lieu de l'année mil neuf cent dix-neuf de l'ère chrétienne et de Notre règne la neuvième année.

4417

ERRATUM

On page 2562 of the *Official Gazette* of the 4th December, 1920, document numbers 3343-44, at the fourth line of the last paragraph read "in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty, and in the eleventh of Our Reign" instead of "in the year of Our Lord one thousand nine hundred and nineteen and in the ninth year of Our Reign".

4418

Faillite—avis de

Canada, province de Québec, district de Gaspé, Cour supérieure.

Dans l'affaire de Ludger Dufour, marchand, Saint-André-de-Restigouche, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 27 décembre 1920.

Ce dividende sera payable à mon bureau le ou après le 28 décembre 1920.

Le curateur,

J.-P.-E. GAGNON.

J.-P.-E. GAGNON, syndic autorisé.

Bureau : 44 rue Dalhousie,

Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.

Québec, 7 décembre 1920. 4489

Canada, province de Québec, district de Roberval, Cour supérieure.

Dans l'affaire de J.-H. Tremblay, marchand, Mistassini, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la Cour en date du 6ième jour de décembre 1920, j'ai été nommé curateur aux biens de cette faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette faillite sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

Le curateur,

J.-P.-E. GAGNON.

J.-P.-E. GAGNON, syndic autorisé.

Bureau : 44 rue Dalhousie,

Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.

Québec, ce 7 décembre 1920. 4491

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure.

Dans l'affaire de : Joseph-Arthur Matte, marchand, Goulet, Abitibi, insolvable.

Avis est par le présent donné que le 2ième jour de décembre 1920, le susdit insolvable a fait une cession judiciaire de ses biens, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Québec.

Toutes personnes ayant des réclamations contre ce débiteur sont requises de les produire devant moi le plus tôt possible.

Le gardien provisoire,

J.-P.-E. GAGNON.

J.-P.-E. GAGNON, syndic autorisé.

Bureau : 44 rue Dalhousie,

Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.

Québec, ce 9 décembre 1920. 4505

Bankrupt notices

Canada, Province of Quebec, district of Gaspé, Superior Court.

In the matter of Ludger Dufour, merchant, Saint-André-de-Restigouche, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter and will be open to objection until the 27th day of December, 1920.

This dividend will be payable at my office on or after the 28th day of December, 1920.

J.-P.-E. GAGNON,

Curator.

J.-P.-E. GAGNON, authorized trustee.

Office : 44 Dalhousie street,

Canada Steamship Lines, Ltd. bldg.

Québec, 7th December, 1920. 4490

Canada, Province of Quebec, district of Roberval, Superior Court.

In the matter of J.-H. Tremblay, merchant, Mistassini, insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the Court dated 6th December, 1920, I have been appointed curator to the above estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them into my hands within thirty days from this date.

J.-P.-E. GAGNON,

Curator.

J.-P.-E. GAGNON, authorized trustee.

Office : 44 Dalhousie street,

Canada Steamship Lines, Ltd. bldg.

Québec, 7th December, 1920. 4492

Canada, Province of Quebec, district of Québec, Superior Court.

In the matter of Joseph-Arthur Matte, merchant, Goulet, Abitibi, insolvent.

Notice is hereby given that on the 2nd day of December, 1920, the above insolvent has made a judicial assignment of his property at the protonotary's office of the Superior Court for the district of Québec.

All persons having claims against the above debtor are requested to file them with me as soon as possible.

J.-P.-E. GAGNON,

Provisional guardian.

J.-P.-E. GAGNON, authorized trustee.

Office : 44 Dalhousie street,

Canada Steamship Lines, Ltd. bldg.

Québec, 9th December, 1920. 4506

Liquidation

Canada, province de Québec, district de Trois-Rivières.

Avis est par les présentes donné qu'à une assemblée des actionnaires de la compagnie électrique de Louiseville, limitée, incorporée par lettres patentes en date du 26 décembre 1912, tenue en la ville de Louiseville, district de Trois-Rivières, le 25 novembre 1920, il a été unanime-

Winding-up

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers.

Notice is hereby given that at a meeting of the shareholders of the "Compagnie électrique de Louiseville, limitée", incorporated by letters patent dated the 26th December, 1912, held in the town of Louiseville, district of Three Rivers, on the 25th November, 1920, it was unanimously

ment décidé de dissoudre la compagnie, et de liquider volontairement ses affaires. Par la même résolution les soussignés ont été nommés liquidateurs.

Daté à Montréal, ce 6 décembre 1920.

Les liquidateurs,
4431 F.-R. VINET & P.-H. DUFRESNE.
99, rue Saint-Jacques, Montréal. 4431

decided to dissolve the company and to voluntarily wind up its affairs. By the same resolution the undersigned was appointed liquidators. Dated at Montreal, this 6th day of December, 1920.

F.-R. VINET & P.-H. DUFRESNE,
Liquidators.
99, Saint James street, Montreal. 4432

Soumissions

La municipalité du village de Bienville demande des soumissions pour l'achat de \$25,000. de débentures émises sous l'autorité du règlement d'emprunt No 115. Lesdites débentures seront émises pour 10 ans, rachetables par séries avec intérêt à six pour cent en date du 1er mai 1920.

Les soumissions seront reçues au bureau du secrétaire jusqu'au 27 décembre, à midi. La soumission devra mentionner en plus les intérêts accrus et devra être accompagnée d'un chèque accepté représentant 1% de la soumission.

Le secrétaire,

4513 J. RUEL.

Avis public est par le présent donné que la cité de Sorel recevra jusqu'à quatre heures P. M., vendredi, le 17 décembre prochain, au bureau du soussigné, des soumissions cachetées et marquées "Soumissions pour débentures" pour ses débentures au montant de \$80,000.00, émises en vertu du règlement No 373, approuvé par le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Ces débentures sont datées du 1er octobre 1920, remboursables à dix ans, à la Banque Nationale, à Montréal ou à Sorel et portant 6% d'intérêt payable aux mêmes endroits, les premiers avril et octobre; dénominations de \$1,000 \$500 et \$100.

Un chèque accepté, représentant un pour cent du montant de l'émission, devra accompagner les soumissions, lequel ne sera remis au soumissionnaire dont l'offre sera acceptée qu'après l'exécution du contrat.

Aucune soumission ne sera nécessairement acceptée, et toutes les soumissions devront spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts accrus au moment de leur livraison.

Ces soumissions seront prises en considération à une séance publique du susdit conseil qui sera tenue le 17 décembre prochain, à huit heures du soir ou à un ajournement d'icelle.

Donné à Sorel, en l'hôtel-de-ville, ce 25 novembre 1920.

Le greffier de la cité,

4283-49-2 A.-O. CARTIER.

Province de Québec, village de Saint-Jérôme-de-Matane.

Avis public est par les présentes donné que la corporation du village de Saint-Jérôme-de-Matane demande des soumissions écrites pour les obligations municipales suivantes: \$100,000. 6% d'intérêt, échéant le 1er novembre 1925, payables semi-annuellement à Matane, Québec et Montréal.

Le prix des soumissions devra comprendre le montant de l'impression des débentures ainsi que les intérêts courus à la date de la livraison. La corporation ne s'engage pas à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Les soumissions seront reçues jusqu'à 5 heures p.m., le 20 décembre courant. Elles seront aussi prises en considération à une séance du conseil tenue à cette date, ou à une autre date qui conviendra au conseil. Chaque soumission devra être

Tenders

The municipality of the village of Bienville will receive tenders for the purchase of \$25,000 of debentures issued under the authority of the loan-by-law No. 115. The said debentures will mature in 10 years, redeemable by series with interest at six per cent dated the 1st May, 1920.

The tenders will be received at the office of the secretary until the 27th December, at noon. The tenders must include accrued interest and be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the tender.

J. RUEL,

Secretary.

Public notice is hereby given that the city of Sorel will receive until four o'clock P. M., on Friday, the 17th of December next, at the office of the undersigned, tenders sealed and endorsed as follows: "Tenders for Debentures" for debentures at the amount of \$80,000.00, issued in virtue of its by-law No. 373, approved by the lieutenant governor in Council.

These debentures are dated October 1st, 1920, payable in ten years, at la Banque Nationale in Montreal or in Sorel, and bearing interest at 6% per annum, payable at the same places, October and April first; denominations of \$1,000., \$500. and \$100.00.

Tenders must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the issue, which will be given back to the tenderer whose tender is accepted only after his contract is fulfilled.

None of the tenders will be necessarily accepted, and every tender must specify whether the price offered includes or not the accrued interest on the bonds at the time of their delivery.

Tenders will be considered at a public sitting of the said council which will be held on the 17th of December 1920, at eight o'clock in the evening or at an adjournment of the said meeting.

Given at Sorel, in the city hall, this 25th day of November, 1920.

A.-O. CARTIER,
City clerk.

Province of Quebec, village of Saint-Jérôme-de-Matane.

Public notice is hereby given that the corporation of the village of Saint-Jérôme-de-Matane will receive written tenders for the following municipal debentures: \$100,000. bearing interest at 6%, maturing the 1st November, 1925, payable semi-annually at Matane, Quebec and Montreal.

The price of the tenders must include the cost of printing the debentures together with a accrued interest at the time of delivery. The lowest or any tender not necessarily accepted by the corporation.

The tenders will be received until 5 o'clock p.m., the 20th of December instant. They will be taken under consideration at a sitting of the council held on that date or on any other date which may suit the council. Every tender must

accompagnée d'un chèque accepté, représentant au moins 5% de l'émission totale.

Donné à Matane, ce premier jour de décembre 1920.

Le secrétaire-trésorier,
4371—49-2 J.-E. GAGNON.

be accompanied with an accepted cheque representing no less than 5% of the total issue.

Given at Matane, this first day of December, 1920.

J.-E. GAGNON,
4372—49-2 Secretary Treasurer.

Ventes par licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe, le 1er décembre 1920, dans une cause No 556, dans laquelle Eugène Soly, bourgeois, de la ville d'Acton-Vale, district de Saint-Hyacinthe, est demandeur; et Dame Exilda Mathurin, épouse commune en biens de Adolphe Forcier, et ce dernier tant personnellement comme chef de la communauté existant entre lui et sadite épouse, que pour autoriser sadite épouse à ester en justice aux fins des présentes, tous deux de Manchester, Etats-Unis d'Amérique; Elizabeth Mathurin, veuve Mongeon, Etats-Unis d'Amérique; Victorine Mathurin, veuve d'Uldège Coutu, de Manchester, Etats-Unis d'Amérique; Joseph Mathurin, de Lewiston, Etats-Unis d'Amérique; Louis Mathurin, de Attleboro, Etats-Unis d'Amérique; E.-J. Mathurin, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François; Armand Mathurin, ci-devant du même lieu et maintenant aux Etats-Unis d'Amérique, et Eugène Mathurin, d'un endroit inconnu, aux Etats-Unis d'Amérique, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: 1. Un emplacement situé en la ville d'Acton-Vale et connu et désigné comme étant les lots Nos 55 et 56 du cadastre officiel du village d'Acton-Vale, sans bâtisse; et 2. Un emplacement situé en la ville d'Acton-Vale et connu et désigné comme étant les lots Nos 289, 292 et 293 du cadastre officiel du village d'Acton-Vale—avec bâtisses dessus érigées. Lesdits immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATRE FFVRIER 1921, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de Justice de Saint-Hyacinthe, à DIX heures de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et, que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les procureurs du demandeur,
FONTAINE & CHAGNON.
Saint-Hyacinthe, 6 décembre 1920. 4463—50-2

Canada, province de Québec, district de Hull, Cour supérieure, No 4642.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Hull, dans le district de Hull, le 21ème jour de février 1919, dans une cause dans laquelle Dame Rosalie Séguin, épouse judiciairement séparée de biens de Joseph Villeneuve, voiturier, et ledit Joseph Villeneuve aux présentes pour autoriser sadite épouse; Dame Angèle Séguin, épouse commune en biens de Guillaume Migne-

Sales by licitation

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Saint-Hyacinthe, district of Saint-Hyacinthe, on the 1st day of December, 1920, in a cause No. 556, in which Eugène Soly, yeoman, of the town of Acton-Vale, district of Saint-Hyacinthe, is plaintiff, and Dame Exilda Mathurin, wife common as to property of Adolphe Forcier, and the latter as personally as chief of the community existing between him and his wife as to authorize and assist his said wife to these presents, both of Manchester, United States of America; Elizabeth Mathurin, widow Mongeon, United States of America; Victorine Mathurin, widow of Uldège Coutu, of Manchester, United States of America; Joseph Mathurin, of Lewiston, United States of America; Louis Mathurin, of Attleboro, United States of America; E.-J. Mathurin, of the city of Sherbrooke, district of Saint-François, Armand Mathurin, heretofore of the same place and now in United States of America, and Eugène Mathurin, of unknown place, in the United States of America, are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit: 1. A piece of land situated in the town of Acton-Vale, and known as being the lots Nos. 55 and 56 of the official cadastre of the village of Acton-Vale—without building; and 2. A piece of land situated in the town of Acton-Vale and known as being the lots Nos. 289, 292 and 293 of the official cadastre of the village of Acton-Vale—with the buildings thereon erected. The properties above described will be put up to auction an adjudged to the last and highest bidder, on the FOURTH of FEBRUARY, 1921, sitting the Court, in the Court room of the Court House in Saint-Hyacinthe, at TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at last twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

FONTAINE & CHAGNON,
Attorneys for plaintiff.
Saint-Hyacinthe, 6th December, 1920.
4464—50-2

Canada, Province of Québec, district of Hull, Superior Court, No. 4642.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Hull, in the district of Hull, on the 21st day of February, 1919, in a cause in which Dame Rosalie Séguin, wife judicially separated as to property of Joseph Villeneuve, carrier, and the said Joseph Villeneuve to authorize his said wife for the purposes hereof; Dame Angèle Séguin, wife common as to property of Guillaume

ron, journalier, et ledit Guillaume Migneron aux présentes, tant personnellement que pour autoriser sadite épouse ; Dame Scholastique Séguin, épouse commune en biens de Ovide Pelletier, journalier, et ledit Ovide Pelletier tant personnellement que pour autoriser sadite épouse ; Dame Zéphirine Séguin, épouse commune en biens de Edouard Letang, journalier, et ledit Edouard Letang aux présentes, tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, tous de la Pointe-Gatineau, district de Hull, P.Q., sont demandeurs ; contre Dame Clarisse Séguin, épouse commune en biens de Georges Homier, journalier, et ledit Georges Homier aux présentes tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, et David Séguin, batelier, tous de la Pointe-Gatineau, district de Hull, P.Q., sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1. Tous les droits, titres et intérêts dans tout ce lot de terre connu et désigné au plan, livre de renvoi et cadastre du village de la Pointe-Gatineau, comme le lot quatre cent soixante-sept — avec les bâtisses dessus construites.

2. Tous les droits, titres et intérêts dans la partie centre du lot quatre cent soixante-quatre des plan, livre de renvoi et cadastre du village de la Pointe-Gatineau, laquelle partie de lot est entre la continuation de la ligne est et ouest du susdit lot numéro quatre cent soixante-sept du cadastre du village de la Pointe-Gatineau, jusqu'à la clôture existant actuellement et qui peut être autrement décrit comme borné au sud par la balance du lot quatre cent soixante-sept à l'est, au nord et à l'ouest par partie du même lot.

Les immeubles ci-dessus décrits seront mis à l'enchère, adjugés et vendus au plus offrant et dernier enchérisseur, le TREIZIÈME jour de JANVIER mil neuf cent vingt-un, par licitation, à la salle d'audience, au Palais de justice, en la cité de Hull, sujets aux conditions et clauses indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe de la Cour supérieure, avec le protonotaire de ladite Cour ; et toutes oppositions à fin d'annuler, à fin de charge et à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe de ladite Cour, au Palais de justice, à Hull, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

Hull, le 6 décembre 1920.

Les procureurs du défendeur, David Séguin,
4507—50-2 DEVLIN & STE-MARIE.

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 6499.

Joseph Ross, de l'endroit appelé Saint-Paul-des-Capucins, dans la paroisse de Saint-Edouard-des-Méchins, cultivateur, demandeur ; vs Marie Léa, *alias* Maria Ross, épouse commune en biens d'Auguste St-Pierre, ouvrier, et le dit Auguste St-Pierre, mis-en-cause pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes, absent aux Etats-Unis d'Amérique ; Marie-Agnès *alias* Albertine Ross, épouse commune en biens de Gaudias Lagacé, ouvrier, et le dit Gaudias Lagacé mis-en-cause pour fins d'autoriser et d'assister sa dite épouse pour les présentes, absent aux Etats-Unis d'Amérique ; Marie-Laure Ross, fille majeure usant de ses droits absente aux Etats-Unis d'Amérique, et Conrad Ross, aussi ouvrier, absent aux Etats-Unis d'Amérique, défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Rimouski, dans le district de Rimouski, rendu le 27 octobre 1920, dans une cause dans laquelle Joseph Ross, de l'endroit appelé Saint-Paul-des-Capucins, dans la paroisse de Saint-Edouard-des-Méchins, cultivateur, est demandeur ; et Marie-Léa *alias* Maria Ross, épouse commune en biens d'Auguste

Migneron, laborer, and the said Guillaume Migneron, both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof ; Dame Scholastique Séguin, wife common as to property of Ovide Pelletier, laborer, and the said Ovide Pelletier, both personally and to authorize his said wife ; Dame Zéphirine Séguin, wife common as to property of Edouard Letang, laborer, and the said Edouard Letang, both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, all of Pointe-Gatineau, district of Hull, P.Q., are plaintiffs ; against Dame Clarisse Séguin, wife common as to property of Georges Homier, laborer, and the said Georges Homier, both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, and David Séguin, bateaman, all of Pointe-Gatineau, district of Hull, P.Q., are defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit :

1. All the rights, titles and interests in all that lot of land known and designated on the plan, book of reference and cadastre of the village of Pointe-Gatineau, as the lot four hundred and sixty seven—with the buildings thereon erected.

2. All the rights, titles and interests in the centre part of the lot four hundred and sixty four on the plan, book of reference and cadastre of the village of Pointe-Gatineau, which part of lot is between the continuation of the east and west line of the aforesaid lot number four hundred and sixty seven of the cadastre of the village of Pointe-Gatineau, as far as the fence presently existing and that may be otherwise described as bounded on the south by the balance of the lot four hundred and sixty seven, on the east, on the north and on the west by part of the same lot.

The hereinabove described immoveables will be put up at auction, adjudged and sold to the highest and last bidder, on the THIRTEENTH day of JANUARY, one thousand nine hundred and twenty one, by licitation, in the Court room of the Court House, in the city of Hull, subject to the conditions and clauses contained in the list of charges deposited in the Greffe of the Superior Court with the prothonotary of the said Court ; and any opposition to annul, to secure charges and to withdraw to be made to the said licitation must be filed at the Greffe of the said Court in the Court House of Hull, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Hull, 6th December, 1920.

DEVLIN & STE-MARIE,
Attorneys for defendant, David Séguin.
4508—50-2

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 6499.

Joseph Ross, of the place called Saint-Paul-des-Capucins, in the parish of Saint-Edouard-des-Méchins, farmer, plaintiff ; vs Marie-Léa *alias* Maria Ross, wife common as to property of Auguste St-Pierre, workman, and the said Auguste St-Pierre *mis-en-cause* to authorize and assist his said wife for the purposes hereof, absent in the United States of America ; Marie-Agnès *alias* Albertine Ross, wife common as to property of Gaudias Lagacé, workman, and the said Gaudias Lagacé *mis-en-cause* to authorize and assist his said wife for the purpose hereof, absent in the United States of America ; Marie-Laure Ross, spinster in the full exercise of her rights, absent in the United States of America, and Conrad Ross, workmen, also absent in the United States of America, defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Rimouski, in the district of Rimouski, rendered on the 27th October, 1920, in a cause wherein Joseph Ross, of the place called Saint-Paul-des-Capucins, in the parish of Saint-Edouard-des-Méchins, farmer, is plaintiff, and Marie-Léa *alias* Maria Ross, wife common as to

St-Pierre, ouvrier, et le dit Auguste St-Pierre mis-en-cause pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes, absent aux Etats-Unis d'Amérique; Marie-Agnès alias Albertine Ross, épouse commune en biens de Gaudias Lagacé, ouvrier, et le dit Gaudias Lagacé mis-en-cause pour fins d'autoriser et assister sa dite épouse pour les présentes, absent aux Etats-Unis d'Amérique; Marie-Laure Ross, fille majeure usant de ses droits, absente aux Etats-Unis d'Amérique et Conrad Ross, aussi ouvrier, absent aux Etats-Unis d'Amérique, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir : le lot No 22, 1er rang, canton Romieux, lequel dit lot a une largeur d'environ 2 acres sur 25 de profondeur, et est borné au nord au fleuve Saint-Laurent, au sud au fronteau, entre le 1er et le 2ième rang, à l'est à la propriété de Joseph Barriau et à l'ouest à celle de Joseph Bonneau, ainsi que les maisons, écurie, granges et dépendances sus-construites. L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATORZIEME jour de FEVRIER 1921, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Rimouski, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charges ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Rimouski, 7 décembre 1920.

Les procureurs du demandeur, Joseph Ross,
4511½ SASSEVILLE & GAGNON.

property of Auguste St-Pierre, workman, and the said Auguste St-Pierre mis-en-cause to authorize and assist his said wife for the purposes hereof, absent in the United States of America; Marie-Agnès alias Albertine Ross, wife common as to property of Gaudias Lagacé, workman, and the said Gaudias Lagacé mis-en-cause to authorize and assist his said wife for the purposes hereof, absent in the United States of America; Marie-Laure Ross, spinster in the full exercise of her rights, absent in the United States of America, and Conrad Ross, workman, also absent in the United States of America, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit: the lot No. 22, 1st range, Romieux township, which said lot measures about 2 acres by 25 in depth, and is bounded on the north by the River Saint-Lawrence, on the south by the front line between the 1st and 2nd range on the east to the property of Joseph Barriau and on the west by that of Joseph Bonneau, together with the houses, stable, barns and dependencies thereon erected. The immoveable above described will be put up at auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FOURTEENTH day of FEBRUARY, 1921, sitting the Court, in the Court House of Rimouski, subject to the charges, clauses and conditions of sale deposited in the office of the prothonotary of said Court; and that all oppositions to annul or to withdraw relating to the said licitation must be deposited and filed in the office of the said Court at least twelve days before the date fixed as above mentioned for the sale and adjudication; and that all oppositions for payment must be filed and deposited at least six days after the adjudication; and in default of the parties interested to file such oppositions within the delays above mentioned by these presents, they shall be foreclosed from the right of so doing.

Rimouski, 7th December, 1920.

SASSEVILLE & GAGNON,
4512½—50-2 Attorneys for plaintiff, Joseph Ross.

VENTES PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

Arthabaska, à savoir : } BENJAMIN DE-
No 1189. } MERS, deman-
deur; vs ERNEST BOISSONNEAU, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre connue et désignée comme étant le lot No 10 du cadastre officiel fait pour le 6e rang du canton de Nelson, comté de Mégantic, contenant environ deux cents acres en superficie; bornée au nord-est par le lot No 9 et au sud-ouest par le lot No 11, qui tous deux appartiennent au Révd curé Houde, sur la profondeur du rang six—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anastasia-de-Nelson, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain (1921), à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 3 décembre 1920.

[Première publication, 11 décembre 1920]

4433—50-2

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Arthabaska, to wit: } BENJAMIN DE-
No. 1189. } MERS, plaintiff;
vs ERNEST BOISSONNEAU, defendant.

As belonging to said defendant:

A piece of land known and designated as being the lot No 10 of the official plan and book of reference made for the 6th range of the township of Nelson, in the county of Mégantic, containing about 200 acres in superficies; bounded on the north east side by lot No. 9 and on the south west side by lot No. 11, which both lots belonging to the Revd. Mr. Houde, parish priest, upon the depth of the 6th range—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Anastasia de Nelson, on the TWELFTH day of JANUARY next (1921), at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

J.-E. GIROUARD,

Sheriff.

Arthabaska, 3rd December, 1920.

[First publication, 11th December, 1920]

4434—50-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **THOMAS DROUIN**,
 No 5075. } demandeur ; contre
AUGUSTIN ROY ET AL, défendeurs.

1. Un certain terrain ou emplacement, à détacher de la terre du bailleur, située en la paroisse de L'Enfant-Jésus-de-Beauce, par le côté nord-est de la rivière Chaudière, portant le numéro sept cent soixante et dix (part. 770) du cadastre officiel de Saint-Joseph-de-Beauce, contenant ledit emplacement quarante-cinq pieds de front, sur cent quatorze pieds de profondeur, le tout mesure anglaise; borné en front au sud-ouest à la rue Royal, en arrière au terrain du chemin de fer "Le Québec Central", joignant au sud-est à trois pieds de l'emplacement de M. Alphonse Cliche et au nord-ouest à l'emplacement d'Augustin Roy—avec maisons et bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; à la charge d'une rente annuelle foncière de \$10.00, selon bail à rente devant M^{re} Gosselin, enregistré ;

2. Un certain terrain ou emplacement situé à l'Enfant-Jésus, Beauce, côté sud-ouest de la rivière Chaudière étant et faisant partie du numéro quinze du cadastre officiel de Saint-Joseph, maintenant de l'Enfant-Jésus, étant de quarante-cinq pieds de front sur deux cent trente-sept pieds de profondeur du côté nord-ouest à la ligne de Lucipe Grondin et deux cent trente-trois pieds et demi du côté sud-est à la ligne de Noel Jacques et de Thomas Vachon ; borné comme suit : du côté nord-est à l'ancien chemin appartenant à Joseph-P. Nadeau, du côté sud-est à Thomas Vachon et Noel Jacques, du côté sud-ouest à Joseph-P. Nadeau, côté nord-ouest à Lucipe Grondin, formant une superficie de 10,575 pds—avec maisons et bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; sujet à une rente foncière annuelle de \$14.50 audit M. Nadeau et selon ledit acte.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de l'Enfant-Jésus, le ONZE JANVIER prochain 1921, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph, Beauce, 1er décembre 1920.

[Première publication, 11 décembre 1920]

4435—50-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **THOMAS DROUIN**,
 No. 5075. } plaintiff ; against
AUGUSTIN ROY ET AL, defendants.

1. A certain lot of land or emplacement, to be detached from the land of the lessor, situate in the parish of L'Enfant-Jésus-de-Beauce, by the northeast side of the Chaudière River, bearing the number seven hundred and seventy (part. 770) of the official cadastre of Saint-Joseph-de-Beauce, containing forty five feet in front by one hundred and fourteen feet in depth, the whole English measure ; bounded in front to the southwest by Royal street, in rear by the land of the Quebec Central Railway, on the south east at a distance of three feet from the emplacement of Alphonse Cliche and on the northwest by the emplacement of Augustin Roy—with the houses and buildings thereon erected, circumstances and dependencies—subject to an annual ground rent of \$10.00, as per lease before M^{re} Gosselin, registered ;

2. A certain lot of land or emplacement situate at L'Enfant-Jésus-de-Beauce, southeast side of the Chaudière River, being and forming part of the number fifteen of the official cadastre of Saint-Joseph, now L'Enfant-Jésus, measuring forty five feet in front by two hundred and thirty seven feet in depth, on the north-west side on the line of Lucipe Grondin and two hundred and thirty three feet and a half on the southeast side on the line of Noel Jacques and Thomas Vachon ; bounded as follows : on the northeast side by the old road belonging to Joseph-P. Nadeau, on the southeast side by Thomas Vachon and Noel Jacques, on the south west side by Joseph-P. Nadeau and on the northwest side by Lucipe Grondin, making an area of 10,575 feet—with the houses and buildings thereon erected—circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of \$14.50 to the said Mr. Nadeau as per deed.

To be sold at the church door of the parish of L'Enfant-Jésus, on the ELEVENTH day of JANUARY next, 1921, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff

Saint-Joseph, Beauce, 1st December, 1920.

[First publication, 11th December, 1920]

4436—50-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **DAME ALBERTINE**
 No 4974. } **RACINE**, deman-
 deresse ; contre **LEO GODBOUT**, défendeur.

Un emplacement au village de Sainte-Justine, contenant soixante-quinze pieds de front par cent quarante-un pieds de profondeur, plus ou moins, faisant partie du lot numéro vingt-six D (26d) du cadastre pour le huitième rang, canton Langevin—avec bâtisses et dépendances ; borné en front au nord par le chemin public, à l'est par Evangéliste Lachance, au sud et à l'ouest par Philibert Tanguay, comme appartenant à Léo Godbout par titre, le 2 novembre 1917, enregistré à Dorchester No 47534.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Justine, le VINGT-UNIEME

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **DAME ALBERTINE**
 No. 4974. } **RACINE**, plaintiff ;
 against **LEO GODBOUT**, defendant.

An emplacement in the village of Sainte-Justine, containing seventy five feet in front by one hundred and forty one feet in depth, more or less, forming part of the lot number twenty six D (26d) of the cadastre for the eighth rang of Langevin township—with the buildings and dependencies thereon ; bounded in front to the north by the public road, on the east by Evangeliste Lachance, on the south and west by Philibert Tanguay, as belonging to Leo Godbout, by deed dated the 2nd November, 1917, registered at Dorchester under No. 47534.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Justine, on the TWENTY FIRST

jour de DECEMBRE 1920, à DIX heures de l'avant-midi.

St-Joseph, Beauce, 17 novembre 1920.
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT, Shérif.
[Première publication, 20 novembre 1920]
4145-47-2

day of December, 1920, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. GUSTAVE GARANT, Sheriff.
Saint-Joseph, Beauce, 17th November, 1920.
[First publication, 20th November, 1920]
4146-47-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Beauharnois, à savoir : } ALFRED
No 2546. } MON-
demandeur ; vs JOSEPH BARBEAU, défendeur. PETIT,

Saisi comme appartenant audit défendeur :

La jouissance et usufruit la vie durant de Joseph Barbeau et de Dame Zéphirina Sénécal, son épouse, et du survivant d'eux, tous deux de la paroisse de Sainte-Martine, laquelle jouissance existe en vertu d'un acte de donation consenti par ces derniers en faveur de Zéphirine Barbeau, et passé le 7 décembre 1913, devant J.-D.-S. Tremblay, notaire, et enregistré sous le numéro 38646 au bureau d'enregistrement du comté de Chateauguay, d'un terrain situé dans la paroisse de Sainte-Martine et portant le numéro quatre cent cinquante-un (No 451) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Sainte-Martine—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Martine, JEUDI, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain 1920, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-O. THISDALE.
Salaberry-de-Valleyfield, 16 novembre 1920.
[Première publication, 20 novembre 1920]
4195-47-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Beauharnois, to wit : } ALFRED
No. 2546. } MONT-
plaintiff ; vs JOSEPH BARBEAU, defendant. PETIT,

Seized as belonging to the said defendant :

The enjoyment and usufruct during the lifetime of Joseph Barbeau and Dame Zéphirina Sénécal, his wife and of the survivor, both of the parish of Sainte-Martine, said enjoyment existing under and by virtue of a deed of donation assented to by the latter in favor of Zéphirine Barbeau and passed on the 7th December, 1913, before J.-D.-S. Tremblay, notary, and registered under the number 38646 at the registry office of the county of Chateauguay, of a lot of land situate in the parish of Sainte-Martine and bearing the number four hundred and fifty one (No. 451) of the official plan and book of reference of said parish of Sainte-Martine—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Martine, on THURSDAY, the TWENTY THIRD day of DECEMBER next, 1920, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-O. THISDALE, Sheriff.
Salaberry-de-Valleyfield, 16th November, 1920.
[First publication, 20th November, 1920]
4196-47-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir : } DAME GEOR-
No 6927. } GIANNA
DIONNE, de la paroisse de Saint-Mathias-de-Cabano, comté de Témiscouata, veuve de feu Ignace Desjardins, en son vivant cultivateur du même lieu, demanderesse ; contre ALFRED ROY dit DESJARDINS, des cité et district de Montréal, défendeur.

Comune appartenant audit défendeur :

Un lot de terre d'environ trois arpents en superficie, faisant partie d'une terre connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis de Ha ! Ha ! sous le numéro trois (No 3) ; borné au nord-ouest à Octave Landry ou représentant, au sud-est partie à Damas Leclerc ou représentant et partie à Dame Hélène Collins, au sud-ouest à l'ancien chemin de Témiscouata, au nord-est partie à veuve Arthur Leblanc et à Onésime Beaulieu ou représentant—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathias-de-Cabano, le VINGT-

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit : } DAME GEORGIAN-
No. 6927. } NA DIONNE,
of the parish of Saint-Mathias-de-Cabano, county of Témiscouata, widow of the late Ignace Desjardins, in his lifetime farmer, of the same place, plaintiff ; against ALFRED ROY alias DESJARDINS, of the city and district of Montreal, defendant.

As belonging to said defendant :

A lot of land of about three arpents in superficies, forming part of a land known and designated on the official cadastre of the parish of Saint-Louis de Ha ! Ha ! under the number three (No.3) ; bounded on the northwest by Octave Landry or representative, on the south east partly by Damas Leclerc or representative and partly by Dame Helene Collins, on the southwest by the old Témiscouata road, on the northeast partly by widow Arthur Leblanc and by Onésime Beaulieu or representative — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Mathias-de-Cabano, on the TWENTY

DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, 1920, à ONZE heures et DEMIE de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, 17 novembre 1920.
[Première publication, 20 novembre 1920]
4147-47-2

SECOND day of DECEMBER next, 1920, at HALF PAST ELEVEN of the clock in the forenoon

Sheriff's office, J.-O. GIRARD,
Sheriff.
Rivière du Loup, 17th November, 1920.
[First publication, 20th November, 1920]
4148-7-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L** A CITÉ DE LACHINE, No 924. } **N** E, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires dans la cité de Lachine, district de Montréal, demanderesse ; contre JOSEPH-ALBERT-PIERRE DESCARRIES, défendeur.

1. De la partie est du lot No 6 de la subdivision officielle du lot 1B des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, mesurant 22 pds et 6 pes de largeur par 99 pds et 2 pes de profondeur dans la ligne ouest et 99 pds et 5 pes dans la ligne est, formant une superficie d'environ 2230 pds; borné en front par la rue Broadway, en arrière vers le sud par le lot No 1 B-11 desdits plan et livre de renvoi, d'un côté vers l'est par le lot 1 B-7 desdits plan et livre de renvoi et de l'autre côté vers l'ouest par le résidu du lot 1 B-6—sans bâtisse ;

2. Du lot No 7 de la subdivision officielle dudit lot No 1-B des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine, dans le comté Jacques-Cartier; borné en front au nord par la rue Broadway, d'un côté vers l'est par la 44ème avenue, au sud par le lot No 11 de la subdivision du lot 1-B et à l'ouest par le lot No 6 de la subdivision du lot 1-B—sans bâtisse.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 7 décembre 1920. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 11 décembre 1920]
4497-50-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **T** HOMAS DUCHARME, No 536. } **N** OTE, notaire, des cité et district de Montréal, demandeur ; vs JOSEPH-ISIDORE LANGLOIS, des cité et district de Montréal, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné sous le No 303, de la subdivision officielle du lot numéro vingt-neuf (29) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, ayant front sur la rue Duquesne.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 7 décembre 1920. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 11 décembre 1920]
4501-50-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **D** AME OLIVINE DAVIS, No 1689. } **V** ID, de la ville de Montréal-Nord, veuve de Ferdinand Germain,

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **T** HE CITY OF LACHINE, No. 924. } **A** body politic and corporate, having its place of business in the city of Lachine, district of Montreal, plaintiff ; against JOSEPH ALBERT PIERRE DESCARRIES, defendant.

1. The east part of the lot No. 6 of the official subdivision of the lot 1B of the official plan and book of reference of the town of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, measuring 22 ft and 6 inches in width by 99 ft and 2 inches in depth in the west line and 99 ft and 5 inches in the east line, forming a superficies of about 2230 ft ; bounded in front by Broadway street, in rear towards the south by the lot 1 B-11 of said plan and book of reference, on one side towards the east by the lot 1 B-7 of said plan and book of reference and on the other side by the residue of the lot 1 B-6—without building ;

2. The lot No. 7 of the official subdivision of said lot No. 1-B of the official plan and book of reference of the town of Lachine, in the county of Jacques-Cartier; bounded in front on the north by Broadway street, on one side towards the east by the 44th avenue, on the south by the lot No. 11 of the subdivision of the lot 1B and on the west by the lot No. 6 of the subdivision of the lot 1B—without building.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 7th December, 1920. Sheriff.
[First publication, 11th December, 1920]
4498-50-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **T** HOMAS DUCHARME, No. 536. } **N** OTE, notary, of the city and district of Montreal, plaintiff ; vs JOSEPH-ISIDORE LANGLOIS, of the city and district of Montreal, defendant.

A lot of land known and designated under the No. 303 of the official subdivision of the lot number twenty nine (29) on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, fronting on Duquesne street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 7th December, 1920. Sheriff.
[First publication, 11th December, 1920]
4502-50-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **D** AME OLIVINE DAVIS, No. 1689. } **V** ID, of the town of Montreal, North, widow of Ferdinand Germain,

en son vivant cultivateur, du même lieu, en sa qualité de tutrice aux enfants mineurs issus de son mariage avec ledit Ferdinand Germain, demanderesse; contre OCTAVE-VALIDA-ALFRED EMOND, manufacturier, de la cité de Montréal, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Sanguinet, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le No six cent quatre-vingt-quatre (684) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, contenant quarante-sept (47) pieds de largeur sur la profondeur de quatre-vingt-cinq (85) pieds, le tout, plus ou moins, sans garantis de mesure précise—avec les bâtisses dessus érigées, portant le No civique 250 de la rue Sanguinet.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain, à MIDI.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 7 décembre 1920. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 11 décembre 1920]
4499—50-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **H**OME LOAN AND
No 1959. } **M**ORTGAGE
COMPANY, LIMITED, corporation légale dûment constituée sous l'empire de la loi de la province de la Colombie Anglaise, dont le siège social et la principale place d'affaires sont dans la cité de Vancouver, dite province, demanderesse; contre **H**IRSCH BORTZ ALIAS NATHAN BORTZ ET MYRE BORTZ, tous deux des cité et district de Montréal, défendeurs.

Les emplacements, dans les cité et district de Montréal, faisant partie du lot numéro deux cent onze des plan et livre de renvoi officiels du village constitué de Côte de la Visitation, et plus particulièrement décrits audit plan officiel comme étant les subdivisions numéros vingt-deux et vingt-trois dudit lot officiel (211-22 et 23) ayant front sur l'avenue Papineau,—avec les bâtisses qui se trouvent sur ledit lot de a division numéro 23.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité et le district de Montréal, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 7 décembre 1920. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 11 décembre 1920]
4511—50-2

MANDAT DE CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **P**.-H. DUFRESNE, cu-
No 99. } **P**.-rateur aux biens de
Louis Dufour dit Latour, failli; et DAME IDA MEYER, requérante.

Un emplacement ayant front sur le boulevard Saint-Joseph, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro 25 de la subdivision officielle du lot numéro 15 des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 17 novembre 1920. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 20 novembre 1920]
4157—47-2

in his lifetime farmer, of the same place, in her quality of tutrix to the minor children issued from her marriage with the said Ferdinand Germain, plaintiff; against OCTAVE-VALIDA-ALFRED EMOND, manufacturer, of the city of Montreal, defendant.

An emplacement fronting on Sanguinet street, in the city of Montreal, known and designated under the number six hundred and eighty four (684) of the official plan and book of reference of Saint-Louis ward, of the city of Montreal, containing forty seven (47) feet in width by eighty five (85) feet in depth, the whole more or less, without warranty as to precise measurements—with the buildings thereon erected, bearing civic number 250 in Sanguinet street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, at TWELVE o'clock noon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 7th December, 1920. Sheriff.
[First publication, 11th December, 1920]
4500—50-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **H**OME LOAN AND
No. 1959. } **M**ORTGAGE
COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate duly incorporated under the law of the Province of British Columbia, having its head office and chief place of business are in the city of Vancouver, said Province, plaintiff; against **H**IRSCH BORTZ ALIAS NATHAN BORTZ AND MYRE BORTZ, both of the city and district of Montreal, defendants.

Those certain emplacements, in the city and district of Montreal, forming part of lot number two hundred and eleven on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote de la Visitation, and more particularly described on said official plan as subdivisions numbers twenty two and twenty three of said official lot (211-22 and 23) fronting on Papineau avenue, together with the buildings on said subdivision lot number 23.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 7th December, 1920. Sheriff.
[First publication, 11th December, 1920]
4512—50-2

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **P**.-H. DUFRESNE, cu-
No. 99. } **P**.-rator to the pro-
perty of Louis Dufour dit Latour, insolvent; and DAME IDA MEYER, petitioner.

An emplacement fronting on Boulevard Saint-Joseph, in the city of Montreal, known and designated as being the number 25 of the official subdivision of the lot number 15 on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Montreal, 17th November, 1920. Sheriff.
[First publication, 20th November, 1920]
4158—47-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **MASSON & BIL-**
 No 2329. } **LETTE**, deman-
 deurs ; contre **ANDRE DEHAAF**, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Grand Boulevard, quartier Notre-Dame-de-Grâces, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le lot numéro un de la resubdivision officielle du lot numéro deux cent cinquante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-trois (163-252-1), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, de la contenance de vingt-deux pieds de largeur par soixante-quatorze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites portant le numéro civique 67 de la dite rue Grand Boulevard.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à MIDI.

Bureau du shérif, Le shérif,
 L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 17 novembre 1920.

[Première publication, 20 novembre 1920]
 4159—47-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **J.-OMER LEBUIS**, de-
 No 969. } **J.** mandeur vs **ALBA-**
NI OUELLETTE, défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse Saint-Joseph-de-Soulanges, et connu comme faisant partie du lot numéro cent quarante-quatre des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse Saint-Joseph-de-Soulanges, contenant, ledit emplacement, cent trente-deux pieds de largeur par toute la profondeur existant depuis le chemin public jusqu'au fleuve Saint-Laurent ; tenant, ledit emplacement, au nord-ouest, au chemin public, en arrière au sud-est, au fleuve Saint-Laurent, du côté nord-est à un chemin public qui conduit au quai, et du côté sud-ouest au terrain de Ovila Seguin—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph-de-Soulanges, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
 Montréal, 17 novembre 1920. L.-J. LEMIEUX
 [Première publication, 20 novembre 1920]
 4161—47-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **CHARLES-A. DAIGLE**,
 No 5182. } **ES-QUALITÉ**, deman-
 deur ; vs **DAME ALBINA BOURQUE**, veuve
 de feu Joseph-Alfred Beauchamp *es-qualité*,
 défenderesse.

a. Un lot formant le coin est des rues Masson et Deuxième avenue, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le No 395 de la subdivision officielle du lot No 172 aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, contenant 2051 pieds en superficie, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage dans la ruelle desservant ledit immeuble ;

b. Quatre lots de terre situés en la cité de Montréal, à l'angle des rues Nicolet et Forsythe, et connus et désignés sous les Nos 355, 356, 357 et 358 de la subdivision officielle du lot No 22 aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **MASSON & BIL-**
 No. 2329. } **LETTE**, plaintiffs;
 against **ANDRE DEHAAF**, defendant.

An emplacement fronting on Grand Boulevard street, Notre-Dame-de-Grâces ward, of the city of Montreal, known and designated under the lot number one of the official resubdivision of the lot number two hundred and fifty two of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and sixty three (163-252-1) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty two feet in width by seventy four feet in depth, English measurement and more or less—with the buildings thereon erected bearing the civic number 67 of the said Grand Boulevard street.

To be sold at my office, in the city of Montreal on the TWENTY THIRD day of DECEMBER next, at NOON.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
 Sheriff.

Montreal, 17th November 1920.

[First publication, 20th November, 1920]
 4160—47-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **J.-OMER LEBUIS**,
 No. 969. } **J.** plaintiff ; vs **ALBA-**
NI OUELLETTE, defendant.

An emplacement situate in the parish of Saint-Joseph-de-Soulanges, and known as forming part of the lot number one hundred and forty four on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Joseph-de-Soulanges, the said emplacement containing one hundred and thirty two feet in width by the whole depth existing from the public road to the river Saint Lawrence ; the said emplacement being bounded on the northwest by the public road, in the rear to the southeast by the river St. Lawrence, on the northeast side by a public road leading to the wharf, and on the south west side by the land of Ovila Seguin—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Joseph-de-Soulanges, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
 Sheriff.
 Montreal, 17th November, 1920. Sheriff.
 [First publication, 20th November, 1920]
 4162—47-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **CHARLES-A. DAIGLE**,
 No. 5182. } **ES-QUALITÉ**, plaintiff ;
 vs **DAME ALBINA BOURQUE**, widow of the
 late Joseph-Alfred Beauchamp *es-qualité*, defend-
 ant.

a. A lot forming the east corner of Masson street and Second Avenue, in the city of Montreal, known and designated under the No. 395 of the official subdivision of the lot No. 172 on the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation, containing 2051 feet in area English measurement and more or less, with right of way in the lane serving the said immovable ;

b. Four lots of land situate in the city of Montreal, at the angle of Nicolet and Forsythe streets, and known and designated under the Nos. 355, 356, 357 and 358 of the official subdivision of lot No. 22 of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 17 novembre 1920. 4165-47-2
[Première publication, 20 novembre 1920]

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir : } P.-H. DUFRESNE,
No 99a. } P. curateur aux biens
de Louis Dufour dit Latour, failli ; et DAME
LUCIE LEONARD ET VIR, requérante.

Un lot de terre situé dans le quartier Laurier, de la cité de Montréal, ayant front sur le boulevard Saint-Joseph, connu et désigné comme étant le numéro vingt-quatre de la subdivision du lot originaire numéro quinze (15-24) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis—avec droit de passage dans la ruelle sise en arrière dudit lot en commun avec les autres y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 17 novembre 1920.
[Première publication, 20 novembre 1920]
4163-47-2

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office,

L.-J. LEMEIEUX,
Sheriff.
Montreal, 17th November, 1920. 4166-47-2
[First publication, 20th November, 1920]

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit : } P.-H. DUFRESNE,
No. 99a. } P. curator to the prop-
erty of Louis Dufour dit Latour, insolvent ; and
DAME LUCIE LEONARD ET VIR, petitioner.

A lot of land situate in Laurier ward of the city of Montreal, fronting on boulevard Saint-Joseph, known and designated as being the number twenty four of the subdivision of the primitive lot number fifteen (15-24) on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint-Louis—with right of way in the lane situate at the rear of the said lot in common with the others having right therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMEIEUX,
Sheriff.
Montreal, 17th November, 1920.
[First publication, 20th November, 1920]
4164-47-2

ROBERVAL

Cour supérieure.

Province de Québec, } ALFRED VANDAL,
District of Roberval, } cultivateur, de Lac
No 2147, à savoir : Bouchette, demandeur :
vs PAUL GAGNON, ci-devant de Lac Bouchette,
et maintenant de Nashua, N. H., Etats-Unis,
défendeur.

Un certain terrain ou emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin (Lac Bouchette), mesurant soixante-quatre pieds de front au chemin public sur un arpent de profondeur, et faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quinze-A (Ptie No 15a) du cinquième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dablon ; borné comme suit, savoir : en front au chemin de front dudit rang, au sud à sieur Thomas Gagnon ou représentants, à l'ouest à sieur Pitre Julien, à l'est à Raoul Drolet, le tout tel que clôturé actuellement, avec appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin (Lac Bouchette), MARDI, le VINGT-UNIEME jour de DECEMBRE prochain (1920), à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
GEO. LEVESQUE.
Roberval, 16 novembre 1920.
[Première publication, 20 novembre 1920.]
4149-47-2

ROBERVAL

Superior court

Province of Quebec, } ALFRED VANDAL,
District of Roberval, } farmer, of Lac
No. 2147, to wit : Bouchette, plaintiff ; vs
PAUL GAGNON, heretofore of Lac Bouchette,
and now of Nashua, N. H., United States, defend-
ant, to wit :

A certain piece of land or emplacement lying and situate in the parish of Saint-Thomas-d'Aquin (Lac Bouchette), measuring sixty four feet in front on the public road by one arpent in depth, and forming part of the lot of land known and designated under the number fifteen A (Pt. No. 15a) of the fifth range, on the official cadastral plan and book of reference of Dablon township ; bounded as follows, to wit : in front by the front road of said range, on the south by Thomas Gagnon or representatives, on the west by Pitre Julien and on the east by Raoul Drolet, the whole as presently fenced in, with appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Thomas-d'Aquin, (Lac Bouchette), on TUESDAY, the TWENTY FIRST day of DECEMBER next (1920), at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
Sheriff.
Roberval, 16th November, 1920.
[First publication, 20th November, 1920.]
4150-47-2

SAINT-FRANÇOIS

PIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } ANTOINE DU-
No 486. } BREUIL, de la
cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-
François, demandeur ; contre L. COLODNY,
de la ville de Newport, dans l'état du Vermont,
un des Etats-Unis d'Amérique, défendeur.

Saisis comme appartenant audit défendeur :

1. Le lot un-A (1-A) dans le dixième (10) rang,
sur les plan et livre de renvoi officiels du canton
de Barnston ;

2. Le lot deux-B (2-B) dans le dixième (10)
rang, sur les plan et livre de renvoi officiels du
canton de Barnston ;

3. Le lot un-C (1-C) dans le neuvième (9)
rang, sur les plan et livre de renvoi officiels du
canton de Barnston—avec les bâtisses dessus
construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la pa-
roisse de Sacré-Cœur-de-Jésus (Stanstead),
MARDI, le VINGT-UNIEME jour de DECEM-
BRE 1920, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, le 17 novembre 1920.

[Première publication, 20 novembre 1920]

4151—47-2

SAINT FRANCIS

PIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } ANTOINE DU-
No. 486. } BREUIL, of the
city of Sherbrooke, in the district of Saint Fran-
cis, plaintiff ; against L. COLODNY, of the town
of Newport, in the state of Vermont, one of the
United States of America, defendant.

Seized as belonging to said defendant :

1. The lot one-A (1-A) in the tenth (10) range,
on the official plan and book of reference of the
township of Barnston ;

2. The lot two-B (2-B) in the tenth (10) range,
on the official plan and book of reference of the
township of Barnston ;

3. The lot one-C (1-C) in the ninth (9) range,
on the official plan and book of reference of the
township of Barnston—with the buildings there-
on erected.

To be sold at the church door of the parish of
Sacré-Cœur-de-Jésus (Stanstead) on TUESDAY,
the TWENTY FIRST day of DECEMBER,
1920, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

C.-E. THERRIEN,
Sheriff.

Sherbrooke, 17th November, 1920.

[First publication, 20th November, 1920]

4152—47-2

TERREBONNE

PIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Canada, } DAME M.-A. LA-
Province de Québec, } FOND ET AL, de-
District de Montréal, } mandeurs ; vs DAME
No 5080. } A. BOURQUE, défen-
deresse, à savoir :

Un certain terrain situé en la paroisse de Saint-
Placide, faisant partie du lot connu et désigné
sous le numéro soixante-douze aux plan et livre
de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Placide,
mesurant cent cinquante pieds de largeur par
toute la profondeur dudit lot ; borné en front
par la rue Saint-Charles-Borromée, en arrière
par les numéros soixante-quatorze et soixante-
seize auxdits plan et livre de renvoi, d'un côté
par une autre partie dudit lot numéro soixante-
douze, telle que décrite dans un acte de vente
consenti par ledit feu Ophnie-Louis Gadoury
à Zéphirin-Napoléon Raymond, passé devant
William-Henry Edge, notaire, le vingt-quatre
septembre mil neuf cent six, enregistré au bureau
d'enregistrement du comté des Deux-Montagnes,
le dix-sept novembre de la même année, sous le
No 26416, et de l'autre côté par une autre partie
de ce même lot appartenant à Cléophas Brisbois
—avec une grange dessus construite.

Pour être vendu à la porte de l'église catho-
lique de la paroisse de Saint-Placide, comté des
Deux-Montagnes, district de Terrebonne, le
VINGT-UNIEME jour de décembre 1920, à
DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,
J.-W. CYR.

Sainte-Scholastique, 17 novembre 1920.

[Première publication, 20 novembre 1920.]

4153—47-2

TERREBONNE

PIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, } DAME M.-A. LA-
Province of Québec, } FOND ET AL,
District of Montreal, } plaintiffs ; vs DAME-
No. 5080. } A. BOURQUE, defend-
ant, to wit :

That certain piece of land situate in the parish
of Saint-Placide, forming part of the lot known
and designated under the number seventy two,
on the official plan and book of reference of the
parish of Saint-Placide, measuring one hundred
and fifty feet in width by the whole depth of said
lot ; bounded in front, by Saint-Charles-Borro-
mée street, in rear by the numbers seventy four
and seventy six on said plan and book of reference,
on one side by another part of said lot number
seventy two, as described in a deed of sale from
said late Ophnie-Louis Gadoury to Zéphirin-
Napoléon Raymond, made before William-Henry
Edge, notary, on the twenty fourth September,
one thousand nine hundred and six, registered
at the registry office of the county of Two-
Mountains, on the seventeenth November of the
same year, under the No. 26416, and on the other
side by another part of same lot belonging to
Cléophas Brisbois—with a barn thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the
parish of Saint-Placide, county of Two-Moun-
tains, district of Terrebonne, on the TWENTY-
FIRST day of DECEMBER, 1920, at TWO
o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

J.-W. CYR,
Sheriff.

Sainte-Scholastique, 17th November, 1920.

[First publication, 20th November, 1920.]

4154—47-2

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire la nomination suivante :

Québec, le 29 novembre 1920.

MM. André Bigué, médecin, de Amos, Bernardin Desrochers et Albert Guay, de Villemarie, Hugh-S. Elliott, de Route Rurale No 2, de Shawville, le lt-col. René de la Bruère Girouard, de Témiscamingue-Station, coroner conjoint de Pontiac. 4397

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointment, viz :

Quebec, 29th November, 1920.

André Bigué, doctor of medicine, of Amos, Bernardin Desrochers and Albert Guay, of Villemarie, Hugh-S. Elliott, of Rural Delivery No. 2, of Shawville, and Lt. Col. Rene de la Bruère Girouard, of Temiscaming Station, joint coroner of Pontiac. 4398

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner.—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, }
Assistant-Procureur-
Général.

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 3236

des Statuts refondus de Québec, 1909, le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation fixer les époques auxquelles commenceront les termes de la Cour du Banc du Roi dans l'exercice de sa juridiction de première instance, en matière criminelle dans tous les districts de cette province et les changer pareillement :

ATTENDU que la date de l'ouverture du terme de la Cour du Banc du Roi dans l'exercice de sa juridiction criminelle, pour le district Kamouraska, a été fixée au 5 décembre de chaque année, mais qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice de changer, pour l'année 1921 seulement, la date de l'ouverture du prochain terme de la Cour du Banc du Roi dans l'exercice de sa juridiction criminelle, pour le district Kamouraska ;

A CES CAUSES, nous avons déclaré et ordonné, et, par les présentes déclarons et ordonnons, conformément aux dispositions de l'article 3236, des Statuts refondus de Québec, 1909, que, pour l'année 1921 seulement la date de l'ouverture du prochain terme de la Cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, dans le district Kamouraska, soit fixée au 1er février 1921 au lieu du 5 décembre 1921.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, }
Deputy Attorney
General.

WHEREAS in and by virtue of the provisions of article

3236 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the Lieutenant-Governor may, by proclamation, fix the periods at which the terms of the Court of King's Bench, Crown side, shall commence in any district, and may alter the same in like manner ;

WHEREAS the date of the opening of the term of the Court of King's Bench, Crown side, for the district of Kamouraska, has been fixed on the 5th of December of every year, but that for the proper administration of justice it is expedient to change, for the year 1921 only, the date of the opening of the next term of the Court of King's Bench, Crown side, in the district of Kamouraska ;

THEREFORE, We have declared and ordered and do hereby declare and order, in accordance with the provisions of article 3236 of the Quebec Revised Statutes, 1909, that, for the year 1921 only, the date of the opening of the next term of the Court of King's Bench, Crown side, in the district of Kamouraska, be fixed on the 1st day of February, 1921, instead of the 5th December, 1921.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Dist-

Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce SEPTIEME jour de décembre, en l'année mil neuf cent vingt de l'ère chrétienne et de Notre règne la onzième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

4493

inguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this SEVENTH day of DECEMBER, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty and in the eleventh of Our Reign.

By command
C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

4494

Lettres patentes

"J.-A. Laurin, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de novembre 1920, constituant en corporation : Aldéric Laurin, ancien boulanger ; Théophile Chaurrette, ébéniste ; et Emile Mercier, machiniste, tous trois de la ville de Sainte-Thérèse-de-Blainville, dans le comté de Terrebonne, dans les buts suivants :

Faire la fabrication et le commerce des jouets, pianos, orgues, et en général de tous les instruments de musique y compris les gramophones, phonographes et toutes autres machines parlantes ;

Manufacturer le bois en général et en faire le commerce ;

Acquérir toute entreprise similaire, les recettes ou la clientèle d'une autre compagnie ; exercer tous les pouvoirs corollaires à ceux qui font l'objet principal de la demande ; acheter des brevets, franchises et les exploiter et en disposer ; entrer en société avec toute compagnie ou personne pour le partage des intérêts, des profits, pour la coopération ; faire des prêts d'argent pour garantir les contacts faits par toutes personnes ou compagnies ou aider ces personnes ou compagnies à les accomplir ; acheter des actions d'autres compagnies ; construire tous les travaux nécessaires à ses fins ; faire des avances à ses clients ; vendre tout ou partie de son entreprise ; aider toute organisation créée dans le but de secourir les employés de la compagnie ; faire affaires comme agent, sous le nom de "J.-A. Laurin, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quarante (40) actions de cinq cents piastres (\$500.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la ville de Sainte-Thérèse, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de novembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

4437

"LeMieux and Copping Motor Distributors, Limited".

Avis est donné que, en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de novembre 1920, constituant en corporation : John Kerry, Aimé Sydney Bruneau, avocat, de la cité et du district de Montréal, et Murray W. Hayes, étudiant-en-droit, de la cité de Westmount, dans le district de Montréal, aux fins suivantes :

Acheter, assumer, ou autrement acquérir de la "Motor Car Distributors, Limited", le commerce

Letters patent

"J.-A. Laurin, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of November, 1920, incorporating : Aldéric Laurin, former baker, Théophile Chaurrette, cabinet-maker, and Emile Mercier, machinist, all three of the town of Sainte-Thérèse-de-Blainville, in the county of Terrebonne, for the following purposes :

To manufacture and deal in toys, pianos, organs and generally all musical instruments including gramophones, phonographs and other talking machines ;

To manufacture and deal in wood generally ;

To acquire any similar undertaking, the recipes or goodwill of any other company ; exercise all powers germane to those forming the principal object of this petitions ; buy patents, franchises and exploit and dispose of the same ; enter into partnership with any company or person for sharing of profits, co-operation ; to make loans of monies to guarantee the contracts made by any persons or companies or assist such persons or companies in carrying at such contracts ; to buy shares in other companies ; construct all works necessary for such purposes ; make advances to its customers ; sell the whole or part of its undertaking ; aid any organization created for the purpose of helping the company's employees ; do business as agent, under the name of "J. A. Laurin, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into forty (40) shares of five hundred dollars (\$500.00) each.

The chief place of the company, will be at the town of Sainte-Thérèse, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

4438

"LeMieux and Copping Motor Distributors, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of November, 1920, incorporating : John Kerry, Aime Sydney Bruneau, advocates, both of the city and district of Montreal, and Murray W. Hayes, student-at-law, of the city of Westmount, in the district of Montreal, for the following purposes :

To purchase, take over, or otherwise acquire from Motor Car Distributors, Limited, the busi-

qu'elle exerce dans la cité de Montréal et ailleurs, à titre de firme active, avec tout l'actif, l'assortiment, la propriété foncière ou personnelle possédée ou utilisée en rapport avec icelui, son achalandage, tous les droits et contrats qu'elle détient, et les payer en actions libérées de la présente compagnie ;

Importer, exporter, acheter, vendre, troquer et trafiquer d'une manière générale des automobiles, pièces détachées d'automobile, d'attaches et accessoires, de pneus, articles de caoutchouc et de cuir, capotes et carrosseries d'auto, gazoline, kérozine, huiles, lubrifiants et tous effets, denrées, marchandises, outils, appareils et machines se rapportant directement ou indirectement à l'industrie de l'automobile ;

Construire, exploiter et entretenir des garages, entrepôts, ateliers de réparations et machines, postes d'approvisionnement pour autos ainsi que toutes les sortes de commodités à l'usage des automobilistes ;

Acheter, acquérir, posséder et exploiter des autos de louage, des taxis, camions et tous genres de véhicules-moteurs, faire affaires comme voituriers privés de louage à l'usage des voyageurs, pour effets, denrées et marchandises ;

Acheter ou autrement acquérir, solliciter, détenir, développer, industrialiser, trafiquer et disposer de brevets d'invention, marques de commerce procédés, plans, licences ou franchises ;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, aussi détenir, posséder, développer, en faire commerce, vendre ou autrement aliéner tous genres de propriétés foncières et immobilières, terrains, manufactures, entrepôts, magasins et bâtisses, aussi aucunes intérêts ou droits y afférents ;

Conduire aucune autre industrie ou entreprise qui paraîtra propre à être économiquement ou convenablement conduite en rapport avec aucune partie du commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement de procurer les intérêts de la compagnie ;

Souscrire, acheter ou acquérir, accepter, détenir, négocier, vendre et aliéner, émettre et réémettre des actions, parts, obligations, débentures ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation, exercer tous droits de vote qu'elles confèrent par ses officiers dûment autorisés ou par procureur nommé, aussi valablement que par personne naturelle ;

Consentir des avances au moyen de prêts, boni ou autrement à des personnes ou corporation en relations d'affaires avec la compagnie et à d'autres personnes aux conditions et pour la garantie estimées convenables ; garantir l'exécution d'aucune obligation ou entreprise par aucune autre compagnie, société ou personne en relations d'affaires avec la compagnie ou dans laquelle elle a des intérêts ;

Agir comme gérants ou agents d'aucune compagnie, société ou autre personne exerçant un commerce semblable ou connexe ;

S'amalgamer, s'unir ou se joindre à aucune autre personne, compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable ou connexe, en assumer le passif ;

Vendre, louer, transférer, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie en faveur d'aucune autre personne, société, compagnie ou corporation, accepter comme prix de cette vente, location ou cession de l'argent ou des actions, parts, débentures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation ;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à la coopération, à l'amalgamation avec aucune autre personne, société ou compagnie ;

Émettre des actions entièrement ou partiellement libérées, des parts, obligations ou des débentures de la compagnie en faveur d'aucune personne, société ou corporation pour aucunes valeurs, aucuns droits que la compagnie acquerra, rétribuer aussi en argent, ou, avec l'approbation des actionnaires, en actions, obligations, débentures, tel

ness carried on by it in the city of Montreal and elsewhere as a going concern, with all the assets, stock in trade, and real or personal property owned or used in connection therewith, and the goodwill thereof and all the rights and contracts now held by them, subject to the obligations, if any, affecting the same ; and to pay for the same in paid-up shares of this company ;

To import, export, buy, sell, barter and deal in generally automobiles, automobile parts, fixtures, and accessories, tires, rubber goods, leather goods, automobile tops, and bodies, gasoline, kerosene, oils, lubricants and all goods, wares, merchandise, tools, equipment and machinery connected directly or indirectly with the automobile industry ;

To construct, operate and maintain garage, storage warehouses, repair shops, machine shops, automobile service stations and all sorts of facilities for the owners of automobiles ;

To purchase, acquire, own and operate automobiles for hire, taxicabs, trucks and all sorts of motor vehicles and to carry on the business of private carriers for hire of persons, goods, wares, and merchandise ;

To purchase or otherwise acquire and to apply for, hold, develop, manufacture under, deal in or dispose of patents of invention, trade-marks, processes, designs, licenses or franchises ;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise and to hold, own, develop, deal in sell or otherwise dispose of all kinds of real estate and immoveable property, lands, factories, warehouses, stores and buildings, and any interest or rights connected therewith ;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business or calculated directly or indirectly to advance the company's interests ;

To subscribe for, purchase or acquire and to accept, hold, deal in, sell and dispose of, issue and reissue any shares, stocks, bonds, debentures or securities of any company or corporation and to exercise any and all voting powers thereon by its duly authorized officers or by proxy appointed as fully as a natural person might or could do ;

To make advances by way of loan, bonus or otherwise to persons or corporations having dealings with the company and to other persons upon such conditions and security as may be deemed advisable ; and to guarantee the fulfilment of any obligation or undertaking by any other company, firm, or individual having dealings with the company or in which it is in any way interested ;

To act as managers, or agents for any company, partnership or other person carrying on any similar or allied business ;

To amalgamate, unite or join with any other person, company, or corporation carrying on any similar or allied business and to assume the liabilities thereof ;

To sell, lease, transfer, or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company to any other person, firm, company or corporation, and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer monies or any shares, stock, debentures, bonds or securities of any other company or corporation ;

To enter into any partnership or any agreement for the sharing of profits, cooperation or amalgamation with any other person, partnership or company ;

To issue either fully paid up or partly paid up stock, shares, bonds, or debentures of the company to any person, firm, or corporation for any property or rights acquired by the company, and to remunerate either in cash, or, with the approval of the shareholders, in stock, bonds, or debentures as aforesaid, any person, firm or corporation for

que susdit, aucune personne, société ou corporation pour services rendus ou à être rendus à la compagnie dans sa constitution, formation ou organisation, ou en rapport avec la gestion des affaires de la compagnie ;

Distribuer en espèces ou nature, périodiquement, aux actionnaires de la compagnie la propriété, l'actif ou les droits de la corporation ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à l'accomplissement des objets précités, sous le nom de "LeMieux and Copping Motor Distributors, Limited", avec un fonds social de cent quarante mille piastres (\$140,000.00), divisé en quatorze cents (1400) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de novembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
4459 C.-J. SIMARD.

"Shearer Realty Investment Company".

Avis est donné que, en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de novembre 1920, constituant en corporation : Frank Breadon Common, avocat, Francis George Bush, teneur-de-livres, et George Robert Drennan, sténographe, tous des cité et district de Montréal, aux fins suivantes :

Faire affaires comme compagnie de placements fonciers ; acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou intérêts en iceux, avec aucunes bâtisses ou structures qui peuvent se trouver sur lesdits terrains ou sur aucun d'iceux, aussi vendre, louer, aliéner, échanger, grever, hypothéquer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des terrains, toutes les bâtisses ou structures, ou aucunes d'icelles, qui y sont actuellement construites ou s'y construiront à l'avenir, prendre pour cela la garantie estimée nécessaire ;

Construire des bâtisses et trafiquer des matériaux de construction ;

Prendre ou détenir des hypothèques ou mortgages pour aucune balance non soldée du prix d'achat d'aucun des terrains, bâtiments ou structures ainsi vendus, aussi vendre, grever, hypothéquer ou autrement disposer desdits mortgages ou hypothèques ;

Réparer, améliorer, altérer, gérer lesdits terrains et bâtiments ;

Exercer aucune autre industrie manufacturière ou autre, que les directeurs croiront propre à être convenablement exercée en rapport avec son industrie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens, ou croits produits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions, et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, à qui paraîtra susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatif, ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété foncière ou personnelle que la compagnie croira nécessaire ou désirable, pour son commerce, et spécialement des machines, outillages, assortiment ;

services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization, or in connection with the conduct of the company's business ;

To distribute in specie or kind from time to time among the shareholders of the company any property, assets, or rights of the company ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "LeMieux and Copping Motor Distributors, Limited", with a total capital stock, of one hundred and forty thousand dollars (\$140,000.00), divided into fourteen hundred (1400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,
4460 Assistant Provincial Secretary.

"Shearer Realty Investment Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1920, incorporating : Frank Breadon Common, advocate, Francis George Bush, bookkeeper, and George Robert Drennan, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of a real estate investment company ; to purchase, lease, take in exchange or otherwise require lands or interests therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, alienate, exchange, mortgage, hypothecate or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon and to take such security therefor as may be deemed necessary ;

To erect buildings and deal in building materials ;

To take or hold mortgages or hypothecs for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold and to sell, mortgage, hypothecate or otherwise dispose of the said mortgages or hypothecs ;

To repair, improve, alter and manage the said lands and buildings ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade ;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, du passif ou de l'actif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la corporation, émettre aussi des actions libérées, des obligations, ou les deux, en paiement de leur prix d'achat ;

Organiser et devenir actionnaire dans une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui paraîtra directement ou indirectement propre à profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie, exerçant se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires dans lesquels la compagnie est intéressée, qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier ;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la corporation, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, les vendre ou autrement en disposer ;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exécuter, jouir d'aucune charte, licence, pouvoir, autorisé, franchise, concession, des droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aucune des actions, obligations et valeurs de la compagnie à en solder les frais, charges et impenses nécessaires ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider, au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations ou autrement aucune autre personne, société, compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie peut se trouver en relations d'affaires, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Distribuer en espèces ou autrement aucunes valeurs de la compagnie à ses membres, et spécialement aucunes actions, débetures ou autres valeurs reçues comme prix de la vente de la totalité ou d'aucune partie de la propriété de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie constituée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente corporation ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities or assets any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid-up shares or bonds, or both for the payment of the purchase price thereof ;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same ;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, or corporation ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined ;

To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments ;

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ;

Vendre, louer, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce de la propriété ou des entreprises de la compagnie moyennant le prix que la corporation estimera convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets précitées, faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité par l'entremise d'autres personnes ou conjointement avec icelles, sous le nom de "Shearer Realty Investment Company", avec un fonds social de deux cents quatre-vingt-dix mille piastres (\$290,000.00), divisé en vingt-neuf cent (2900) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province.

4461

C.-J. SIMARD.

"Power Lumber Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la partie 1 de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-xième jour de novembre, 1920, constituant en corporation : Reginald Crawford Stevenson, comptable licencié, Frank Roger Walker et Arthur Westman Knowles, comptables, de la cité de Montréal, aux fins suivantes :

1—Opérations forestières :—

Exercer sous toutes formes une industrie de bois de charpente, de construction, de pulpe et de se livrer à des opérations de coupe de bois ; manufacturer, produire et trafiquer du bois, des billes et des essences ligneuses de toute description ; construire, acquérir, posséder actionner, entretenir et disposer des moulins et scieries, chantiers forestiers, fournaux et hangars à sécher, et autres bâtiments, et l'installation, la machinerie et l'outillage servant en rapport avec les opérations de coupe de bois ainsi que dans la fabrication du bois de charpente et de construction ; acquérir, louer, posséder, trafiquer de concessions forestières, peuplements et forêts, bois, droits de flottage, commodité et licences de toutes les sortes ;

2—Manufacturiers :—

Faire affaires comme manufacturiers, commerçants, exportateurs et importateurs de billes, bois de charpente, de construction, de pulpe, de bois de pulpe, papier, produits et sous-produits du bois et de la pulpe ainsi que de toutes les choses dans la fabrication desquelles entre le bois ; exercer aussi l'industrie de manufacturiers et meuniers, trafiquer de marchandises d'un caractère général, construire et exploiter sur des terrains que possède ou contrôle la compagnie, pour les fins industrielles, corporatives, des chemins de fer, tramways et leurs accessoires ;

Posséder, exploiter, entretenir des tracteurs, machines à faire et à empiler des billots, tracteurs "tanks" et engins d'aucune sorte quelconque ;

3—Mines :—

Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir des mines, droits miniers et gisements métalliques

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company ;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property, or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others ; under the name of "Shearer Realty Investment Company", with a total capital stock of two hundred and ninety thousand (\$290,000.00), dollars, divided into twenty nine hundred (2900) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,

4462

Assistant Provincial Secretary.

"Power Lumber Company, Limited".

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of November, 1920, incorporating : Reginald Crawford Stevenson, chartered accountant ; Frank Roger Walker, and Arthur Westman Knowles, accountants, of the city of Montreal, for the following purposes :

1—Lumber :—

To carry on in all its branches a lumber, timber and pulpwood business ; to carry on logging operations ; to manufacture, produce and deal in lumber, logs and woods of all description ; to construct, acquire, own, operate, maintain and dispose of lumber and saw-mills ; planing and dressing plants, lumber yards, dry kilns, dry sheds, storehouses and other buildings, as well as the necessary plant, machinery and equipment used in connection with logging operations and the manufacture of lumber and timber, to acquire, lease, own and deal in timber limits, wood lands, and timber lands, trees, river rights, easements and licenses of all kinds ;

2—Manufacturers :—

To carry on business as manufacturers, dealers, exporters and importers in logs, lumber, timber, pulp, pulpwood, paper and products and by-products of wood and pulp and all things into which wood enters or forms a part, and to carry on the business of general manufacturers and millers and to deal in general merchandise and to construct and operate on lands owned or controlled by the company for the company's business railways and tramways and their accessories ;

To own, operate and maintain traction engines, piling and logging machinery, caterpillar tractors and engines of any description whatsoever ;

3—Mines :—

To purchase, take on lease or otherwise acquire any mines, mining rights and metalliferous

ou aucun intérêt en iceux, aussi explorer, exploiter, exercer, développer et faire valoir, concasser, fouiller, excaver, extraire, fondre, calciner, épurer, traiter, fusionner, manipuler et préparer pour le marché des substances minérales ou métalliques de toutes sortes ; construire, actionner, entretenir, améliorer, gérer, exploiter, contrôler et activer des outillages miniers, des moulins, usines métallurgiques, fabriques, boutiques, manufactures de produits chimiques, installations et autres structures se rattachant directement ou indirectement, au, ou que la compagnie estime appropriées au succès de ses opérations minières, aussi contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à aucune telles opérations ;

4—Pulpe :—

Construire, bâtir ou autrement acquérir, posséder, exploiter, entretenir et gérer des usines et fabriques de confection et production de la pulpe mécanique et chimique, de la pulpe, du papier, du carton, des substances à papier, de tous et de chacun de leurs ingrédients, produits ou composés, de tous les articles et substances confectionnés avec aucun des matériaux précités, qui y servent ou y sont utiles, aussi manufacturer, acheter ou autrement acquérir, trafiquer de, et vendre tous lesdits articles ainsi que toutes les autres substances, tous autres produits ou dérivés, et généralement exercer l'industrie et le commerce du bois de pulpe, de la pulpe sulphurée et du papier, sous toutes leurs formes ;

5—Usines :—

Construire, ériger, établir ou autrement acquérir, posséder, entretenir et exploiter des usines et fabriques pour la fabrication du bois de charpente, de construction, de pulpe et de tous les articles susceptibles d'être confectionnés avec les produits forestiers, aussi acheter, vendre, et trafiquer des bois de charpente, de construction, de pulpe ainsi que des produits forestiers généralement, aussi de tous les articles qui en sont manufacturés, et faire toutes choses qui sont nécessaires ou se rattachent à l'exercice de l'industrie forestière sous toutes ses formes ;

6—Maisons et magasins :—

Construire, bâtir ou autrement acquérir, administrer, entretenir, exploiter, louer, céder à bail, vendre et aliéner toutes bâtisses, magasins, entrepôts, usines, dépôts, bureaux, pensions, hôtels, résidences, campements, chantiers, caches, écuries de louage et autres structures qui peuvent être nécessaires ou avantageuses à l'exercice de l'industrie de la compagnie, comprenant le pouvoir de bâtir, construire et établir, entretenir ou surveiller, aider à construire, bâtir et établir, entretenir, gérer des églises, écoles, clubs et les autres bâtiments qui seront considérés nécessaires ou avantageux à l'usage des employés de la corporation et à d'autres, aussi les exploiter, louer, vendre ou autrement en disposer ;

7—Commerce général :—

Exercer le commerce de marchands et négociants généraux, aussi acheter, ou recevoir par consignation, ou autrement, vendre directement ou à commission, trafiquer des denrées, provisions, fournitures, effets, articles et marchandises qui sont ou peuvent être vendues dans un magasin d'aucune sorte, catégorie ou description, aussi manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de toutes autres denrées et d'aucune d'icelles ;

Faire affaires comme hôteliers, restaurateurs et aubergistes ;

Faire affaires comme cultivateurs, commerçants et producteurs de tous produits laitiers, agricoles ou du jardin ;

lands in the Province of Quebec or elsewhere or any interest therein, and to explore, work, exercise, develop and turn the same to account, to distil, extract, crush, win, get, quarry, smelt, calcine, refine, dress, amalgamate, manipulate, and prepare for market, ore, metal and mineral substances, coke, charcoal, alcohol, essences, liquids, gases, oils, colours, dyes of all kinds : to construct, carry out, maintain, improve, manage, work, control and operate mining plants, mills, metallurgical works, factories, shops, chemical works, stills, plants and other works directly or indirectly connected with or considered by the company to be conducive to the success of mining operations, and to contribute to subsidise or otherwise aid or take part in any such operations ;

4—Pulp :—

To construct, erect or otherwise acquire, own, operate, maintain and manage mills and factories for the manufacture and production of mechanical and ground wood, pulp, paper, card board, paper materials and any and all ingredients or products or compounds thereof, and any and all articles and substances made from any of the aforesaid materials or used or useful in connection therewith, and to manufacture, purchase or otherwise acquire, deal in and sell all the said articles and all or any other substances, products or by-products thereof, and generally to carry on the business of manufacturing and dealing in wood, pulp, sulphite, sulphate, pulp and paper in all its branches ;

5—Mills :—

To construct, erect, establish or otherwise acquire, own, maintain and operate mills and factories for the manufacture of timber, lumber, pulpwood and any and all articles capable of being manufactured from the products of the forest, and to buy, sell and deal in timber, lumber, pulpwood and products of the forest generally and all articles manufactured therefrom or necessary or incidental to the carrying on of the business of lumbering in all its branches ;

6—Houses and stores :—

To erect build or otherwise acquire, manage, maintain, operate, lease, let, sell and alienate all such buildings, stores, warehouses, shops, depots, offices, boarding houses, dwelling houses, camps, shanties, caches, livery stables and other erections as may be necessary or expedient in the conduct of the company's business, including the power to build, construct and establish and maintain or conduct or to aid in building, constructing and establishing, maintaining or conducting churches, school houses, clubs and such other buildings as may be deemed necessary or advisable for the use of the employees of the company and others, and to operate, lease, sell or otherwise dispose of the same ;

7—General business :—

To carry on a general mercantile or merchandise business and to purchase, or receive on consignment, or otherwise, sell, directly or on commission, and deal in any such goods, provisions, supplies, wares, effects and merchandise as are or may be sold in a store of any kind, class or description and to manufacture, purchase, sell, and deal in any and all other commodities ;

To carry on the business of hotel, restaurant and lodging house keepers ;

To carry on a business as farmers, dealers and producers of dairy, farm and garden products of all kinds ;

8—Navigation :—

Bâtir, acquérir, nolisier, affréter, entretenir, exploiter, contrôler, gérer et disposer de navires et bateaux à vapeur, vaisseaux, bâtiments, brise-glaces, barges, dragues, remorqueurs, allèges, bacs et autres vaisseaux de toute catégorie, des lignes de paquebots, navires à vapeurs, de bateaux, des appareils de touage, sauvetage et renflouage des quais, jetées docks, pontons, cales-sèches, bassins flottant, chantiers de radoub de construction navale, glissoires, bassins, appareils d'approvisionnement de charbon, élévateurs, entrepôts, commodités pour l'entreposage et la congélation, chantiers, parcs d'aniamux, ainsi que de toutes les structures, tous appareils et outillages s'y rattachant ;

9—Barrages et améliorations fluviales :—

Construire, entretenir, altérer, faire, posséder et exploiter sur la propriété que détient ou contrôle la compagnie, aussi sur la propriété adjacente à icelle, tous réservoirs, barrages, écluses, canaux de moulins et autres débouchés, travaux améliorations, estacades, écluses, force hydrauliques, aqueducs, puits, fossés, canaux, quais, glissoires jetées, routes, rouleaux à billes ainsi que d'autres structures et travaux qui peuvent être nécessaires et avantageux ; aussi produire, générer, développer et créer de l'énergie destinée à aucuns tels travaux, et la transmettre et distribuer par aucuns procédés quelconques aux fins de la compagnie ou autres, vendre et aliéner aucun pouvoir ou les droits à l'usage d'aucune partie de la propriété précitée en faveur d'autres personnes aux conditions jugées judicieuses ; pourvu, cependant, que la vente, la distribution ou la transmission de l'énergie hors les terrains de la compagnie reste régie par les règlements locaux et municipaux y relatifs ; et cette industrie sera exercée uniquement dans la partie de la province de Québec au sud du fleuve Saint-Laurent et à l'est du comté de Bellechasse ;

10—Force motrice :—

Construire, acquérir, louer, posséder, exploiter et maintenir des usines, outillages, machines, appareils et engins pour générer le gaz, l'électricité, la force ou l'énergie électrique, pneumatique, hydraulique ou autre actuellement connue ou qui pourra être à l'avenir découverte ; fabriquer, générer, accumuler, transmettre, utiliser, vendre, trafiquer, de fournir à contrat, et distribuer le gaz, l'électricité, la force ou l'énergie électrique, pneumatique, hydraulique et autres, pour l'éclairage, le chauffage ou la force motrice ou pour aucun autre objet auquel peut servir l'électricité, la force ou l'énergie électrique ou autre, pourvu que la vente de la lumière, de la chaleur et de l'énergie soit circonscrite dans les districts de Chicoutimi, Gaspé, Kamouraska et Montmagny ; fabriquer, acheter, vendre, acquérir, louer et généralement faire commerce des machines et engins pour produire, générer, accumuler, utiliser, transmettre et distribuer le gaz, l'électricité, la force ou l'énergie électrique, pneumatique, hydraulique et autre ;

11—Télégraphe, Téléphone et Télégraphie sans fil :—

Faire affaires comme compagnie de téléphone et télégraphe (sans fils ou autre) ; faire aussi toutes choses, construire, manufacturer, acquérir, louer, détenir, entretenir, exploiter et disposer de toute propriété foncière et personnelle, d'instruments, appareils engins et outils, et être partie à tous contrats se rapportant ou se rattachant d'aucune manière à ce genre d'affaires ;

12—Droits hydrauliques :—

Acquérir, louer, détenir, conserver et exploiter des forces hydrauliques et des droits connexes, aussi louer, acquérir, détenir, cons-

8—Navigation :—

To build, acquire, lease, charter, maintain, operate, navigate, control, manage and dispose of steamships, steamboats, motor boats and other oil burning craft, vessels, ships, ice breakers, barges, dredges, tugs, lighters, scows and other vessels of any class, steamship lines, steamboat lines, vessel lines ; to acquire, operate and manage towing, salvage and wrecking outfits, wharves, piers, docks, quays, dry docks, floating docks, deck yards, shipbuilding yards, slips, basins, coaling apparatus, elevators, warehouses, storage and coal storage facilities, yards, stock yards, and all incidental structures, appliances and equipment ;

9—Dams and rivers improvements :—

To construct, maintain, alter, make, own and operate on property owned or controlled by the company, and on property adjacent thereto, all such reservoirs, dams, flumes, race and other ways, works, improvements, booms, sluiceways, water powers, aqueducts, wells, ditches, canal, wharves, slides, piers, roadways, log rolls and other erections and works as may be necessary and expedient, and to produce, generate, develop and create power from any such works and the same to transmit and distribute by any means whatever for the purposes of the company, or otherwise, and to sell and dispose of any power, or the rights to use any portion of the aforesaid property, to others upon such terms as may be deemed expedient ; provided, however, that any sale, distribution or transmission of power beyond the lands of the company shall be subject to local and municipal regulations in that behalf ; and such business shall be carried on only within that part of the Province of Quebec south of the Saint-Lawrence river and east of the county of Bellechasse ;

10—Power :—

To construct, acquire, lease, own, operate and maintain works, plants, machinery, appliances and devices for the production of gas, electricity, electric, pneumatic, hydraulic and other power and energy for light, heat, power, or any other purpose for which electricity or electric or other power or energy can be used, provided that the sale of lights, heat and power be limited to the districts of Gaspé, Kamouraska and Montmagny, to manufacture, buy, sell, acquire or lease and generally deal in machinery and devices for the manufacture, generation, storage, use, transmission and distribution of gas, electricity and electric, pneumatic, hydraulic and other power or energy ;

11—Telegraph, Telephone and Wireless :—

To carry on the business of a telephone and telegraph company, (wireless or other) : and to do all things, construct, manufacture, acquire, lease, hold, maintain, operate and dispose of all property, real and personal, instruments, apparatus, devices, and appliances, and into all contracts, in any way related to or connected with such business ;

12—Water rights :—

To acquire, lease, hold, maintain and operate water powers and rights connected therewith and lease, acquire, hold, erect, maintain and

truire entretenir et exploiter toutes usines et améliorations nécessaires ou appropriées à leur développement et utilisation ;

13—Généralités :—

Construire, bâtir, acquérir, louer, exploiter, maintenir et disposer de poteaux, fils, câbles, supports, conduits, tuyaux, canaux, flumes, drains, appareils, instruments et dispositifs de toutes les sortes indispensables à la réalisation d'aucun des objets de la compagnie ;

14—Aviations :—

Bâtir, posséder, acquérir louer et exploiter pour aucunes fins des aéroplanes, hydroplanes, avions maritimes, ballons, aerostats et autres machines aéronautique de toute espèce quelconque actuellement connues ou à être inventées ainsi que toutes les choses susceptibles de servir en rapport avec icelles ou s'y rattachant ;

15—Employés, associations, assurance :—

Fonder et sustenter, aider à fonder et sustenter des associations, institutions, fonds et commodités propres à profiter aux employés et aux ex-employés de la compagnie, à ses prédécesseurs en affaires, aux dépendants ou parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations, faire des paiements d'assurance, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables ou de bienveillance, pour aucune exposition, aucun objet d'utilité publique ou générale ;

16—Protection contre le feu et éclairage :—

Etablir, entretenir et exploiter, à l'usage de la compagnie, de ses employés, locataires et autres, un service de protection contre l'incendie, un service d'aqueduc, un service d'éclairage électrique ou au gaz, et passer relativement à ces services les contrats jugés nécessaires ou judicieux, soit pour disposer de l'excédent, soit pour un autre objet, sauf la réglementation locale ou municipale ; pourvu que ce commerce extérieur aux terrains de la compagnie soit exercé uniquement dans le territoire mentionné au paragraphe immédiatement précédent ;

1—Améliorations civiles :—

Conclure des arrangements avec un ou plusieurs municipalités dans les limites desquelles ou adjacentes auxquelles sont les usines de la compagnie, ou avec leurs habitants, pour encourager le progrès municipal, y aider ou contribuer de la manière jugée judicieuse ; conclure, aussi avec aucunes autorités, municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir ; et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements droits, privilèges et concessions ;

18—Brevets —

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, grever, hypothèques, gager, louer, céder moyennant une royauté ou autrement acquérir et détenir, utiliser, posséder, exploiter et introduire, vendre, céder, ou autrement aliéner des étiquettes et raisons commerciales, des brevets d'invention, améliorations et procédés enregistrés ou autres utiles au commerce de la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatif ou autrement faire valoir ces marques et noms de commerce, inventions, licences, procédés et choses semblables, ou aucuns tels biens ou droits ;

operate all works and improvements necessary or conducive to the development or utilisation thereof ;

13—General :—

To construct, erect, acquire, lease, operate, maintain and dispose of poles, wires, cables, supports, conduits pipes, canals, flumes, culverts and apparatus, appliances and devices of all kinds, necessary for the carrying out of any of the purposes of the company ;

14—Aircraft :—

To build, own, acquire, hire and operate for any purposes, aeroplanes, hydroplanes, seaplanes, balloons, airships and other flying machines of any kind whatsoever now known or hereafter discovered and all things capable of being used therewith or in connection therewith, and to own, acquire, hire and operate aerodromes, hangars, landing places, stations, fields, and all facilities connected therewith ;

15—Employees, associations and assurance :—

To establish and support, or aid in the establishing and support of associations, institutions, recreation clubs, gymnasium and paving grounds, funds and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company, or its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public or general object ;

16—Fire protection and light service :—

To establish, maintain and operate for the use of the company, its employees, tenants and others a fire protection service, water service, electric light or gas service, and to make such contracts with respect to the same as may be found necessary or advisable either for the disposal of the surplus or otherwise, subject to local and municipal regulations ; provided such business beyond the lands of the company shall be carried on only in the territory described in paragraph 9 ;

17—Municipal improvements :—

To enter into arrangements with any municipality or municipalities within which, or adjacent to which, the company's works or located, or with the inhabitants thereof, for the encouragement of municipal improvement, and to assist therein or contribute thereto, in such manner as may be deemed advisable ; and to enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

18—Patents :—

To apply for, register, obtain, purchase, mortgage, hypothecate, pledge, lease or license on royalty or otherwise, acquire and hold, use, own, operate and introduce and sell, assign or otherwise dispose of any trade marks, trade names, patents of invention, improvements and processes under registration or otherwise, useful to the business of the company, and to use, exercise, develop, grant, license in respect of, or otherwise turn to account any such trade-marks, trade-names and inventions, registered timber marks, licenses, processes and the like or any such property or rights ;

19—*Actions dans d'autres compagnies :—*

Et acquérir, posséder, détenir, vendre et réémettre les actions, débetures, obligations ou autres valeurs d'aucune compagnie ou corporation, et les payer totalement ou partiellement en argent, en actions, en obligations, en débetures ou avec d'autres valeurs de la compagnie ou autrement, garantir aussi le paiement du capital des dividendes et de l'intérêt sur ces actions, obligations, débetures ou autres valeurs, et l'exécution des contrats, gérer, exploiter et administrer comme gérant la propriété, les franchises, l'entreprise et les affaires d'aucune corporation dont les parts, obligations, débetures ou autres valeurs sont détenues par la compagnie, moyennant le prix qui sera estimé raisonnable et approprié, garantir le paiement des obligations, débetures ou autres titres, et l'exécution des contrats d'aucune telle compagnie ;

20—*Organisation d'autres compagnies :—*

Promouvoir, devenir actionnaire dans, une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera directement ou indirectement propre à profiter à la corporation, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ;

21—*Fusion avec d'autres compagnies :—*

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, acquérir aussi par achat, bail ou autrement la propriété, les franchises, l'entreprise et les affaires d'aucune telle corporation, en assumer le passif, et les payer totalement ou partiellement en argent, en actions, en obligations, ou avec d'autres valeurs de la compagnie ;

22—*Partage de bénéfices avec d'autres compagnies :—*

Faire société ou aucune convention pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires propres à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ; aussi prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie ;

23—*Généralité :—*

Acquérir, louer, détenir, avoir la jouissance, l'exercice et la gestion de, tous biens, franchises, achalandage, droits, pouvoirs et privilèges que détient ou dont jouit aucune personne, société ou compagnie exerçant ou constituée pour exercer aucune industrie en tout ou en partie semblable à celle que la compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, soit en son propre nom soit au nom d'aucune telle personne, société ou compagnie, et payer ces biens, franchises, achalandage, droits et privilèges totalement ou partiellement en argent, totalement ou partiellement en actions libérées de la compagnie ou autrement, assumer aussi le passif d'aucune telle personne, société ou compagnie ;

24—*Prêts à d'autres compagnies :—*

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endosse-

19—*Shares of other companies :—*

To acquire, own, hold, sell and re-issue the share, stock, debentures, bonds, and other securities of any company or corporation and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, stocks, bonds, debentures or other securities of the company or otherwise ; to manage, operate and carry on as manager the property, franchises, undertakings and business of any company any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company, for such remuneration as may be deemed reasonable and proper ; to guarantee payment of the bonds, debentures or other securities of, and the performance of contracts by any such company ;

20—*Promotion of other companies :—*

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of, and the performance of contracts of any such company ;

21—*Amalgamation with other companies :—*

To consolidate or amalgamate with any other company having object altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchises, undertakings and business of any such company, and to assume the liabilities thereof ;

22—*Profit sharing with other companies :—*

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction with the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company ; to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company ;

23—*General :—*

To acquire, lease, hold, enjoy, exercise and carry on all or any of the property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges held or enjoyed by any person, firm or company, and to hold, operate or carry on any business, property or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly benefit the company, either in its own name or in the name of such person, firm or company, and to pay for such property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges wholly or partly in paid-up shares, bonds, debentures, or other securities of the company or otherwise ; and to undertake the liabilities of any such person, firm or company ;

24—*Loans to other companies :—*

To raise or assist in raising money for, or to aid by way of bonus, loan, promise, endorse-

ment, garantir d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre corporation ou compagnie avec laquelle la compagnie peut se trouver en relations d'affaires, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation ou personne avec laquelle on sera en affaires ;

25—Prêts aux clients :—

Consentir des avances de deniers aux clients et autres personnes en relations d'affaires avec la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle personne ou compagnie ;

26—Placements des fonds :—

Prêter, placer et disposer des deniers de la compagnie qui sont disponibles en la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

27—Lettres de change :—

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables ;

28—Distribution de l'actif :—

Distribuer en espèces ou autrement, tel que décidé, aucunes valeurs de la compagnie à ses membres et spécialement les actions, obligations, débetures et autres valeurs d'aucune autre compagnie qui assumera la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la compagnie ;

29—Franchises publiques :—

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune charte, licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public

30—Aliénation de la compagnie :—

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie estimera convenable, à titre d'exploitation active, et spécialement pour des actions, débetures ou obligations d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation ;

31—Emission d'actions :—

Émettre des actions libérées, obligations, débetures ou autres titres de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucuns biens ou droits qu'on pourra acquérir, des services rendus, du travail fait pour la compagnie, en paiement ou à l'acquit des dettes et obligations de la compagnie ;

32—Paiement en actions :—

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire, ou en garantissant la souscription d'aucune des actions du capital de la compagnie, de ses débetures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou à l'occasion de sa formation, de son organisation, ou dans la gestion de ses affaires.

33—Enregistrement :—

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie

ment, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise any other company or corporation and to manage or perform any contract undertaken by any such company or corporation, or by any other person or persons with whom the company may have business relations ;

25—Loans to customers :—

To make cash advances to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons or companies ;

26—Investment of funds :—

To lend, invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined ;

27—Bills of exchange :—

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or other negotiable or transferable instruments ;

28—Distribution of assets :—

To distribute in specie or otherwise as may be resolved any assets of the company among its members and particularly the shares, bonds, debentures and other securities of the company that may take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company ;

29—Public franchises :—

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchises, concessions, rights or privileges, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof ;

30—Sale of company :—

To sell as a going concern, or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof for such consideration as the company may deem proper and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ;

31—Issue of shares :—

To issue of paid up shares, bonds, debentures, preferred shares, or other securities of the company, in payment for any property or rights which may be acquired by, or for any services rendered or for any work done for the company or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company ;

32—Remuneration in shares :—

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

33—Registration :—

To procure the company to be registered and

dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie d'aucune procédure ou action ;

34—Publicité :—

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons ;

35—Généralité :—

Faire toutes les choses qui autorisent les présentes ou aucune d'icelles soit seuls soit conjointement avec d'autres, comme facteurs ou agents ;

36—Généralité :—

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable, approprié ou avantageux à l'accomplissement ou à la réalisation de l'une ou de plusieurs d'entre les objets de la compagnie, ou qui en aucun temps semblera nécessaire pour protéger ou avantager la compagnie ou ses biens ;

37—Généralité :—

Exercer aucune industrie autre que celle précitée que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec la susmentionnée ou aucune partie d'icelle, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

38—Transfert d'actions :—

Le transfert d'actions se fera de la manière prescrite par les règlements de la compagnie, pourvu qu'une personne devenant actionnaire par décès ou faillite d'un sociétaire, sur preuve fournie tel qu'exigé de temps à autre par les administrateurs, ait le droit soit d'être inscrit comme membre pour son action, ou au lieu de s'immatriculer elle-même, puisse effectuer le transfert qu'aurait pu consentir le défunt ou failli ; mais dans les deux cas les administrateurs pourront avoir le même droit de décliner ou suspendre l'enregistrement, tel qu'ils auraient pu le faire dans le cas d'un transfert d'action par défaut ou le failli avant sa mort ou sa faillite, sous le nom de "Power Lumber Company, Limited", avec un capital total de deux millions de piastres (\$2,000,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Pacôme, district de Kamouraska. Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
4529 C.-J. SIMRAD.

recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company in any process or suit ;

34—Advertising :—

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art of interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations ;

35—General :—

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors or agents ;

36—General :—

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment or attainment of any one or more the objects of the company or which shall at any time appear to be necessary for the protection or benefit of the company or of its properties ;

37—General :—

To carry on any business other than that described hereinabove which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or any portion thereof or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

38—Transfer of shares :—

The transfer of shares shall be affected in such a manner as may be determined by the by-laws of the company provided that any person becoming entitled to a share, in consequence of the death bankruptcy of a member, shall upon such evidence being produced as may from time to time be required by the directors, have the right either to be registered as a member in respect of the shares or instead of being registered himself to make such transfer of the share as the deceased or bankrupt person could have made ; but the directors shall in either case have the same right to decline or suspend registration as they would have had in the case of a transfer of the share by the deceased or bankrupt person before the death or bankruptcy, under the name of "Power Lumber Company, Limited", with a total capital stock of two million dollars (\$2,000,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Saint-Pacôme, district of Kamouraska.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,
4530 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que lors de sa prochaine session la ville de Saint-Lambert s'adressera à la Législature de Québec, pour obtenir la passation d'une législation privée, pour les fins de modifier l'acte des cités et villes, ainsi que les actes spéciaux se rapportant à ladite ville en rapport avec son nom, la mise en nomination, l'élection et le terme d'office du maire et des échevins ; les devoirs de l'ingénieur ; l'approbation des règlements ; le coût des conduits d'eau principaux et le matériel ; les intérêts

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the town of Saint-Lambert will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain special legislation for the purpose of modifying "The Cities and Towns Act", as well as special acts relating to the said town respecting its name, nomination, election and term of office of mayor and aldermen ; duties of engineer ; submission of by-laws ; cost of water mains and appliances ; interest on overdue taxes and accounts ; taxes for water, light, power

sur les taxes et les comptes passés dus ; pour déclarer réclamation privilégiée et exempt de l'enregistrement les taxes pour l'eau, la lumière, pouvoir et les compteurs ; pouvoir d'emprunter ; taxes sur les poteaux ; l'approbation des emprunts ; emprunts temporaires et intérêts sur iceux ; répartition des lots de coins ; terrains de jeux et de récréation ; annexion de la ville de Greenfield Park et du territoire adjacent ; ratification des règlements passés par la ville incluant le règlement No 121, et pour d'autres fins.

Montréal, 6 décembre 1920.

Le secrétaire-trésorier,

JAMES-R. BEATTY.

(Signé) James-R. Beatty. 4471-50-4

Avis public est donné que la ville de Kipawa s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender la loi la constituant en corporation, savoir : le statut 10 George V, chapitre 110 (1920), en changeant son nom en celui de ville de Témiscamingue ; en prolongeant le délai durant lequel elle pourra acquérir de la Kipawa Company, Limited, les rues, squares, égouts, outillage, machineries, tuyaux, fils, poteaux, conduits, appareils, équipement et autres biens appartenant à ladite compagnie, et pour autres fins.

Kipawa, 4 décembre 1920.

Les procureurs de la pétitionnaire,

DESSAULES, GARNEAU, DESY &
4473-50-4 LORRAIN.

Avis public est par les présentes donné que la cité d'Outremont s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins de confirmer les pouvoirs qui lui ont été donnés par sa charte et de modifier et amender au besoin certaines dispositions de ladite charte et de ses amendements, ainsi que la loi générale des cités et villes, entre autres, relativement aux règlements du conseil avec ou sans approbation des propriétaires fonciers, à l'aqueduc et autres utilités publiques, aux rôles d'évaluation et de perception et à leur contestation, au mode de perception des taxes et cotisations, à l'extension de ses pouvoirs de taxation, à la restriction de l'exemption de taxes dans certains cas, à l'augmentation de l'intérêt exigible sur les arrérages de taxes et cotisations, à la perception et à la remise des taxes scolaires, à la consolidation des taxes et cotisations pour fin de perception, aux franchises et privilèges dans les rues et places publiques de la municipalité et aux ouvertures et excavations, aux pouvoirs d'emprunt de la municipalité, aux conditions et formalités de ses emprunts, au fonds de réserve, à l'émission de débentures, aux sommes dues à la municipalité et à l'extension des pouvoirs de la Cour du recorder, et pour autres fins.

Montréal, 1er décembre 1920.

Les procureurs de la requérante,

BEAUBIEN, LAMARCHE
4483-50-4 & ANGERS.

Avis est présentement donné que Henry-Edward-Alexander Rawlings et Walter Thomas Rawlings, tous deux de la cité de Québec, en leurs qualités d'exécuteurs et fiduciaires d'après le dernier testament de feu Edward Rawlings, en son vivant des cité et district de Montréal, et Richard-Bois Scott, de Montréal susdit, en sa qualité de curateur dûment nommé à la substitution créée par ledit dernier testament, solliciteront de la Législature de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi les autorisant à vendre conjointement avec les exécuteurs et admi-

and meters to be declared privileged claims and exempt from registration ; borrowing power ; tax on poles ; approval of loans ; temporary loans and interest thereon ; assessment of corner lots ; recreation and play grounds ; annexation of the town of Greenfield Park and adjacent territory ; ratifying of the by-laws passed by the town including by-law number 121, and for other purposes.

Montreal, 6th December, 1920.

JAMES-R. BEATTY,

Secretary Treasurer.

(Signed) James-R. Beatty. 4472-50-4

Public notice is hereby given that the town of Kipawa will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter, the Act 10 George V, chapter 110 (1920), by changing the name of the town to that of "town of Temiscaming"; by extending the delay during which the town may acquire from the Kipawa Company, Limited, the streets, squares, sewers, plant, machinery, pipes, wires, poles, conduits, apparatus, equipment and other property belonging to such company, and for other purposes.

Kipawa, 4th December, 1920.

DESSAULES, GARNEAU, DESY &

LORRAIN,

4474-50-4 Solicitors for petitioner.

Public notice is hereby given that the city of Outremont will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to confirm the powers granted to it by its charter and to modify and amend, as may be deemed necessary, certain provisions of said charter and its amendments, as well as the cities and towns' act, amongst others in relation to the by-laws of the council, with or without their approval by owners of immoveable property, to the waters works and other public utilities, to the valuation and perception rolls and their contestation, to the mode of collecting taxes and assessments, to the extension of the powers of taxation, to the restriction of the exemption of taxes in certain cases, to the increase of interest chargeable on arrears of taxes and assessments, to the collection and the remittance of school taxes, to the consolidation of taxes and assessments for collection purposes, to franchises and privileges in the streets and public places in the municipality and to openings and excavations, to the borrowing powers of the municipality, to the conditions and formalities of loans, to the reserve fund, to the issue of debentures, to the amounts due to the municipality and to the extension of the powers of the Recorder's Court, and for other purposes.

Montreal, 1st December, 1920.

BEAUBIEN, LAMARCHE & ANGERS,

4484-50-4 Attorneys for petitioner.

Public notice is hereby given that Henry-Edward-Alexander Rawlings and Walter Thomas Rawlings, both of the city of Montreal, in their qualities of executors and trustees under the last will and testament of the late Edward Rawlings, in his lifetime of the city and district of Montreal, and Richard-Bois Scott of Montreal aforesaid, in his quality of curator duly appointed to the substitution created under the said last will and testament, will apply to the Legislature of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act authorizing them to sell jointly with the

nistrateurs de défunte Dame Lucretia Carter, en son vivant de Montréal susdit, épouse et puis veuve dudit Edward Rawlings, décédé, la propriété immobilière qui fait partie de, et est comprise dans la communauté de biens qui existait entre ledit Edward Rawlings et ladite défunte Dame Lucretia Carter, et pour d'autres fins.

Montréal, le 8 décembre 1920.

Les avocats des requérants,
DAVIDSON, WAINWRIGHT,
4509—50-4 ALEXANDER & ELDER.

Avis public est donné que le village de Petit Métis s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendement et refondant, pour fins municipales et scolaires, sa charte: la loi 60 Victoria, chapitre 70 (1897), changeant son nom en celui de "Village de Métis-sur-Mer", modifiant les limites de son territoire, soumettant la municipalité en partie aux dispositions du Code municipal, fixant la date et le mode d'élection du maire et des conseillers, accordant et étendant le droit d'expropriation dans son territoire ou en dehors pour la construction, le maintien et l'approvisionnement d'un aqueduc, déterminant le mode d'expropriation, déclarant la municipalité propriétaire de certains biens meubles et immeubles, modifiant sa charte quant au rôle d'évaluation, l'imposition et la perception des taxes municipales et scolaires, les exemptions de taxes, l'intérêt exigible sur les arrérages de taxes, le pouvoir d'emprunt, l'émission d'obligations et les formalités s'y rattachant, la réglementation de certains négoce et industries l'octroi de permis, ses pouvoirs généraux de réglementation, et pour d'autres fins.

Village de Petit Métis, 6 décembre 1920.

Les procureurs de la pétitionnaire,
DESSAULLES, GARNEAU,
4531—50-4 DESY & LORRAIN.

La cité de Verdun donne avis qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, à sa prochaine session pour faire amender sa charte sur les sujets suivants, savoir :

Finances municipales, listes électorales, rôles d'évaluation et de cotisation et contestation des rôles, routes municipales, aqueduc, trottoirs, licences, taxes personnelles et immobilières, taxes d'eau, travaux municipaux et répartition de leur coût, règlements et mise en force de ces règlements, système d'éclairage et de pouvoir électrique, protection contre l'incendie, amélioration de la grève et répartition du coût des améliorations, organisation d'une Cour juvénile, expropriation, abolition des quartiers et déduction du nombre des échevins.

Montréal, 9 décembre 1920.

Les procureurs de la cité de Verdun,
4533—50-4 FAUTEUX & FAUTEUX.

Avis public est par le présent donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant et amendement sa charte, la loi 9 Edouard VII chapitre 86 et ses amendements, aux fins : 1. De définir autrement les qualifications pour être électeur municipal, et pour les charges de maire, d'échevin, et abolir la qualification foncière pour ses charges ; 2. De changer la date des élections générales du maire et des échevins, et prolonger le terme d'office du conseil actuel en conséquence ; 3. Changer les dispositions concernant : les assistants du secrétaire-trésorier, l'inspection du lait et de la crème et mieux pourvoir à leur conservation ; les dispositions concernant : la mise

executors and administrators of the late Dame Lucretia Carter, in her lifetime of Montreal aforesaid, wife and subsequently widow of the said late Edward Rawlings, the immoveable property which formed part of and was comprised in the community of property which existed between the said late Edward Rawlings and the said late Dame Lucretia Carter, and for other purposes.
Montreal, December 8th, 1920.

DAVIDSON, WAINWRIGHT,
ALEXANDER & ELDER,
4510—50-4 Solicitors for applicants.

Public notice is hereby given that the Village of Little Metis will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending and revising, for municipal and school purposes, its charter : the act 60 Victoria, chapter 70 (1897), changing its name to that of "Village of Metis Beach", modifying the limits of its territory, placing the municipality partly under the provisions of the Municipal Code, fixing the dates and the mode of election of the mayor and councillors, granting and extending the right of expropriation within and without its territory for the building, maintenance and supply of an aqueduct, determining the mode of expropriation, declaring the municipality proprietor of certain moveable and immoveable property, amending its charter as to the valuation roll, the levying and collecting of municipal and school taxes, the exemptions from taxation, the interest to be charged for arrears of taxes, the borrowing powers, the issue of debentures and formalities connected therewith, the regulating of certain trades and industries, the granting of permits, the general powers to pass by-laws, Village of Little Metis, 6th December, 1920, and for other purposes.

DESSAULLES, GARNEAU,
4532—50-4 DESY & LORRAIN,
Attorneys for petitioner.

The city of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session for amendments to its charter on the following matters :

Municipal finances and administration thereof, electoral lists, valuation and assessments rolls and contestation thereof, municipal roads, water works, sidewalks, licences, real estate and personal taxes, water rates, municipal works and apportionment of the costs thereof, by-laws and the enforcement thereof, municipal lighting and power system, flood protection and river front improvement and the costs thereof, organization of a Juvenile Court, expropriation, reduction of number of aldermen and abolition of wards.

Montreal, 9th December, 1920.

FAUTEUX & FAUTEUX,
4534 Attorneys for the city of Verdun.

Public notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act modifying and amending its charter the Act 9 Edward VII, chapter 86 and its amendments or the purposes : 1. Of defining otherwise the qualifications for being a municipal elector and for the offices of mayor and alderman, and to abolish the property qualification for such offices ; 2. Of changing the date of the general elections for mayor and aldermen, and therefore to prolong the term of office of the present council, 3. Of changing the provisions respecting : the assistants of the secretary-treasurer, the inspection of milk and cream and to better provide for

en force de la taxe spéciale pour construction d'aqueduc, la répartition du coût d'améliorations de la voirie, la préparation des rôles de perception de taxes, le mode d'élection du maire et des échevins pour adopter le système de représentation proportionnelle ; 4. D'autoriser : la nomination d'un seul estimateur, le paiement de la taxe foncière par versements, la confection de nouveaux rôles de taxes pour remplacer ceux annulables ou annulés pour cause d'irrégularités ou d'illégalités, l'acquisition par la ville de propriétés vendues pour taxes, des emprunts spéciaux pour améliorations diverses réparties spécialement, l'imposition de taxes d'affaires ou licences sur toute personne s'annonçant comme exerçant une profession, un métier, commerce ou autre moyen de profit dans la municipalité, l'installation de soupapes de sûreté automatiques sur les drains privés raccordés à l'égout public et la répartition du coût, la perception de droits d'entrée sur une partie du Parc Lasalle pour pourvoir à son embellissement et au maintien des attractions ; 5. Réglementer l'abattage des animaux ; 6. Confirmer les titres de la cité aux rues ouvertes au public ; 7. Créer une commission du fonds d'amortissement ; 8. Soustraire de la dette de la ville dans l'application des articles 5776 et suivants S.R.Q., 1909, les montants empruntés pour la construction d'une usine de filtration ; 9. Abroger les dispositions de la charte devenues caduques, et pour autres fins.

Lachine, 7 décembre 1920.

Le procureur de la cité de Lachine,
4535—50-4 A.-S. PELLETIER.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la ville d'Aylmer, pour l'adoption d'une loi revisant et refondant sa charte, amendant à son sujet les lois générales et spéciales, appliquant la loi des cités et des villes, concernant les sujets suivants : continuation des droits, pouvoirs, règlements, résolutions, ordonnances, actes, documents et droits déjà acquis ; quartiers de la cité ; composition des séances ; attributions du conseil et pouvoirs et réglementation ; élection et fonctions du maire et des échevins ; estimateur et rôle d'évaluation ; imposition des taxes et exemption de taxes ; emprunts et conventions avec les compagnies installées dans la ville et autres pouvoirs ; confection des travaux publics pour la réparation et l'amélioration des chemins existants ; la construction des trottoirs, services d'eau dans la municipalité, canaux d'égouts et pourvoir au coût de ces travaux par emprunts remboursables par les propriétaires riverains ou autrement ; pouvoir de prélever certaines taxes spéciales ; confection du rôle d'évaluation.

Aylmer, le 7 décembre 1920.

Le procureur de la ville d'Aylmer,
4537—50-4 J.-WILFRID STE-MARIE.

Avis est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte la loi 7 Edouard VII, chapitre 66 et les diverses lois qui l'amendent, dans le but d'obtenir des pouvoirs additionnels, et, notamment, pour les fins suivantes : pour obliger les personnes qui subdivisent des lots à bâtir à tracer les rues suivant les plans de la cité et à faire tous les travaux municipaux à leurs frais, d'après les indications de l'ingénieur de la cité ; pour être autorisée à faire des travaux municipaux sur les rues que les propriétaires de terrains subdivisés ont établies sur

their keeping ; the provisions respecting : the putting into force of the special tax or construction of an aqueduct, the allotment of the cost of road improvements, the preparation of the tax collection roll, the mode of election of the mayor and aldermen to adopt the system of proportional representation ; 4. Of authorizing : the appointment of one valuator only, the payment of the property tax by instalments, the making of new assessment rolls to replace those that may be cancelled or cancelled through irregularities or illegalities, the acquisition by the city of property sold for taxes, special loans for various improvements specially allotted, the levying of business taxes or license on any persons making themselves known as carrying on a profession, trade, business or other means of profit within the municipality, the installation of automatic safety valves on private drains connected with the public sewer and the allotment of the cost, the collection of rights of entry to a part of Parc Lasalle to provide for its embellishment and maintenance of the attractions ; 5. Of regulating the slaughtering of animals ; 6. Of confirming the titles of the city to streets opened to the public ; 7. Of creating a sinking fund commission ; 8. Of withdrawing from the debt of the city in the application of articles 5776 and following R.S.Q., 1909, the amounts borrowed for the construction of a filtration plant. 9. Of repealing the provisions of the charter that have lapsed, and for other purposes.

Lachine, 7th December, 1920.

A.-S. PELLETIER,
4536—50-4 Attorney for the city of Lachine.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the town of Aylmer, for an act to revise its charter, to amend in its respect the general and special laws, making applicable thereto the cities and towns' Act respecting the following objects ; continuation of the rights, powers, by-laws, resolutions, ordinances, acts, documents and rights already acquired ; wards of the city ; composition of the sittings ; attributions of the council and powers and regulation ; election and functions of the mayor and aldermen ; valuator and valuation roll ; levying of taxes and exemption from taxes ; loans and agreements with companies established in the town and other powers ; the execution of public works for the repair and improvement of existing roads ; the building of sidewalks, water service in the municipality, sewers and provide for the cost of such works by loans redeemable by the reparation proprietors or otherwise ; power to levy certain special taxes ; the making of the valuation roll.

Aylmer, 7th December, 1920.

J.-WILFRID STE-MARIE,
4538—50-4 Attorney for the town of Aylmer

Notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter : the act 7 Edward VII, chapter 66 and amendments thereto, for the purpose of obtaining additional powers and particularly for the following purposes : to oblige the persons subdividing building lots to lay out the streets according to the city plans and to make all municipal works at their expenses, according to the specifications of the city engineer ; to be empowered to make municipal works on the streets established by owners of subdivided property and to allot the cost of such works ; to oblige the

ces terrains et en répartir le coût ; pour obliger les propriétaires d'usines et fabriques d'informer chaque année le conseil, pour les fins d'évaluation, de la nature et de la valeur de leur usine, fabrique et outillage ; pour augmenter le taux d'intérêt sur les arrérages de taxes municipales et créances dues à la cité ; pour augmenter les pouvoirs d'emprunts temporaires et autres de la cité ; pour augmenter les pouvoirs des estimateurs et leur permettre de faire divers rôles d'évaluation ; pour amender la loi relative à la votation sur les règlements d'emprunts de la cité ; pour accorder un escompte sur paiements anticipés de taxes dues par certains contribuables en vertu de règlements d'emprunts ; pour imposer une taxe personnelle de \$2.00 à toute personne majeure non domiciliée dans la cité et qui y gagne un salaire ou rémunération ; pour acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation et exploiter tout ou partie des immeubles, exploitation et matériel de la "Sherbrooke Railway & Power Company" avec servitudes actives et passives, ses droits, privilèges, tant dans la cité de Sherbrooke que dans les autres municipalités de la province ; pour établir, posséder et exploiter dans la cité de Sherbrooke et dans les municipalités voisines, des systèmes de transport de voyageurs et de marchandises tramways, autobus, et emprunter les deniers nécessaires à ces fins ; pour pourvoir à la rémunération des échevins, et pour d'autres fins.

Sherbrooke, le 4 décembre 1920.

L'avocat de la cité de Sherbrooke,
4517—50-4 J.-A. LEBLANC.

PROVINCE OF QUEBEC.

Avis public est par le présent donné que "Les Prévoyants du Canada" demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la refonte de sa charte pour mieux définir ses pouvoirs, les amplifier et obtenir des pouvoirs additionnels aux fins suivantes :

1. Obtenir que la "loi des compagnies de Québec," 1920, et ses amendements, s'appliquent à la dite corporation ;
2. Obtenir le pouvoir d'établir un fonds de retraite, une caisse de remboursement et de fiducie ;
3. Obtenir l'autorisation d'aider et créer des œuvres philanthropiques, nationales et de colonisation ;
4. Autoriser le bureau de direction à charger un intérêt au lieu d'une amende aux sociétaires en retard dans leur paiement.

Québec, 9 décembre 1920.

Les procureurs dûment autorisés,
BELLEAU, BAILLARGEON,
4515—50-4 BELLEAU & BOULANGER.

Avis public est par les présentes donné que la Ville Montréal-Nord s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi spéciale amendant sa charte et l'acte des cités et villes, à l'effet de pouvoir : (a) être autorisée à étendre son système d'aqueduc de façon à approvisionner d'eau tous ceux qui en font la demande, et à emprunter à cette fin ; (b) émettre des débetures pour les donner en paiement des obligations pouvant lui résulter et lui résultant de l'exécution des pouvoirs conférés par la loi 5, George V, chapitre 108, section 25 ; (c) emprunter par bons ou débetures pour le paiement de sa dette flottante, et pour autres fins.

Montréal, 7 décembre 1920.

Le sec.-trés.,
4521—50-4 J.-A. CADIEUX.

owners of shops and factories to advise the council every year, of the nature and value of their shop, factory and equipment ; to increase the rate of interest on municipal tax arrears and amounts due to the city to increase the amount of temporary and other loans which the city may contract ; to increase the powers of the valuers and permit them to make divers valuation rolls ; to amend the law respecting voting on the city loan by-laws ; to give a discount on the anticipated payments of taxes due by certain ratepayers under loan by-laws ; to levy a personal tax of \$2.00 on any non-resident over 21 years of age who earns a salary or remuneration in the city ; to acquire by mutual agreement or by way of expropriation and operate all of part of the immoveables, plant and equipment of the Sherbrooke Railway & Power Company, with the active and passive servitudes attached thereto its rights, privileges both in the city of Sherbrooke and in other municipalities of the Province ; to establish, own and operate in the city of Sherbrooke and in adjoining municipalities transportation systems, for passengers and freight lines of tramways, autobus and borrow the necessary funds required to that end ; to provide for the remuneration of the aldermen and for other purposes.

Sherbrooke, 4th December, 1920.

J.-A. LEBLANC,
Attorney for the city of Sherbrooke,
4518—50-4

PROVINCE OF QUEBEC.

Public notice is hereby given that "Les Prévoyants du Canada" will ask the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to revise their charter, to define their powers, extend them and obtain additional powers for the following purposes :

1. To make the Quebec Companies Act, 1920, and amendments, applicable to their corporation ;
2. To secure the power of creating a *Caisse de retraite*, a repayment fund, and *Caisse de remboursement* and a Trust Fund ;
3. To obtain the authorization to assist and create philanthropic, national and colonization enterprises ;
4. To have their board of directors authorized to charge interest instead of a fine to members in arrear in their payments.

Quebec, 9th December, 1920.

BELLEAU, BAILLARGEON,
4516—50-4 BELLEAU & BOULANGER,
Attorneys duly authorized.

Public notice is hereby given that the "Town of Montreal North" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain a special act amending its charter and the cities and towns' act so as : (a) to be authorized to extend its waterworks system for to supply water to all those applying therefor, and to borrow for such purpose ; (b) to issue debentures to give in payment for obligations that may result and result from the execution of the powers conferred by the act 5 George 5, chapter 108, section 25 ; (c) to borrow through bonds or debentures for the payment of its floating debt, and for other purposes.

Montreal, 7th December, 1920.

J.-A. CADIEUX,
4522—50-4 Sec.-Treas.

Avis public est par le présent donné que "La Corporation du comté de Laval" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'être autorisée à emprunter par bons, debentures ou autrement, pour un terme n'excédant pas quarante et un ans, avec intérêt au taux n'excédant pas six pour cent l'an, payable semi-annuellement, la somme de cinquante mille piastres pour payer sa dette flottante, et une autre somme n'excédant pas dix mille piastres pour pourvoir à l'érection d'un bureau d'enregistrement et bureau pour les fins du conseil de comté, avec un coffre fort en métal ou une voûte à l'épreuve du feu pour la conservation des livres, papiers et actes de bureau, et pourvoir à l'achat ou à l'expropriation du terrain convenable pour l'ériger, tel édifice devant être situé dans la division d'enregistrement pour le comté de Laval, et pour faire contribuer toutes les corporations et municipalités situées dans les limites de la même division d'enregistrement et assujettir les immeubles des contribuables de ces municipalités au paiement des capitaux et intérêts des emprunts ci-dessus mentionnés; et pour faire statuer que toutes les corporations et municipalités situées dans les limites du territoire de l'île de Jésus et dans la division d'enregistrement pour le comté de Laval feront partie de la corporation et de la municipalité du comté de Laval pour être régies par le Code municipal de Québec et être assujetties au paiement de toutes les taxes générales et spéciales pour les fins du conseil de comté seulement, nonobstant toutes lois à ce contraire.

Sainte-Rose, 7 décembre 1920.

Le procureur de la corporation du

comté de Laval,

4519-50-4 HORMISDAS PELLETIER.

Avis est par les présentes donné que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Economie), corporations légalement constituées, ayant leur siège social en la cité de Montréal, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, commençant le 11 janvier 1921, d'amender les différentes lois qui les régissent, afin d'obtenir de plus amples pouvoirs et spécialement aux fins suivantes :

1. Obtenir le pouvoir de placer les fonds de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Economie) sur bons ou obligations émis par l'une ou l'autre des différentes provinces du Canada, ainsi que sur bons ou obligations émis par une corporation épiscopale ayant son siège social au Canada ;

2. Obtenir le pouvoir de créer des fonds de réserve ;

3. Préciser dans la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Economie) le mot "intérêt" de façon qu'il signifie le revenu net et le rendement effectif que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Economie) pourra retirer de ces placements, revenu net et rendement effectif qui pourront être partagés entre ses sociétaires ;

4. Accorder au conseil de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal le pouvoir de fixer par règlement la quotité des contributions payables par les sociétaires de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Economie) et d'en déterminer les dates et les modes de paiement.

Montréal, 7 décembre 1920.

Les procureurs des requérants
4539-50-4 PERRAULT & RAYMOND.

Public notice is hereby given that the Corporation of the county of Laval will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to be empowered to borrow on bonds, debentures or otherwise, for a term not exceeding forty one years, with interest at a rate not exceeding six per cent per annum, payable semi annually, the sum of fifty thousand dollars, to pay its floating debt, and another sum not exceeding ten thousand dollars to provide for the erection of a registry office and an office for the council with safety vault for the safekeeping of the books, papers and deeds of the office, provide to the purchase or expropriation of a suitable piece of land for their erection, such building to be situated in the registration division for the county of Laval, and assess all the corporations and municipalities situated within the limits of the said registration division and subject the immoveables of the ratepayers of the said municipalities to the payment of the capital and interests of the aforesaid loans; to enact that all the corporations and municipalities situated within the territory of Ile de Jesus and the registration division for the county of Laval shall form part of the corporation and of the municipality of the county of Laval to be governed by the Municipal Code of Quebec, and to subject them to the payment of all general and special taxes for county, council purposes only, notwithstanding any laws to the contrary.

Sainte-Rose, 7th December, 1920.

HORMISDAS PELLETIER,

Attorney for the corporation of the county

4520-50-4

of Laval

Notice is hereby given that the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" and the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" (Caisse Nationale d'Economie), bodies politic and corporate duly incorporated, having their head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, commencing on the 11th January, 1921, for an act to amend the various laws governing them so as to extend their powers and especially for the following purposes :

1. To obtain the power to invest the funds of the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" (Caisse Nationale d'Economie) in bonds or debentures issued by any episcopal corporation having its head office in Canada ;

2. To obtain the power to create a reserve fund ;

3. To precise in the charter of the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" (Caisse Nationale d'Economie) the word "interest" so that it will signify the net revenue and effective yield which the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" (Caisse Nationale d'Economie) may derive from its investments, net revenue and effective yield that may be divided between its members ;

4. To grant to the council of the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" the power to fix by by-law the quota of the contributions payable by the members of the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" (Caisse Nationale d'Economie) and to determine the dates and modes of payment thereof.

Montreal, 7th December, 1920.

PERRAULT & RAYMOND,
4540-50-4 Attorneys for applicants.

Avis est par les présentes donné que Charles-A. Pratt, de la ville de Longueuil, Marie-Louise-Evelina Pratt, de la cité de Montréal, veuve de feu Joseph-Gustave Laviolette, Marie Angelina-Virginie Pratt, de la cité de Montréal, veuve de feu Georges Matthews, et Aloysia Pratt, de la cité de Montréal, épouse de P.-F. Woodcock, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous héritiers de la succession de feu John Pratt, en son vivant marchand, de la cité de Montréal, s'adresseront au parlement de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi relative à la dite succession de feu John Pratt, et amendement la loi 51-52 Victoria chap. 127, et la loi 1 Edouard VII, chap. 94, tel qu'amendée par la loi 7 Edouard VII, chap. 137, par la loi 1 George V, chap. 114, et par la loi 4 George V, chap. 133, afin de faire augmenter les rentes qui leur sont payées par ladite succession, en vertu du testament dudit feu John Pratt, et en vertu desdites lois et pour, autres fins.

Montréal, 7 décembre 1920.

Les procureurs des requérants,
GEOFFRION, GEOFFRION
4527—50-4 & PRUD'HOMME.

Le curé et les marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de Très-Saint-Sacrement, Lachine, donnent avis qu'à la prochaine session de la Législature, ils demanderont l'adoption d'une loi pour les constituer en corporation, sous le nom de "Syndics de la paroisse de Très-Saint-Sacrement (Lachine), autoriser lesdits syndics à prélever une cotisation sur tous les immeubles appartenant à des catholiques romains ou à des compagnies, sociétés par actions, ou corporations, dont la majorité en valeur des actionnaires seront des catholiques romains, et autres fins.

Montréal, le 7 décembre 1920.

LE CURÉ ET LES MARGUILLIERS DE L'ŒUVRE ET
FABRIQUE DE TRÈS SAINT-SACREMENT, LA-
CHINE.

par J.-E. PROVOST,
4525—50-4 Ptre curé.

Avis public est par les présentes donné que "L'Union Saint-Joseph-de-Saint-Henri" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi spéciale amendement les lois 58 Victoria, chapitre 79 et 6 George V, 1ère session, chapitre 85, de façon à pouvoir admettre au nombre de ses membres, les femmes généralement et les enfants des sociétaires; émettre des certificats payables après un certain nombre d'années ou avec contributions mobiles; accorder des certificats comportant prolongation du terme de l'assurance; racheter les certificats des sociétaires; obtenir certains pouvoirs concernant le paiement des bénéfices et indemnités et le placement des fonds de l'Union, et établissant l'insaisissabilité des sommes dues par l'Union à ses membres, la validité des paiements faits et la capacité des assurés quant à leur application, au paiement de leurs contributions et aux bénéfices reçus, et pour autres fins.

Montréal, 6 décembre 1920.

Le président,
ALBERT McCAUGHAN
Le secrétaire-trésorier,
4523—50-4 P.-G. POIRIER.

Avis est par les présentes donné, que le "Club Winchester" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte amendement sa charte, aux fins d'annuler son capital-actions et de lui donner le pouvoir, entre autres choses, d'acquérir et possé-

Notice is hereby given that Charles A.-Pratt, of the town of Longueuil, Marie-Louise Pratt, of the city of Montreal, widow of the late Joseph-Gustave Laviolette, Marie-Angelina-Virginie Pratt, of the city of Montreal, widow of the late Georges Matthews, and Aloysia Pratt, of the city of Montreal, wife of P.-F. Woodcock, of the same place, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, all heirs to the estate of the late John Pratt, in his lifetime merchant, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act respecting the said estate of the late John Pratt, and amending the act 51-52 Victoria chap. 127, and the act 1 Edward VII, chap. 94 as amended by the act 7 Edward VII, chap. 137, by the act 1 George V, chap. 114 and by the act 4 George V, chap. 133, so as to increase the rents paid to them by the said estate, by virtue of the will of the said late John Pratt and under the said acts, and for other purposes.

Montreal, 7th December, 1920.

GEOFFRION, GEOFFRION
& PRUD'HOMME,
4528—50-4 Attorneys for applicants.

The curé and churchwardens of l'Œuvre et Fabrique de Très-Saint-Sacrement, Lachine, give notice that at the next session of the Legislature, they will apply for the passing of an act to incorporate them, under the name of "Syndics de la paroisse de Très-Saint-Sacrement (Lachine), to authorize the said syndics to levy an assessment on all the immovables belonging to Roman Catholics or to companies, firms or corporations of which the majority in value of the shareholders will be Roman Catholics, and other purposes.

Montreal, 7th December, 1920.

THE CURÉ AND CHURCHWARDENS OF L'ŒUVRE
ET FABRIQUE DE TRÈS SAINT-SACREMENT,
LACHINE.

by J.-E. PROVOST,
4526—50-4 Priest Curé.

Public notice is hereby given that "L'Union Saint-Joseph-de-Saint-Henri" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session to obtain a special act amending the Acts 58 Victoria, chapter 79, and 6 George V, 1st session, chapter 85, so as to be able to admit among its members, the women generally and children of the associates; to issue certificates payable after a certain number of years or with unfixed contributions; to grant certificates permitting the prolongation of the term of insurance; to redeem the certificates of the members; to obtain certain powers respecting the payment of benefits and indemnities and the investment of the funds of l'Union, and establishing the exemption from seizure of the amounts due by L'Union to its members, the validity of the payments made and the capacity of the insured as to their application, the payment of their contributions and the benefits received, and for other purposes.

Montreal, 6th December, 1920.

ALBERT McCAUGHAN,
President.
P. G. POIRIER,
4524—50-4 Sec. Treas.

Notice is hereby given that "The Winchester Club" will, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, apply for an act amending its charter, in order to annul its capital-stock and give it power, among other things, to acquire and hold real estate and the same to

der des immeubles, les hypothéquer, vendre ou transporter, émettre des bons garantis sur ses immeubles, et de faire toutes choses requises pour la mise en opération du club.

Montréal, 30 novembre 1920.

Les procureurs du requérant,
ST-GERMAIN, GUERIN
4475-50-4 & RAYMOND.

AVIS DE PETITION

A la prochaine session des chambres Législatives de Québec, Louis Chabot, étudiant en droit, de la ville de Shawinigan Falls, district de Trois-Rivières, par ses procureurs soussignés, présentera une pétition pour autoriser le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen oral seulement.

Les procureurs du requérant,
PELISSIER, WILSON
4477-50-4 & SAINT-PIERRE.

Avis est par les présentes donné que la ville de Montréal-Est s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant la loi la constituant en corporation de ville, pour les fins suivantes :

Procédures et formalités pour l'adoption et l'approbation des règlements par les électeurs ; pouvoir aux parcs de la ville et au remboursement d'une créance à la succession Ouimet, emprunts et avances en anticipation de la perception des taxes ; hypothèques consenties à la ville et leur mainlevée ; échange ou modification des garanties données par ses créanciers ; appel des rôles d'évaluation et conditions préalables à cet appel ; qualification des électeurs et des échevins ; organisation ; territoire et toutes autres fins de nature à assurer la paix, l'ordre, le bon gouvernement, le bien-être général et l'amélioration de la municipalité.

LA VILLE DE MONTREAL-EST.
Le secrétaire-trésorier,

4479-50-5 J.-EMERY CODERRE.

Avis est aux présentes donné au public que la Commission scolaire protestante de la cité de Montréal sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi à l'effet d'augmenter les taux du rôle d'évaluation des protestants relativement à ladite taxe scolaire du total actuel de sept dixièmes jusqu'à un total de dix-dixièmes d'une piastre d'après la valeur cotisée, ce total devant être reparté comme suit par le trésorier de la cité :

Deux dixièmes pour la taxe spéciale d'intérêt et fonds d'amortissement prélevé sous l'autorité de la loi de la Législature 9 Edouard VII, chapitre 38.

Huit dixièmes pour la taxe générale d'entretien des écoles.

Montréal, 9 décembre 1920.

Les avocats des requérants,
GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
4545-50-4 & LANGUEDOC.

Avis est par les présentes donné que les Syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi, (nommés conformément à la loi 9, Georges V, chapitre 139), s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant ladite loi 9 Georges V, chapitre 139 :

a. Confirmant l'élection desdits syndics, et continuant leurs pouvoirs ;

hypothecate, sell or transfer, to issue bonds secur on its real estate and to do all such things as are requisite for the carrying on of the club.

Montreal, 30th November, 1920.

St-GERMAIN, GUERIN
& RAYMOND,
4476-50-4 Attorneys for applicant.

NOTICE OF PETITION

At the next sitting of the Legislative Assembly of Quebec, Louis Chabot, law student, of the town of Shawinigan Falls, in the district of Three Rivers, shall, by the undersigned, his attorneys, place a petition entitling the Bar of the Province of Quebec to admit him, after oral examination only, as one of its members.

PELISSIER, WILSON
& SAINT-PIERRE,
4478-50-4 Attorneys for the petitioner

Notice is hereby given that the town of Montréal-Est will present a petition to the Legislature of Quebec, at its next session, asking for the adoption of a law amending the law constituting the city as a body politic and corporate for the following ends :

Proceedings and formalities for the adoption and approval of by-laws by the electors ; maintenance of parks of the city and the re-payment of a debt to the Ouimet estate ; borrowings and advances against the collection of taxes ; hypothecs executed by the city and their discharge ; exchange or modification of guarantees given by its creditors ; appeal from the valuation roll and conditions precedent to this appeal ; qualification of electors and aldermen ; organization ; boundaries and all other means of a nature for the securing of peace, order, good government, general well-being and amelioration of the municipality.

THE TOWN OF MONTREAL EAST.
J.-EMERY CODERRE,
4480-50-4 Secretary-Treasurer.

Public notice is hereby given that the Protestant board of school commissioners of the city of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session, for the passing of an act for an increase in the rates of the Protestant panel of the said school tax from the total of seven mills as at present to a total of mills on the dollar of the assessed valuation, the total of seven mills as at present to a total of such total to be apportioned by the city treasurer as follows :

Two mills to the special tax for interest and sinking fund purposes levied under the act of the Legislature 9 Edward VII, chapter 38.

Eight mills to the general tax for the maintenance of the schools.

Montreal, 9th December, 1920.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,
4546-50-4 Solicitors for applicants.

Notice is hereby given that the "Syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Chicoutimi" (appointed according to the law 9, George V, chapter 139), will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the adoption of a law amending said law 9 George V, chapter 139, and :

a. Confirming the election of said syndics and extending their powers ;

b. Ratifiant une cession faite et consentie par la corporation épiscopale catholique romaine de Chicoutimi à l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi ;

c. Ratifiant les divers actes de cotisations imposés par ces syndics ;

d. Les autorisant à en imposer d'autres, et à faire tous les emprunts nécessaires, ratifiant ceux qui ont déjà été faits ;

e. Les autorisant à contracter certains emprunts et à prendre toutes les mesures nécessaires pour compléter tous les travaux de construction de la cathédrale de Chicoutimi, et

f. Leur donnant le droit de reviser et compléter tous les ans les divers actes de cotisations, et

g. Demandant tous autres pouvoirs nécessaires aux fins ci-dessus, et aux fins visées par ladite loi 9, Georges V, chapitre 139, en autant qu'il n'y aura pas été dérogé par la loi amendée.

Québec, 6 décembre 1920.

Pour les pétitionnaires,

(Signé) JOS. SIROIS, N. P.,

4481—50-4

de Sirois & Sirois.

b. Ratifying an assignment made and granted by the Roman Catholic Episcopal Corporation of Chicoutimi to the churchwardens of the parish of Saint-François-Xavier de Chicoutimi ;

c. Ratifying different assessment rolls imposed by these syndics ;

d. Authorizing them to impose others and to contract loans, ratifying the loans which have already been contracted ;

e. Authorizing them to contract certain loans and to take the necessary measures to complete all the construction works of the Chicoutimi Cathedral ;

f. Giving them the right to revise and complete every year the different assessments rolls and

g. Asking any other powers necessary to the above ends and to the ends which said law 9, George V, chapter 139, had in view, in so far as no derogation to it will have been introduced by the proposed bill.

Quebec, 6th December, 1920.

For the petitioners,

JOS. SIROIS, N. P.,

4482—50-4

of Sirois & Sirois.

Département du trésor

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT DE SOCIÉTÉ CHARITABLE

Avis est par le présent donné que "L'Union Amicale de Notre-Dame-Auxiliatrice des anciens élèves du collège de Sainte-Anne" a obtenu un permis et a été enregistrée comme société charitable, à l'effet de resserrer les liens d'amitié qui unissent les anciens élèves du collège de Sainte-Anne; venir en aide aux fils des anciens que sans ce secours, ne pourraient entreprendre de continuer leurs études; aider aussi les anciens élèves, jeunes et vieux, qui auraient besoin de l'appui et de la protection de leurs confrères plus âgés et plus fortunés; procurer des fonds pour des voyages d'études aux professeurs, pour la bibliothèque des élèves, pour des prix de récompenses, le matériel d'enseignement, laboratoires, musées et tout ce qui pourrait aider au développement et au bien-être de l'éducation dans ce collège, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil en date du 12 novembre 1920.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce quatrième jour de décembre 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 4467—50-2

Avis est par le présent donné que le permis et l'enregistrement de la "Catholic Fraternal League", société de secours mutuels extra-provinciale ayant son principal siège d'affaires dans la ville de Boston, dans l'état de Massachusetts, l'un des États-Unis d'Amérique, ont été renouvelés à l'effet d'autoriser ladite société à pourvoir à la perception des primes limitées aux membres en règle et admis dans ladite société avant le premier janvier 1920.

Le nom et l'adresse du principal agent de ladite société, dans la province, sont comme suit : J.-C.-H. Dussault, édifice Crédit Foncier, Montréal, Qué.

Donné conformément aux dispositions de

Treasury Department

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A CHARITABLE ASSOCIATION.

Notice is hereby given that "L'Union Amicale de Notre-Dame-Auxiliatrice des anciens élèves du collège de Sainte-Anne" has been licensed and registered as a charitable association for the purposes to strengthen the bonds of friendship which unite the former students of the College of Sainte-Anne; to come to the aid of the sons of the former students by creating pension funds; which benefits will be for those who, being without such aid, would not be in a position to undertake their course of study; to also aid former students, young and old, who might be in need of support and protection from their older and more fortunate members; to procure funds for study trips of the professors, for the students' library, prizes and rewards, the material of teaching, laboratories, museums and all which might aid to the development and welfare of the education in this college, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council dated the fourth twelfth day of November, 1920.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this day of December, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

F.-L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance branch,

Treasury department, Québec. 4468—50-2

Notice is hereby given that the license and registration of the "Catholic Fraternal League", an extra provincial mutual benefit association having its head office, in the city of Boston, in the State of Massachusetts, in the United States of America, have been renewed with a view to authorize the said association to provide for the collection of premiums limited to the members admitted and in good standing before 1st January, 1920.

The name and address of the chief agent of the said association, in this province, are as follows : J.-C.-H. Dussault, Credit Foncier building, Montreal, Que.

Given pursuant to the provisions of art. 6950

l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce septième jour de décembre 1920. R.S.P.Q., 1909, this seventh day of December, 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK.

For the Treasurer of the Province of Québec,
F.-L. MONCK,
Superintendent of Insurance.
Superintendent

Branch des assurances,
Département du trésor, Québec. 4469—50-2

Insurance branch,
Treasury department, Québec. 4470—50-2

Vente pour taxes

Sale for taxes

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES

NOTICE OF SALE OF IMMOVEABLES

Avis public est aux présentes donné que les propriétés immobilières ci-dessous mentionnées seront vendues par moi, à mon bureau, dans la ville de Montréal-Sud, LUNDI, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE 1920, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes et cotisations scolaires dues à la commission scolaire protestante de Montréal-Sud, ainsi qu'à la commission scolaire protestante de la ville et de la paroisse de Longueuil pour taxes d'église dues à la paroisse de Saint-George, Montréal-Sud.

Public notice is hereby given that the immoveable properties mentioned below, will be sold by me, at my office, in the town of Montreal-South, on MONDAY, TWENTY SEVENTH day of DECEMBER, 1920, at TEN o'clock in the forenoon, upon claims by the town of Montreal-South for taxes and assessments due and for school taxes due to the School Commissioners of the Catholic School board of Montreal-South, and the Protestant School Commissioners of the town and parish of Longueuil and for church taxes due.

Paroisse Saint-George, Montréal-Sud—Saint-George parish, Montreal-South.

Cad.	Lot	Propriétaire cotisé Assessed Proprietor	Taxes et cot. municipales Mun. taxes and assessm.	Taxes scolaires School taxes	Taxes d'églises Church taxes	Total	—
155	442	Succession—Estate J. Wright.	73.48	13.18	19.40	106.06	
157	4	John Dillon.	111.29	8.29	31.45	151.03	
	84	Oswald Chaput.	58.81	9.51	31.45	99.77	
	118	John Kyle.	56.29	6.88		63.17	
158	15	Dr. F.-C. Douglas.	90.65	14.39	31.45	136.49	
	40	Succession—Estate E.-A. Harvey.	110.14	26.42	31.45	168.01	
	8	A.-J. Higgins.		12.06	31.45		
	9	A.-J. Higgins.		12.06	31.45		
159	110	A.-J. Higgins.	416.39	14.04	31.45	504.39	
	111	A.-J. Higgins.		14.04	31.45		
	121	A.-J. Ferguson.	98.11	11.46		109.57	
	159	D.-Robert.	146.08	22.53	31.45	200.06	

Ajouter frais
avant ven-
te — Costs
to be added
previous to
the sale.

Pour être vendus à mon bureau, à l'hôtel-de-ville de Montréal-Sud, LUNDI, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE 1920, à DIX heures de l'avant-midi. Le montant du prix d'achat doit être versé immédiatement par l'acquéreur lors de l'adjudication d'iceux, aux termes de l'article 5763 des Statuts refondus de Québec, 1909.

Le greffier de la ville,
M.-M. CONDON
Cabinet du greffier de la ville, Montréal-Sud, P.Q.
7 décembre 1920. 4543—50-3

To be sold at my office, in the Town Hall of Montreal-South, on MONDAY, the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER, 1920, at TEN o'clock in the forenoon. The amount of purchase money is to be paid by the purchaser immediately upon the adjudication thereof, according to article 5763, Revised Statutes of Quebec, 1909.

M.-M. CONDON,
Town Clerk.
Town Clerk's Office, Montreal South, P. Q.
7th December, 1920. 4544—50-3

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 50.

Index of the Quebec Official Gazette, No 50.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Baron vs Martineau.....	2627
" Benoit vs Gibeault.....	2629
" Bilodeau vs Nadeau.....	2628
" Bouchard vs Bolla.....	2629
" Brunelle vs Moreau.....	2629
" Comtois vs Vandandaigue.....	2629
" Desjardins vs Sauriol.....	2630
" Diamonstein vs Bodnoff.....	2630
" Garon vs Allaire.....	2628
" Jeanvannes vs Barbeau.....	2628
" Lacharité vs Poirier.....	2630
" Leclerc vs Desmarceaux.....	2629
" Lefrançois vs Duchesne.....	2630
" Moisan vs Brousseau.....	2630
" Pelton vs Clermont.....	2628
" Week vs Aumais.....	2629
" Wornall vs Porter.....	2628

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Baron vs Martineau.....	2627
" Benoit vs Gibeault.....	2629
" Bilodeau vs Nadeau.....	2628
" Bouchard vs Bolla.....	2629
" Brunelle vs Moreau.....	2629
" Comtois vs Vandandaigue.....	2629
" Desjardins vs Sauriol.....	2630
" Diamonstein vs Bodnoff.....	2680
" Garon vs Allaire.....	2628
" Jeanvannes vs Barbeau.....	2628
" Lacharité vs Poirier.....	2630
" Leclerc vs Desmarceaux.....	2629
" Lefrançois vs Duchesne.....	2630
" Moisan vs Brousseau.....	2630
" Pelton vs Clermont.....	2628
" Week vs Aumais.....	2629
" Wornall vs Porter.....	2628

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—

Dme Herring vs May.....	2631
" Perron vs Nault.....	2631

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—

Dme Herring vs May.....	2631
" Perron vs Nault.....	2631

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 2600

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 2600

AVIS DIVERS :—

Geo.-M. Anderson et autres.....	2632
Le Pays, ltée.....	2632
Maple Leaf Asbestos Corporation.....	2631
Mark Workman Investment Corporation.....	2631
Montreal Driving Club Co'y, Ltd.....	2632
Tarif des honoraires des avocats.....	2599

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Geo.-M. Anderson and others.....	2632
Le Pays, ltée.....	2632
Maple Leaf Asbestos Corporation.....	2631
Mark Workman Investment Corporation.....	2631
Montreal Driving Club Co'y, Ltd.....	2632
Tariff of advocates' fees.....	2599

BILLS PRIVÉS, ASSEMBLÉE LEGISLATIVE :—

Avis concernant les bills privés.....	2601
---------------------------------------	------

PRIVATE BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY :—

Notice relating to private bills.....	2601
---------------------------------------	------

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Banque de Montréal.....	2624
Breakey, Denaston.....	2624
Chabot, Louis.....	2663
Club Winchester.....	2662
Cie chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans.....	2618
Cité de Lachine.....	2658
Cité d'Outremont.....	2657
Cité de Sherbrooke.....	2659
Cité de Verdun.....	2658
Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de Nicolet.....	2622
Compagnie des tramways de Verchères, Chambly & Laprairie.....	2620
Commission scolaire protestante de la cité de Montréal.....	2663
Corporation du comté de Laval.....	2661
Curé et marguilliers de l'Œuvre et Fabri- que de Très-Saint-Sacrement.....	2662
Geoffrion, Louis-Orille.....	2619
Germain, Philippe et autres.....	2623
Héritiers de feu John Pratt.....	2662
Katz, Paul et autres.....	2622
Lacasse, J.-A.....	2620
Lamontagne, J.-Eddie.....	2619
Lamy, Léopold.....	2621
Leahy, Wilfrid-Gordon.....	2619
Leduc, Léon.....	2620
Le bureau des commissaires d'écoles catho- liques romains de la cité de Sher- brooke.....	2622

APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

Bank of Montreal.....	2624
Breakey, Denaston.....	2624
Chabot, Louis.....	2663
Club Winchester.....	2662
Cie chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans.....	2618
City of Lachine.....	2658
City of Outremont.....	2657
City of Sherbrooke.....	2659
City of Verdun.....	2658
Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de Nicolet.....	2622
Compagnie des tramways de Verchères, Chambly & Laprairie.....	2620
Protestant Board of school commissioners of the city of Montreal.....	2663
Corporation of the county of Laval.....	2661
Curé et marguilliers de l'Œuvre et Fabri- que de Très-Saint-Sacrement.....	2662
Geoffrion, Louis-Orille.....	2619
Germain, Philippe and others.....	2623
Heirs of late John Pratt.....	2662
Katz, Paul and others.....	2622
Lacasse, J.-A.....	2620
Lamontagne, J.-Eddie.....	2619
Lamy, Léopold.....	2621
Leahy, Wilfrid-Gordon.....	2619
Leduc, Léon.....	2620
The Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sher- brooke.....	2622

Le bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Sherbrooke...	2622	The Board of Protestant School Commissioners of the city of Sherbrooke.....	2622
Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Viateur-d'Outremont.....	2622	The parish priest and church wardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Saint-Viateur-d'Outremont.....	2622
Lefebvre, Charles et autres.....	2620	Lefebvre, Charles and others.....	2620
Les Prévoyants du Canada.....	2660	Les Prévoyants du Canada.....	2660
L'Union Saint-Joseph-de-Saint-Henri...	2662	L'Union Saint-Joseph-de-Saint-Henri...	2662
Mallek, Mendel.....	2621	Mallek, Mendel.....	2621
Montefiore Hebrew Orphan's Home...	2618	Montefiore Hebrew Orphan's Home...	2618
Montreal General Hospital & Western Hospital of Montreal.....	2619	Montreal General Hospital & Western Hospital of Montreal.....	2619
Porteous, Carlyle-A.....	2623	Porteous, Carlyle-A.....	2623
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.	2661	Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal	2661
Syndics de la paroisse Saint-François-Xavier-de-Chicoutimi.....	2663	Syndics de la paroisse Saint-François-Xavier-de-Chicoutimi.....	2663
Succession Edward Rawlings.....	2657	Estate Edward Rawlings.....	2657
Succession John Pratt.....	2624	Estate John Pratt.....	2624
Succession Beaudry, Jean-Louis.....	2621	Estate Beaudry, Jean-Louis.....	2621
Succession J.-O. Villeneuve.....	2621	Estate J.-O. Villeneuve.....	2621
Syndics de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-La-Tuque.....	2623	Assignees of the parish of Saint-Zéphirin-de-La-Tuque.....	2623
The Strathcona Fire Insurance Co.....	2618	The Strathcona Fire Insurance Co.....	2618
Village de Petit-Métis.....	2658	Village of Petit-Métis.....	2658
Ville d'Aylmer.....	2659	Town of d'Aylmer.....	2659
Ville de Beauharnois.....	2624	Town of Beauharnois.....	2624
Ville de Montréal-Nord.....	2660	Town of Montreal-North.....	2660
Ville de Kipawa.....	2657	Town of Kipawa.....	2657
Ville de Montréal-Est.....	2663	Town of Montreal-East.....	2663
Ville de Saint-Lambert.....	2656	Town of Saint-Lambert.....	2656
Vinet, Ephrem.....	2620	Vinet, Ephrem.....	2620

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Divers lots à municipalité scolaire Saint-Jules.....	2625
Village de Templeton.....	2625

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Several lots to school municipality Saint-Jules.....	2625
Village of Templeton.....	2625

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Catholic Fraternal League.....	2664
Hartford Live Stock Insurance Coy.....	2626
Herzl Dispensary & Hospital.....	2627
Montreal Hebrew Orphan's Home.....	2626
Montreal Shelting Home.....	2627
North British Mercantile Insurance Coy, Ltd.....	2626
Northwestern Mutual Fire Association.	2626
Union Amicale de N.-D.-Auxiliatrice, &c.	2664
Women's Catholic Order of Foresters...	2627
Yangtze Insurance Association, Ltd....	2626

TREASURY DEPARTMENT :—

Catholic Fraternal League.....	2664
Hartford Live Stock Insurance Coy.....	2626
Herzl Dispensary & Hospital.....	2627
Montreal Hebrew Orphan's Home.....	2626
Montreal Shelting Home.....	2627
North British Mercantile Insurance Coy, Ltd.....	2626
Northwestern Mutual Fire Association.	2626
Union Amicale de N.-D.-Auxiliatrice, &c.	2664
Women's Catholic Order of Foresters...	2627
Yangtze Insurance Association, Ltd....	2626

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES :—

Village Saint-Jean-de-Boischatel.....	2624
---------------------------------------	------

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS :—

Village Saint-Jean-de-Boischatel.....	2624
---------------------------------------	------

ERRATUM :—

Page 2562, 4 décembre 1920, Nos 3343-44.....	2633
--	------

ERRATUM :—

Page 2562, 4th December, 1920, Nos. 3343-44.....	2633
--	------

FAILLITE—AVIS DE :—

Dufour, dividende.....	2633
Matte, cession.....	2633
Tremblay, nom. curateur.....	2633

BANKRUPT NOTICES :—

Dufour, dividend.....	2633
Matte, assignment.....	2633
Tremblay, curator's appt.....	2633

LÉTTRES PATENTES :—

Barwick, Ltd.....	2616
Club des charpentiers-menuisiers, Locale 134.....	2608
Ed. Lacroix, ltée.....	2601
J.-A. Laurin, ltée.....	2646
La Ligue des citoyens de Hull.....	2615
Laurentian Iron Coy, Ltd.....	2612
Le Club social des Trois-Rivières.....	2609

LETTERS PATENT :—

Barwick, Ltd.....	2616
Club des charpentiers-menuisiers, Locale 134.....	2608
Ed. Lacroix, ltée.....	2601
J.-A. Laurin, ltée.....	2646
La Ligue des citoyens de Hull.....	2615
Laurentian Iron Coy, Ltd.....	2612
Le Club social des Trois-Rivières.....	2609

La ligue des citoyens de Hull aux fins de propagande antialcoolique et de sauve- garde de la morale.....	2615	La ligue des citoyens de Hull aux fins de propagande antialcoolique et de sauve- garde de la morale.....	2615
Lemieux and Copping Motor distribu- tors, Ltd.....	2646	Lemieux and Copping Motor distribu- tors, Ltd.....	2646
Menjobagues Lumber Co., Ltd.....	2606	Menjobagues Lumber Co., Ltd.....	2606
Montreal Motors Corporation, Ltd....	2613	Montreal Motors Corporation, Ltd....	2613
Power Lumber Coy, Ltd.....	2650	Power Lumber Coy, Ltd.....	2650
Queen Asbestos, Ltd.....	2611	Queen Asbestos, Ltd.....	2611
Shearer Realty Investment Co'y.....	2648	Shearer Realty Investment Co'y.....	2648
LIQUIDATION—AVIS DE :—		WINDING UP NOTICE :—	
Cie électrique de Louiseville, ltée.....	2633	Cie électrique de Louiseville, ltée.....	2633
NOMINATIONS :—		APPOINTMENTS :—	
Commissaire d'écoles : Saint-Joseph-de- Béranger.....	2625	School commissioners : Saint-Joseph-de- Béranger.....	2625
Commissaire d'écoles : Mun. Saint-Jan- vier.....	2625	School commissioners : Mun. Saint-Jan- vier.....	2625
Coroner conjoint de Pontiac.....	2645	Joint coroner of Pontiac.....	2645
PROCLAMATIONS :—		PROCLAMATIONS :—	
Convocation des Chambres pour l'expé- dition des affaires.....	2600	Parliament convoked for dispatch of business.....	2600
Cour du Banc du Roi, district de Kamou- raska.....	2645	Court of King's Bench, district of Kamou- raska.....	2645
SOUMISSIONS :—		TENDERS :—	
Cité de Sorel.....	2634	City of Sorel.....	2634
Municipalité de Bienville.....	2634	Municipality of Bienville.....	2634
Village de Saint-Jérôme-de-Matane.....	2634	Village of Saint-Jérôme-de-Matane.....	2634
VENTES PAR LICITATION :—		SALES BY LICITATION :—	
Joly vs Mathurin <i>et al.</i>	2635	Joly vs Mathurin <i>et al.</i>	2635
Ross vs Ross <i>et al.</i>	2636	Ross vs Ross <i>et al.</i>	2636
Villeneuve vs Homier.....	2635	Villeneuve vs Homier.....	2635
VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—		SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—	
Ville de Montréal Sud.....	2665	Town of Montreal South.....	2665
VENTES PAR LES SHÉRIFS :—		SHERIFF'S SALES :—	
ARTHABASKA :—		ARTHABASKA :—	
Demers vs Boissonneau.....	2637	Demers vs Boissonneau.....	2637
BEAUCE :—		BEAUCE :—	
Drouin vs Roy <i>et al.</i>	2638	Drouin vs Roy <i>et al.</i>	2638
Racine (Dme) vs Godbout.....	2638	Racine (Dme) vs Godbout.....	2638
BEAUHARNOIS :—		BEAUHARNOIS :—	
Montpetit vs Barbeau.....	2639	Montpetit vs Barbeau.....	2639
KAMOURASKA :—		KAMOURASKA :—	
Dionne (Dme) vs Roy dit Desjardins....	2639	Dionne (Dme) vs Roy dit Desjardins....	2639
MONTREAL :—		MONTREAL :—	
Daigle, esql vs (Dme) Bourque.....	2642	Daigle, esql vs (Dme) Bourque.....	2642
David (Dme) esql vs Emond.....	2640	David (Dme) esql vs Emond.....	2640
Ducharme vs Langlois.....	2640	Ducharme vs Langlois.....	2640
Dufour dit Latour, failli.....	2641	Dufour dit Latour, insolvent.....	2641
Dufour dit Latour, failli.....	2643	Dufour dit Latour, insolvent.....	2643
Home Loan & Mortgage Co, Ltd vs Bortz <i>et al.</i>	2641	Home Loan & Mortgage Co, Ltd vs Bortz <i>et al.</i>	2641
La cité de Lachine vs Descarries.....	2640	The city of Lachine vs Descarries.....	2640
Lebuis vs Ouellette.....	2642	Lebuis vs Ouellette.....	2642
Masson <i>et al</i> vs Dehaaf.....	2642	Masson <i>et al</i> vs Dehaaf.....	2642

ROBERVAL :—

Vandal vs Gagnon..... 2643

SAINT-FRANÇOIS :—

Dubreuil vs Colodny..... 2644

TERREBONNE :—

Lafond (Dme) *et al* Dme Bourque..... 2644

ROBERVAL :—

Vandal vs Gagnon..... 2643

SAINT-FRANCIS :—

Dubreuil vs Colodny..... 2644

TERREBONNE :—

Lafond (Dme) *et al* Dme Bourque..... 2644

